

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	3
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	4
METHODOLOGIE	5
INTRODUCTION	6
PREMIERE PARTIE : THEORIES SUR L'INFLATION ET ETAT DES LIEUX	8
CHAPITRE I : L'INFLATION :	10
APPROCHES THEORIQUES	10
I-1- GENERALITES.....	10
I-2- MECANISMES DE L'INFLATION.....	15
I-3- IMPACTS ET RELATION DE PHILIPS.....	30
CHAPITRE II : BILAN DE LA SITUATION MACROECONOMIQUE : DE 2005 A NOS JOURS.....	36
II-1- PIB ET CROISSANCE ECONOMIQUE.....	36
II-2- FINANCES PUBLIQUES ET MASSE MONETAIRE	39
II-3- COMMERCE EXTERIEUR	49
CHAPITRE III : ETAT DES LIEUX DE L'INFLATION A MADAGASCAR DEPUIS 2005.....	58
III-1- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DEPUIS 2005	58
III-2- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR FONCTION DES PRODUITS.....	65
III-3- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR ORIGINE DES PRODUITS	67
DEUXIEME PARTIE : ANALYSE EMPIRIQUE D'UN CAS, CELUI DE MADAGASCAR	69
CHAPITRE I : DETERMINANTS DE L'INFLATION ET SES IMPACTS.....	71
I-1- DESEQUILIBRE DE LONG TERME ET STRUCTURE DU MARCHÉ	71
I-2- DEPRECIATION DE LA MONNAIE NATIONALE, EFFET CLIQUET ET HAUSSE AUTOENTRETEENUE.....	75
I-3- CRISE POLITIQUE OU ECONOMIQUE ET INFLATION IMPORTEE	76
I-4- IMPACTS DE L'INFLATION A MADAGASCAR.....	78
CHAPITRE II : POLITIQUE DE DESINFLATION A MADAGASCAR.....	81
II-1- INSTRUMENTS.....	83
II-2- INTERVENTIONS ET REFORMES SUR LE MARCHÉ MONETAIRE	86
II-3- OPERATIONS SUR LE MID.....	89
CHAPITRE III : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS	91
III-1- TENDANCE DE L'INFLATION EN 2010.....	91
III-2- PERSPECTIVES DE L'EVOLUTION DE L'INFLATION	97
III-3- RECOMMANDATIONS	100
CONCLUSION	104
BIBLIOGRAPHIES.....	107
ANNEXES	111
LISTE DES TABLEAUX	116
LISTE DES GRAPHIQUES.....	117
LISTE DES FIGURES	118
TABLE DES MATIERES	119

LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AON :Appel d'Offre Négatif

AOP :Appel d'Offre Positif

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BTA : Bon du Trésor par Adjudication

DSM : Direction de la Statistique des Ménages

DTS : Droit sur les Tirages Spéciaux

EPM : Enquête Périodique auprès des Ménages

IADM : Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale

IGRS : Impôts Généraux sur les Revenus Salariaux

INSTAT : Institut National de la Statistique

IPC : Indice des Prix à la Consommation

IPPTE : Initiative aux Pays Pauvres Très Endettés

IRCM : Impôts sur les Revenus des Capitaux Mobiliers

MID : Marché Interbancaire des Devises

ODR : Observatoire du Riz

PNB : Produit National Brut

PIB : Produit Intérieur Brut

PEN : Position Extérieure Nette

SIGFP : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

METHODOLOGIE

Avant d'arriver à ce stade, nous avons passé plusieurs étapes de recherches que nous allons essayer de résumer ci-après. En premier lieu, nous avons procédé à la documentation après la rédaction du plan du devoir. Celle-ci a été effectuée au sein de la bibliothèque de l'université de Toamasina, de l'Institut National de la Statistique, de la Direction Générale de l'Economie, de la Banque Centrale de Madagascar et de la Banque Mondiale à Anosy. D'autres informations ont été obtenues sur des sites web de ces services techniques. La partie théorique du devoir se réfère sur plusieurs ouvrages généraux ainsi qu'à quelques documents issus de l'internet.

Ensuite, nous avons effectué une compilation des données pour avoir une idée sur l'évolution de plusieurs indicateurs macroéconomiques qui sont nécessaires à notre analyse. Celle-ci a été effectuée après l'élaboration de différents graphiques sur Excel dont l'interprétation se réfère également à d'autres informations conjoncturelles.

INTRODUCTION

L'efficacité de toutes décisions de politique économique pour le développement socioéconomique d'un pays dépend de la maîtrise de l'inflation. Cette dernière constitue un environnement favorable à la croissance économique et au développement durable d'un pays. Par contre, une forte inflation accentue la pauvreté des ménages.

Les conséquences de l'inflation sont nombreuses, parfois apparemment favorables, mais souvent très graves pour l'économie d'un pays. Au niveau de la consommation, c'est la fuite devant la monnaie. Quant à l'investissement et la croissance, l'inflation apparaît comme un facteur de blocage de la croissance à long terme. Du côté de la répartition des revenus, elle engendre un déséquilibre dans la répartition du revenu réel dans la mesure où, de manière générale, il affecte différemment les revenus nominaux : les titulaires des revenus fixes (rentiers, ...), les salariés et les entreprises. Pour le commerce extérieur : l'augmentation rapide des prix internes que ceux des pays partenaires rend la production nationale moins compétitive à l'exportation et aboutit à la détérioration de la balance des paiements.

De 1988 à 2003, Madagascar a connu deux périodes d'hyperinflation. La première est celle qui a suivi la mise en place du flottement en 1994, la deuxième est née de la crise sociopolitique de 2002. Ces deux périodes ont été marquées par une chute du produit intérieur brut (-0,1% en 1994 et -12,7% en 2002).

Les données statistiques nationales font état qu'en 1993, 70% des malgaches vivaient au dessous du seuil de pauvreté et ce taux a atteint 80,7% en 2002.

Nous avons choisi comme thème de mémoire de maîtrise : « ***L'inflation et ses particularités : cas de Madagascar depuis l'année 2005*** ». L'objectif de l'étude est de mettre en relief la spécificité de l'inflation à Madagascar afin de pouvoir évoquer une politique de désinflation adéquate.

Cet ouvrage comporte deux parties à savoir :

- Théories sur l'inflation et état des lieux.
- Analyse empirique d'un cas, celui de Madagascar.

Ces deux parties comprennent chacune trois chapitres. Pour la première partie, nous entamerons d'abord les détails théoriques sur l'inflation. On y trouvera généralités, mécanismes, impacts et la relation de Phillips. Le second chapitre, fait état du bilan macroéconomique de Madagascar sous le prisme de l'évolution du produit intérieur brut, des finances publiques, du commerce extérieur et la masse monétaire. Enfin, pour le troisième chapitre, il s'agit de l'état des lieux de l'inflation à partir de l'année 2005 décrit par fonction et par origine des produits.

En ce qui concerne la deuxième partie, le premier chapitre sera consacré à l'analyse des déterminants de l'inflation à Madagascar et ses impacts. Ensuite, on montrera dans le deuxième chapitre la mise en œuvre de la politique monétaire à Madagascar. Enfin, le dernier chapitre de cette partie nous fournira les perspectives sur l'évolution des prix et les différentes recommandations tirées de l'analyse.

**PREMIERE PARTIE : THEORIES
SUR L'INFLATION ET ETAT DES
LIEUX**

Rapport Gratuit.com

Evidemment, les théories n'ont pas manqué, pour rendre compte du phénomène « inflation ». Une bonne compréhension de la partie théorique de ce phénomène nous aidera à bien assimiler le sujet choisi.

Cette partie nous montrera dans son premier chapitre l'approche théorique de l'inflation. Ensuite, un bilan macroéconomique de Madagascar sera présenté au second chapitre sous le prisme de l'évolution de quelques grandeurs macroéconomiques comme le PIB, la masse monétaire, le commerce extérieur et les finances publiques. Dans le dernier chapitre de cette partie, nous ferons l'état des lieux de l'inflation à Madagascar depuis l'année 2005.

CHAPITRE I : L'INFLATION : APPROCHES THEORIQUES

Ce chapitre nous montrera plusieurs détails sur les théories de l'inflation afin de pouvoir comprendre le fond et le mécanisme de ce phénomène. Il comporte trois sections dont la première parlera des généralités ; les mécanismes de l'inflation seront traités en deuxième section. Enfin, la troisième et dernière section montrera les relations entre l'inflation, la croissance économique et le chômage.

I-1- GENERALITES

I-1-1- DEFINITIONS ET HISTORIQUE

1-1-1-1- Définitions

Inflation vient du mot latin "*inflatio*", qui veut dire enflure. Il existe beaucoup de définitions, en voici quelques unes d'entre elles :

Dans le dictionnaire d'économie politique¹, *l'inflation se définit comme un engorgement des canaux de la circulation monétaire par un excédent de papier-monnaie par rapport aux besoins économiques réels, d'où la dépréciation monétaire.*

Dans l'ouvrage de Maurice Flamant, c'est un "*mouvement de hausse dispersée des prix qui s'entretient de lui-même et qui est dû à une insuffisance relative, à un certain moment, des offres spontanées par rapport aux demandes formulées*"²

Une autre définition est issue de l'ouvrage de Bitard et Malo. "*L'inflation est un phénomène provoqué par une série de désajustements au niveau de la formulation des prix. Ces désajustements naissent dans certaines zones de l'économie et se propagent dans le circuit économique par l'intermédiaire des mécanismes qui régissent l'activité économique. Ils peuvent être amplifiés, transformés, voire atténués*"³.

Selon les techniciens de l'INSTAT, *l'inflation se matérialise par une hausse générale, durable (plus de 3 mois) et cumulative des prix. Elle est due à des déséquilibres dans l'économie. Elle signifie une hausse du coût de la vie ou une dépréciation du pouvoir d'achat d'une unité de la monnaie nationale*⁴.

¹ M Volkov et al, Economie politique, *Dictionnaire*, Edition du progrès 1983, p-195

² Maurice Flamant, *l'inflation*, Edition PUF, Paris 1991, p-7

³ M. Bitard et B Malo, *Economie générale*, coll. Bernard Martory, Ed Fernand Nathan, France 1982, p-114

⁴ INSTAT, *Guide statistique de poche sur les indices des prix à la consommation*, mai 2004, p-7

D'une manière générale, l'inflation se définit comme une hausse cumulative et auto-entretenue du niveau général des prix, autrement dit, une dépréciation interne de la monnaie.

1-1-1-2- Historique

L'inflation est un phénomène antérieur à l'apparition de la monnaie papier. La première grande inflation connue date de l'époque de l'empereur romain Dioclétien. Il a falsifié la monnaie en truquant l'alliage des métaux précieux qui composent les pièces et multiplia les quantités d'espèces monétaires en circulation. Les prix ont donc augmenté et le rythme de l'inflation s'accéléra. Ce phénomène se manifesta à 301 ans après Jésus Christ.

La découverte des réserves d'or et d'argent d'Amérique latine au XVI^{ème} siècle en même temps que le pillage des trésors des Incas a été l'origine de flux important de métaux précieux vers l'Europe; il en résulta un triplement des prix¹.

L'exemple classique de l'hyperinflation est celui de l'Allemagne pendant les années 20. L'argent avait tellement perdu de sa valeur que le poids du papier d'argent nécessaire pour acheter un certain nombre de produits excédait le poids des produits eux-mêmes. Rien d'étonnant alors à ce que les gens aient préféré éviter d'utiliser l'argent dans leurs transactions quand c'était possible. Le 1er août 1914, un dollar valait 4 marks et 20 pennig alors que le 15 novembre 1923, le dollar coûtait 4,2 milliards de marks.

*La crise pétrolière de 1979-1980 a fait sérieusement monter les prix du pétrole au début des années 80. Les coûts accrus de l'énergie se sont reportés sur les consommateurs sous forme de prix plus élevés. Cette période inflationniste a été, en grande partie, une inflation due à la montée et à la pression des coûts.*²

I-1-2- TYPOLOGIE³

L'inflation peut être classée en trois types selon son rythme.

I-1-2-1- L'inflation latente ou larvée

Appelée aussi inflation rampante, caractéristique d'un taux compris entre 3% et 8%, l'inflation est ainsi dite (creeping inflation) quand le renchérissement des prix est aisément supportable par les agents économiques et quand elle résulte d'une évolution normale des prix; c'est le cas quand s'observe des "effets-qualités" liés à l'amélioration des

¹ HORACE GATIEU, Cours de politique économique

² John PETROFF, *PRECIS DE MACROECONOMIE*, p-37, Paris 2002

³ Cette classification a été tirée dans la présentation de Tiaray Edouard RAZAFIMANANTENA, Ingénieur Statisticien-Economiste-Mathématicien à l'INSTAT, novembre 2008.

produits; ils provoquent une élévation des prix qui, même si elle est difficile à évaluer, peut être considérée comme normale¹. Il en est de même pour la révision de certains tarifs publics ayant pris du retard par rapport aux prix des autres services. Le taux de la hausse des prix est faible mais continu. Ce type d'inflation est commun à tous les pays développés.

I-1-2-2- L'inflation en marche ou déclarée

On l'appelle aussi inflation ouverte dont le taux varie entre 8 et 20%. C'est le cas quand elle se traduit par une hausse générale rapide et cumulative des prix, accompagnée dans la plupart du temps d'une augmentation de la quantité de monnaie en circulation. Elle devient un sujet de préoccupation pour les autorités monétaires et les gouvernements.

I-1-2-3- L'hyperinflation ou inflation galopante

L'inflation est galopante si son taux est au dessus de 20% et l'emballement du prix devient incontrôlable. C'est comme le cas de l'Amérique latine au cours des années 1980. Entre 1988 et 1993, les prix furent multipliés par 250 au Brésil et par près de 3000 en Argentine.

D'autres types se définissent selon le contexte mais il convient de signaler qu'il existe une interdépendance entre plusieurs classifications.

I-1-2-4- L'inflation de croissance

Elle est aussi appelée inflation de prospérité, qui est une inflation favorable à la croissance économique. Elle ne la freine pas mais au contraire la stimule car son taux est modéré.

I-1-2-5- L'inflation de pénurie

Elle s'oppose à l'inflation de croissance par une insuffisance au niveau de la production, l'offre globale n'est plus capable de satisfaire la demande qui s'adresse sur le marché des biens et services.

I-1-2-6- L'inflation chronique

L'inflation est chronique si sa durée se prolonge, c'est-à-dire, la hausse des prix persiste sur le marché des biens et services. Ce type d'inflation s'oppose à l'inflation conjoncturelle.

I-1-2-7- L'inflation conjoncturelle

C'est une inflation qui suit la conjoncture économique. Donc elle peut disparaître après des changements.

¹ MONTIGNY (Gilles), Analyse économique et historique, Ed Marketing SA, Paris 1998, p-148

I-1-3- INSTRUMENTS DE MESURE

Que les prix montent, nous le constatons tous les jours. La difficulté réside dans la mesure de cette hausse¹. L'inflation peut être mesurée généralement par deux indicateurs : l'indice des prix à la consommation et le déflateur du PIB.

I-1-3-1- L'indice des prix à la consommation

I-1-3-1-1- Mode de calcul

L'Indice des Prix à la Consommation est un chiffre synthétique, sans unité, qui indique l'évolution temporelle de la contre-valeur en monnaie courante du panier de consommation des ménages (coût de la vie)². Il est construit à partir d'un échantillon de prix de biens et de services destinés à la consommation des ménages et recueillis sur le marché.

Le principal avantage de cet indicateur réside dans sa disponibilité : son calcul est rapide et s'effectue mensuellement. Mais il a l'inconvénient de ne pas être exhaustif : l'inflation au niveau de certaines branches, en particulier celles dont les produits ne sont pas consommés sur le marché intérieur, n'est pas enregistré par cet indicateur puisque son panier se limite aux seuls produits de consommation finale des ménages.

Le calcul de l'IPC met en œuvre un indice de Laspeyres³, lequel consiste en une moyenne arithmétique pondérée à base fixe⁴ :

$$\text{IPC} = 100 \times \sum a_i \times \frac{P^i(t)}{P^i(t_0)}$$

Où : i variant de 1 à n

$P^i(t)$ est le prix de l'article i à la période courante t.

$P^i(t_0)$ est le prix de l'article i à la période de base t_0 .

a_i est la pondération relative à l'article i dans l'IPC.

Cette pondération est donnée par :

$$a_i = \frac{P^i(t_0) Q^i(t_0)}{\sum P^j(t_0) Q^j(t_0)}$$

¹ CLERC (Denis), Decrittrer l'économie, Ed Syros, France 1996, p-268

² INSTAT, Opcit, p-1

³ Moyenne arithmétique des indices élémentaires des prix courants, pondérés par des coefficients budgétaires pris à l'époque de base.

⁴ BCM, Service des études, Contribution à l'analyse de la formation des prix à Madagascar, p-4

Où : j variant de 1 à n , $Q_i(t_0)$ est la quantité du bien i entrant dans le panier de consommation fixée à la période de base t_0 .

I-1-3-1-2- Méthode de collecte¹

Comme il est impossible de relever les prix chez les consommateurs d'une façon directe et fréquente, on collecte les prix de la manière suivante:

- Relevé des prix auprès des points de vente.
- Le contexte commercial malgache implique des relevés des poids et/ou achats des biens vendus en unité non standard. A cela s'ajoute le marchandage. Ce qui permet de connaître les prix effectifs (et non les prix affichés) et d'inclure dans les calculs les variations masquées des prix.

- Question directe aux locataires pour les évolutions des loyers.

Selon les types de produits les fréquences de relevés sont:

- Hebdomadaire pour les produits alimentaires de grande consommation
- Mensuelle pour la majorité des produits non alimentaires.
- Trimestrielle pour quelques services publics et les loyers.
- Selon les changements de prix pour les produits dont les prix sont administrés.

De 1971 à 2000 l'INSTAT produisait des Indices des prix dont les prix de base sont ceux de 1971. A partir de 2000, L'INSTAT collecte les données qui servent à calculer et à prévoir les IPC dans les 6 chefs lieux de faritany de Madagascar.

Le panier de consommation provient de l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages de 1999 (EPM-99). Actuellement les IPC nationaux sont calculés à partir des 8126 relevés auprès de 915 points de vente repartis à Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa et Toamasina. La nomenclature des produits retenue dérive de la classification internationale COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose).

Les prix de base ont été calculés à partir des moyennes des prix de janvier 2000 à décembre 2000.

I-1-3-2- Le déflateur du PIB

C'est aussi l'un des outils de mesure de l'inflation. Il se calcule en faisant le rapport du PIB nominal au PIB réel. Il mesure les prix de tous les biens et services produits dans l'économie. Ainsi, la hausse des prix des biens et services achetés par les entreprises ou par les pouvoirs publics se reflète dans le déflateur du PIB.

¹ INSTAT, op. cit. p-5

En outre, il ne tient compte que des prix des biens et services produits sur le territoire national. Les biens importés ne sont pas intégrés dans le PIB, et leurs prix n'apparaît donc pas dans le déflateur du PIB.

Par ailleurs, cet indicateur utilise des pondérations évolutives. En d'autres termes, il tient compte d'un panier de biens et de services qui évolue au gré de la composition du PIB.

Le problème rencontré dans l'exploitation du déflateur du PIB est sa disponibilité car son calcul s'effectue annuellement.

I-2- MECANISMES DE L'INFLATION

Les quatre types d'inflations selon son origine seront traités dans cette section afin de comprendre les mécanismes de la hausse des prix ainsi que sa propagation.

I-2-1- L'INFLATION PAR LA DEMANDE

L'inflation peut être expliquée par l'accroissement de la demande globale à partir du moment où le plein emploi est atteint c'est-à-dire lorsque l'ajustement par les quantités n'est plus possible¹.

Par exemple, à la fin des années 60, les Etats-Unis ont vécu une période d'activité économique élevée provoquée par une croissance économique générale et par la guerre du Vietnam. Les producteurs ne pouvaient pas augmenter leur production, alors que les consommateurs voulaient acheter d'avantage grâce à leurs revenus élevés. Le résultat a été une période d'inflation provoquée par la demande².

Cette thèse attribue l'inflation à un excès de la *demande globale*³ sur l'offre globale. Bien sûr, cela n'implique pas que, pour tous les biens, la demande excède l'offre, mais il suffit qu'il en soit ainsi pour un certain nombre pour que les prix augmentent.

Chacun sait bien que pour un produit donné, une forte demande (par rapport à l'offre disponible) tend à faire monter les prix. La loi de l'offre et de la demande est le mécanisme de base de toute formation socio-économique basée sur la propriété privée des moyens de production. L'inflation par la demande en est le prolongement logique.

L'accroissement de la demande globale est dû à plusieurs facteurs :

¹ Omar BELKHEIRI, Support de cours Economie monétaire et financière, UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI, 2006-2007, p-21

² John PETROFF, *PRECIS DE MACROECONOMIE*, p-37, Paris 2002

³ C'est-à-dire, la demande d'ensemble : biens ou services de consommation.

- L'augmentation de la consommation des ménages en utilisant leur épargne oisive ou recourant au crédit à la consommation ;
- L'augmentation des dépenses publiques et l'aggravation du déficit budgétaire ;
- L'augmentation de la demande d'investissement ;
- L'augmentation des exportations suite à la baisse du taux de change (plus de compétitivité)

Pour l'une ou plusieurs de ces raisons, lorsque la demande globale augmente, le revenu d'équilibre augmente aussi. Lorsque l'équilibre de plein emploi est atteint, toute augmentation supplémentaire de la demande ne peut plus entraîner une élévation du niveau d'activité.

On se trouve devant une demande excédentaire à laquelle la réponse se fait par les prix. On est en situation d'inflation par la demande, appelée par Keynes : le gap inflationniste.

I-2-1-1- L'augmentation de la consommation des ménages

Cette augmentation peut être suscitée par la *désépargne*¹. Ce comportement a à son tour une cause comme le phénomène d'anticipation des achats suivant l'évolution des prix ou bien le cas d'une hausse systématique de la demande sur certains produits selon les périodes. On peut prendre comme exemple pour cette dernière, le cas des fournitures scolaires pendant la rentrée. La consommation supplémentaire peut aussi être financée par du crédit comme les prêts scolaires à Madagascar au niveau des banques commerciales.

I-2-1-2- L'augmentation des dépenses publiques et l'aggravation du déficit budgétaire

Si l'augmentation de la dépense publique n'entraîne pas une diminution des autres composantes de la demande globale, c'est-à-dire financée par une création monétaire mais non pas par un accroissement des recettes fiscales, la demande globale va donc augmenter.

I-2-1-3- L'augmentation de la demande d'investissement

Un investissement additionnel financé par un crédit bancaire par exemple, va alourdir la demande globale surtout sur le marché des biens d'équipements.

¹ Transformation de l'épargne en consommation. En fait, on assiste généralement à une baisse de la progression de l'épargne (sous-épargne relative) et plus rarement à la baisse du niveau de l'épargne.

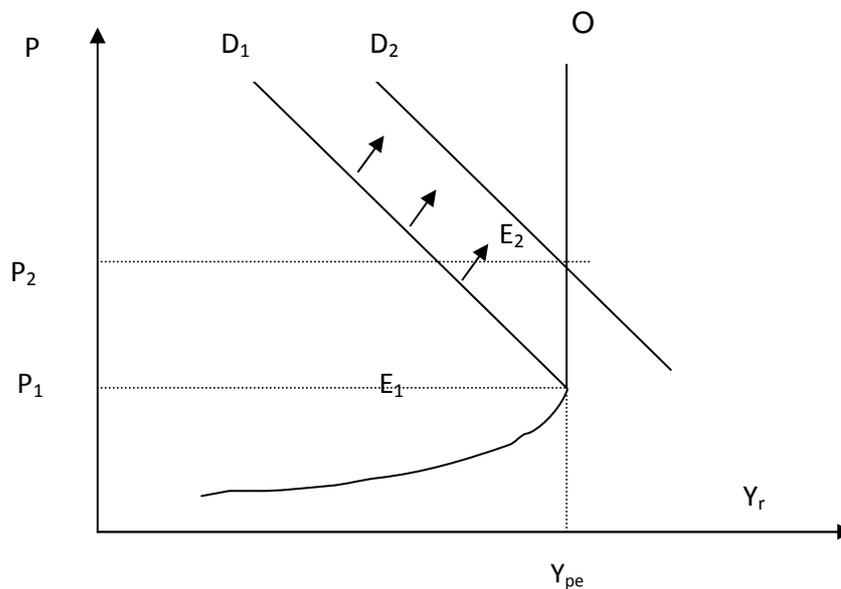
I-2-1-4- L'augmentation des exportations

Les exportations font partie des éléments de la demande globale, par conséquent, un excès d'exportation peut déclencher une inflation par la demande. Cet excès à son tour peut être stimulé soit par une augmentation du taux de change¹,

I-2-1-5- Le mécanisme de l'augmentation des prix

On prend comme hypothèse la situation de plein-emploi, c'est à dire, l'offre globale est rigide. Ce mécanisme peut être représenté comme suit (figures 1)

Figure N°1: Augmentation de la demande globale



Les revenus nationaux Y_r sont sur l'axe des abscisses et les prix P sur l'axe des ordonnées. A l'état initial le point d'équilibre est représenté par le point E_1 qui est l'intersection entre la courbe d'offre (O) et la courbe de demande (D_1). Le niveau des prix correspondant à cette situation est P_1 .

Lorsque la demande globale augmente, la courbe de demande se déplace de D_1 vers D_2 . Dans ce cas, le point E_1 qui correspond au prix P_1 représente le déséquilibre, en égard à l'augmentation de la demande, par rapport à une offre rigide. Puisque l'offre est supposée rigide, seule l'inflation des prix peut restaurer l'équilibre entre les désirs d'absorption de biens

¹ La dépréciation de la monnaie nationale peut entraîner une baisse du prix des produits à exporter, d'où la possibilité d'un impact sur le comportement des partenaires commerciaux à l'étranger, alors la hausse de la demande étrangère provoque à son tour une inflation à l'intérieur du pays.

et de services de la collectivité et les capacités de production de cette même collectivité. Donc, pour atteindre le nouveau point d'équilibre E_2 , les prix montent de P_1 en P_2 . L'inflation par la demande est donc le résultat de la recherche du point d'équilibre sur le marché des biens et services.

I-2-1-6- Causes de la rigidité de l'offre

I-2-1-6-1- Baisse de la productivité

Pour satisfaire la demande excédentaire, les producteurs recourent à une main d'œuvre moins habile ou à un outillage moins performant par rapport à d'autres facteurs plus chers. Donc il y aura une baisse de la productivité et élévation des coûts de production. Même si la quantité offerte va augmenter, elle n'arrive pas à rattraper le rythme de l'accroissement de la demande globale, donc, l'excès persiste et la hausse des prix risque de s'accélérer.

I-2-1-6-2- Pleine utilisation des capacités techniques de production

Ce cas est caractérisé par un manque de progrès technique dans le secteur de production. C'est une situation très fréquente dans les pays en voie de développement où les inventions ne sont pas toujours disponibles, les techniciens sont rares et les chefs d'entreprises font défaut. L'offre globale du pays est donc inélastique.

I-2-1-6-3- Incapacité d'augmenter l'importation

Dans le cas où l'offre nationale ne peut pas satisfaire la nouvelle demande, on doit recourir à l'importation. Si le pays n'arrive pas à augmenter son importation, donc l'offre globale va rester inchangée et les prix vont augmenter.

Passons maintenant au concept de gap inflationniste ou appelé aussi écart inflationniste.

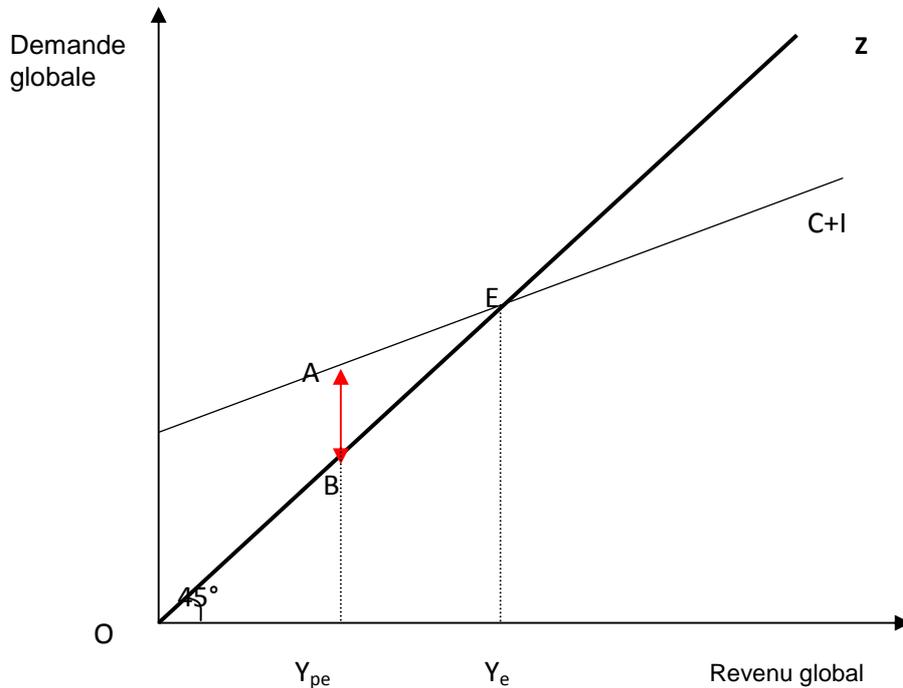
I-2-1-6- Le gap inflationniste¹

L'origine du concept d'excès de demande est le plus souvent attribuée à John Maynard Keynes. Celui-ci réfléchit en effet durant la seconde guerre mondiale sur les conditions de financement d'une économie de guerre et sur les conséquences d'un accroissement des dépenses visant à accroître la production d'armement, se traduisant par un surcroît de revenus ne rencontrant pas une production de biens de consommation d'une valeur équivalente. Cette situation engendre un écart inflationniste conduisant à une hausse des

¹ MONTOUSSE (Marc), Théories économiques, Ed Bréal 1999, p-126

prix égale aux rapports de cet écart à la production nationale réelle de biens et services civils¹.

Figure N°2: Le concept d'écart inflationniste



La bissectrice (OZ) est le lieu géométrique des positions d'équilibre car tout point de cette droite a une abscisse et une ordonnée égale. Autrement dit, le revenu global est égal à la dépense globale. Cette droite représente aussi l'offre globale sur le marché des biens et services.

La droite (C+I) est la demande globale ou dépense globale qui se décompose en dépense de consommation (C) et demande d'investissement (I). On raisonne en terme global, donc y compris le secteur privé et le secteur public. Le point E est le point d'équilibre car c'est l'intersection de l'offre globale et la demande globale puis le revenu national correspondant est Y_e que l'on appelle revenu d'équilibre.

Considérons maintenant une économie qui se trouve sur le point A dans une situation de plein-emploi et le revenu de plein-emploi est Y_{pe} . Sur ce point, la demande globale

¹ Pour Keynes, la façon de rétablir l'offre et la demande est un ajustement par les prix et la création de revenus supplémentaires permise par ces hausses de prix engendrera une dynamique inflationniste surtout, bien sûr, si l'Etat décide de poursuivre sa politique d'armement (ou en temps de paix, d'investir dans des domaines non créateur d'offre de bien de consommation, tels les grands travaux ou l'industrie spatiale...) et cette politique est financée par la « planche à billet ». Elle fait en effet porter l'entière responsabilité de l'inflation sur les décisions publiques et le déficit budgétaire, et établit une relation de simple proportionnalité entre les variations de prix et l'excès de revenu monétaire sur la production réelle. Cependant un déficit public, même financé par pure création monétaire ne sera inflationniste qu'à partir du moment où la totalité de la main-d'œuvre disponible sera utilisée à plein.

excède l'offre globale or cette dernière ne peut pas satisfaire cette demande excédentaire, donc une inflation se manifestera. L'écart inflationniste est représenté par (AB).

I-2-2- L'INFLATION PAR LES COUTS

Pour les tenants de cette thèse, si le prix de vente d'un produit augmente, c'est que son prix de revient (son coût, dans le jargon économique) a augmenté¹. Et comme le prix de vente d'un produit constitue le prix de revient d'un autre, les hausses de prix s'entretiennent mutuellement. Reste à déterminer d'où vient la première hausse.

I-2-2-1- La hausse des salaires

Une explication courante de la hausse des prix est l'augmentation des coûts². Par exemple, les revendications syndicales pour la hausse des salaires sont à ranger dans les facteurs de montée et de pression des salaires.

Si la rémunération des travailleurs augmente, le coût de production de l'entreprise qui les embauche augmente aussi. Pour pouvoir garder la même marge qu'avant, l'entreprise décide de répercuter cette hausse vers les prix de ses produits. Plusieurs causes peuvent être à l'origine de cette augmentation des salaires mais elles dépendent de l'efficacité des syndicats.

Normalement, une augmentation de salaire doit être le fruit d'une hausse de la productivité dans une branche donnée. On remarque que si les gains de productivités sont supérieurs à la hausse des salaires, il n'y aura pas d'inflation, elle n'apparaît que dans le cas contraire. La revendication des salariés peut être poussée par les différents mécanismes suivants.

Considérons une branche à forte productivité qui vient d'accepter une hausse des salaires de ses travailleurs. Même si les productivités sont différentes, les agents dans les branches à faible productivité vont toujours demander la même augmentation de leurs revenus car ils exigent la parité avec les autres. Donc, la hausse de salaire dans la branche à forte productivité va contaminer les autres branches à faible productivité et l'inflation va apparaître car la hausse de salaires est supérieure aux gains de productivité.

¹ CLERC (Denis), *Déchiffrer l'économie*, Ed Syros, France 1996, p-275

² John PETROFF, *PRECIS DE MACROECONOMIE*, p-37, Paris 2002

I-2-2-2- La hausse des prix des matières premières

L'insuffisance de l'offre au niveau des matières premières est susceptible d'engendrer une pression inflationniste dans un pays ou voire même dans le monde comme le cas du pétrole.¹

I-2-2-3- La hausse des profits

Le profit peut être source d'inflation, d'une part, parce qu'il est comme les coûts une composante du prix, d'autre part, parce qu'il est lié aux problèmes de financement dont les solutions peuvent être inflationnistes. C'est une marge ajoutée au coût total moyen de production pour avoir le prix sur le marché. Même si les salaires ou les autres charges n'augmentent pas, la hausse du profit supérieure aux gains de productivité peut provoquer une inflation. Normalement, le profit augmente en même temps avec les quantités vendues par le producteur sur le marché, donc, avec la hausse de la productivité.

I-2-2-4- La hausse des charges financières

Il se peut que la hausse du taux de profit soit motivée par le recours à l'autofinancement. Si l'entreprise veut augmenter sa capacité d'autofinancement, elle va accroître sa marge de profit en l'absence d'une hausse de productivité. Le recours à l'autofinancement peut être déclenché par la hausse de la charge d'intérêt sur emprunt. Pour financer un nouvel investissement, l'entreprise préfère recourir à l'autofinancement car le coût de l'emprunt est devenu élevé, elle va gonfler donc sa capacité d'autofinancement par l'intermédiaire de la hausse du taux de profit. Cette démarche est donc évidemment un déclencheur de l'inflation.

Dans le cas où elle insiste de recourir à l'emprunt, la hausse des charges d'intérêts sera toujours répercutée sur les prix. Dans cette analyse, on suppose que les autres sources de financement² sont incapables de satisfaire ce besoin de financement supplémentaire.

I-2-3- L'INFLATION D'ORIGINE MONETAIRE

I-2-3-1- La monnaie

I-2-3-1-1- Définition

La monnaie, *c'est n'importe quel actif accepté sans condition par tous pour toute sorte de transaction. A différents moments de l'histoire, divers objets ont été utilisés pour faire*

¹ 17 octobre 1973 : premier choc pétrolier, embargo par les pays arabes sur les livraisons de pétrole à destination des États occidentaux.

² Les entreprises ont deux manières pour financer un investissement : le financement interne et externe. Les ressources internes sont composées de la capacité d'autofinancement et du désinvestissement tandis que les ressources externes sont : l'augmentation du capital, la subvention d'investissement et l'emprunt.

office de monnaie : des pierres, du sel, du bétail ou des coquillages. Les métaux, l'or en particulier, ont été beaucoup utilisés. La forme moderne de la monnaie papier remonte au moyen-âge quand les négociants de Venise ont été les premiers à s'en servir¹.

I-2-3-1-2- Fonction de la monnaie

La monnaie est un instrument d'échanges. Elle est utilisée comme mesure de valeur dans laquelle sont exprimés tous les prix. C'est également une valeur stockée pour la consommation future. Diverses caractéristiques de la monnaie sont souhaitables, comme la divisibilité et la longévité.

I-2-3-2- La théorie quantitative de la monnaie

I-2-3-2-1- Définition

La théorie quantitative de la monnaie est une théorie économique fondée sur la relation de causalité entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau général des prix. Cette théorie a été développée par différents auteurs dans différents pays. Le précurseur est *Martin d'Azpilcueta*². Nous pouvons citer aussi, Nicolas Copernic et Jean Bodin au XVI^e siècle. Elle a été reformulée par les théories monétaristes au cours des années 1970 dans une version restrictive pour attaquer les théories keynésiennes.

Les classiques et néoclassiques considèrent que la monnaie est neutre, les keynésiens affirment que la monnaie est active et qu'elle peut être utilisée pour améliorer les performances économiques, et les monétaristes pensent que la monnaie est active, mais surtout nocive dans l'économie.

I-2-3-2-2- Présupposés

La théorie quantitative de la monnaie est nécessairement fondée sur un contexte que l'on nommera présupposés, c'est-à-dire que si le contexte décrit dedans n'est pas vérifié, la théorie ne marchera pas de la manière décrite.

- C'est la variation des quantités de monnaie qui provoque la variation des prix nominaux, donc le contrôle de la masse monétaire permet de contrôler l'inflation.

L'offre de monnaie est exogène.

- Les agents économiques sont rationnels. Ils ne sont pas victimes de l'illusion monétaire, c'est-à-dire qu'ils sont parfaitement conscients des prix relatifs (prix d'un bien par rapport à un autre) et ne regardent pas les prix nominaux (prix noté sur l'étiquette). Si on travaille dans le long terme, on rajoutera que :

¹ <http://www.peoi.org/Courses/Coursesfr/mac/fram1>.

² Né à Barásoain en Navarre (Pays basque) en 1492, et mort à Rome en 1586, surnommé "Doctor Navarrus", illustre Dominicain de l'École de Salamanque

- Les prix nominaux sont parfaitement flexibles, à la hausse comme à la baisse.
- La production effective est égale à la production de plein emploi (la production ne peut pas être supérieure).

I-2-3-2-3- Formulation de la théorie

La première formulation de la théorie quantitative de la monnaie remonte aux travaux de Jean Bodin en 1568. Ses travaux portaient sur les effets inflationnistes de l'arrivée de l'or en provenance du Nouveau Monde.

Les classiques ont formalisé la théorie quantitative :

$$M * V = P * Q$$

Q est la production d'une économie pendant une période donnée,

P est le niveau des prix, donc P * Q représente la quantité d'argent échangée.

M est la quantité de monnaie en circulation dans une économie pendant cette même période.

V est la vitesse de circulation de la monnaie, c'est-à-dire le nombre de fois qu'une même unité de monnaie permet de régler des transactions pendant la période considérée.

Q et P sont des vecteurs ; M et V peuvent aussi être de simples nombres, dans la formulation la plus simple, mais comme il existe différents type de monnaie (billet, pièces, chèques, titres négociables, etc.) qui circulent à des vitesses différentes, on peut aussi les traiter comme des vecteurs, ou comme Irving Fisher (1911) se limiter à deux types de monnaie :

$$M1 * V1 + M2 * V2 = P * T$$

M₁ et V₁ représentent la monnaie centrale (billets et pièces) et leur vitesse de circulation; M₂ et V₂ représentent la monnaie bancaire et la vitesse de circulation. La vitesse de circulation et la répartition de la monnaie entre les différents types font partie des éléments pris en compte par les monétaristes dans les estimations de la santé d'une économie. À court terme, sa valeur est considérée comme stable, fonction des comportements de thésaurisation et des modes de paiements (liquide, chèque, carte bleue) des agents économiques.

I-2-3-2-4- Implications de la théorie

Selon les monétaristes, la vitesse de circulation de la monnaie (V) est constante. De même pour le niveau de production (Q) qui est supposé constant du fait de la situation de plein emploi des facteurs de production dans l'économie. En vertu de ces deux hypothèses, toute augmentation de la quantité de monnaie (M) entraîne une augmentation des prix (P). Cela amène les monétaristes à penser que l'inflation est un phénomène purement monétaire.

S'il y a de l'inflation dans une économie, elle ne peut être due qu'à une création monétaire excessive par rapport au niveau de production du pays. Selon la théorie de Jean-Baptiste Say, la monnaie ne serait qu'un voile, c'est-à-dire que la sphère réelle de l'économie serait séparée de la sphère monétaire. La monnaie n'aurait aucun effet sur le niveau de production d'une économie (dichotomie classique). De nos jours, la théorie quantitative de la monnaie est communément admise à long terme, ce qui n'est pas le cas à court ou moyen terme.

On constate cependant que l'augmentation de la masse monétaire observée depuis plusieurs années s'accompagne moins d'une hausse des prix à la consommation que d'une hausse des actifs immobiliers et financiers.

I-2-3-2-5- Le monétarisme

Le monétarisme est un terme apparu à la fin des années 1960 pour qualifier un courant de pensée économique pour lequel l'action de l'État en matière monétaire est inutile voire nuisible. Le chef de file de ce courant, Milton Friedman, a cherché à réhabiliter la théorie quantitative de la monnaie contre le paradigme dominant de l'époque, le keynésianisme.

Selon la théorie monétariste :

- l'offre de monnaie est exogène (déterminée par la banque centrale),
- la demande de monnaie est stable,
- l'inflation est « partout et toujours un phénomène monétaire », due à l'augmentation trop rapide de la masse monétaire (moyens de paiement mis en circulation)
- les agents font des anticipations adaptatives qui diminuent à long terme l'effet des politiques conjoncturelles,
- il existe un taux de chômage naturel en dessous duquel l'économie ne peut pas descendre durablement.

I-2-3-2-6- Les suites du monétarisme

Le monétarisme a été à son tour contesté par d'autres libéraux. Les nouveaux classiques se sont opposés à Friedman en défendant des hypothèses comportementales sensiblement différentes. Les monétaristes supposent des anticipations adaptatives, les agents s'adaptent en fonction de la situation présente. Ils peuvent être trompés par une politique économique qui sera alors efficace à court terme mais néfaste à long terme quand les agents se rendront compte de leurs erreurs. Pour les nouveaux classiques, les anticipations sont rationnelles. Les agents raisonnent en termes réels et ne peuvent être

leurrés par une politique monétaire, qui sera donc inefficace à court terme comme à long terme.

I-2-4- L'INFLATION D'ORIGINE STRUCTURELLE

L'inflation peut être déclenchée par des structures existantes dans un pays. Comme l'intervention de l'Etat par exemple et les différentes structures, économique, sociale, démographique, et environnemental.

I-2-4-1- Les structures politiques

L'intervention de l'Etat pour relancer l'économie en stimulant la demande globale peut être inflationniste. L'effet de cette politique d'inspiration keynésienne dépend de son mode de financement. Parmi ces financements, on peut citer :

- L'augmentation des recettes publiques ;
- Le recours à l'emprunt ;

I-2-4-1-1- Augmentation des recettes publiques

L'augmentation des impôts dans le domaine de production peut se répercuter sur les prix. Pour les entreprises par exemple, elles ne vont pas diminuer leurs marges de profits devant cette hausse des impôts, d'où, les prix augmentent. Pour les salariés, si on augmente les impôts sur leurs revenus, ceci va inciter ces agents à présenter des revendications salariales pour qu'ils puissent garder leurs pouvoirs d'achat. Une inflation salariale pourra donc se déclencher suite à une augmentation des impôts sur le revenu des salariés.

I-2-4-1-2- Recours à l'emprunt

Si l'Etat décide de financer un déficit budgétaire par un emprunt, il va faire augmenter le taux d'intérêt sur emprunt et réduit la possibilité d'emprunter pour les entreprises privées. La hausse du taux d'intérêt s'effectue par l'existence d'une demande d'emprunt supplémentaire. Les entreprises privées vont donc subir la conséquence de cette politique par l'accroissement des charges d'intérêt qu'elles vont transférer aux consommateurs par la hausse des prix de vente.

I-2-4-2- Les structures économiques

I-2-4-2-1- Une croissance économique rapide

La croissance devrait permettre la baisse des prix puisque les innovations et les investissements qui l'accompagnent entraînent des gains de productivité réelle et que le niveau de plein-emploi auquel elle se réalise accroît la productivité apparente des facteurs.

En fait, une croissance forte provoque des réactions inflationnistes, d'une part parce que le plein-emploi favorise des tensions aussi bien sur le marché de l'output que sur le marché des facteurs, d'autre part, parce qu'elle entraîne une accélération des mutations facteurs de revendications salariales et une aggravation des inégalités

Une croissance rapide a toutes les chances de provoquer une inflation par la demande puisque les capacités de production sont utilisées à plein. L'offre de biens et services devient donc inélastique et cette situation favorise l'inflation par la demande dès qu'il y a une augmentation de cette dernière. A ce stade, l'offre n'arrivera plus à satisfaire une demande excédentaire sur le marché des biens et services.

Cette situation peut provoquer une inflation en stimulant une inflation par les revenus. En plein-emploi, les syndicats disposent en effet d'un pouvoir de négociation accru puisqu'ils ne sont pas menacés par l'effet de "boomerang" d'une hausse des salaires sur la demande de la main d'œuvre; ceci est d'autant plus vrai qu'en haute conjoncture, les entreprises sont assurées non seulement de pouvoir répercuter sur les prix les hausses de salaires accordées, mais en outre, d'accroître à cette occasion leur propre marge de profit. Elles sont donc incitées à suivre le mouvement de la hausse tout au moins dans les secteurs protégés de la concurrence internationale.

Une croissance rapide peut aussi être à l'origine des inégalités car les progrès de la technique et de l'organisation sont différents selon les branches et les entreprises. Ces inégalités sont ensuite à leur tour source de revendications salariales qui peuvent déclencher une inflation d'après nos explications sur l'inflation salariale.

Enfin, cette croissance entraîne des mutations structurelles et les effets des ces mutations sont les fortes tensions au niveau du partage des gains matériels de la croissance. Si on n'arrive pas à maîtriser ces mutations, l'Etat va intervenir pour restaurer partiellement les situations relatives par des dépenses budgétaires ou par une politique monétaire laxiste d'où l'apparition d'une tension inflationniste à cause de l'intervention de l'Etat.

I-2-4-2-2- L'ouverture d'une économie

Quand une économie effectue des échanges avec le reste du monde, ces relations peuvent être à l'origine de l'inflation. Trois causes peuvent déclencher ce phénomène.

L'augmentation de la demande étrangère va gonfler la demande globale d'une nation, donc source d'inflation par la demande si l'offre de produits nationaux n'est pas élastique. La satisfaction de la demande étrangère supplémentaire va aussi réduire l'offre disponible à

l'intérieur de l'économie et une hausse des prix va se manifester suite à l'insuffisance de l'offre.

Il faut savoir maintenant la cause de cette augmentation de la demande. Si le taux d'inflation domestique est inférieur à celui de l'importateur, ce dernier va augmenter sa demande.

L'expansion de l'exportation est aussi une source de rentrées devises qui accroissent les liquidités monétaires intérieures, d'où l'inflation d'origine monétaire va se manifester.

Pour un pays qui importe des matières premières, la hausse du prix de ce produit provoquera une inflation car les coûts de productions des entreprises qui utilisent ces produits vont augmenter et cette hausse va se répercuter sur les prix. Il en est de même pour l'augmentation du prix des produits pétroliers.

Si la hausse du prix à l'importation concerne les produits de première nécessité, elle va entraîner une hausse du coût de la vie. Cette dernière déclenchera une revendication de salariés car la demande sur ce produit est inélastique. Il est difficile de réduire la consommation sur ces produits. Mais pour qu'une inflation salariale se manifeste, il faut que: les prix des produits semblables ou substituables soient supérieurs ou égaux aux prix à l'importation. Sous cette condition, les salariés ne trouvent pas d'autres solutions pour maintenir leurs pouvoirs d'achats que d'effectuer des revendications, d'où l'apparition d'une inflation salariale.

Le comportement des producteurs nationaux face à l'augmentation des prix à l'importation peut aussi être inflationniste car ils essaient d'aligner leurs prix aux prix des produits importés pour les mêmes produits. Donc, l'inflation étrangère attire les prix des produits nationaux à augmenter même si ces derniers ont la possibilité d'être inférieurs aux prix étrangers.

Jusque-là, l'explication concerne l'influence sur les prix nationaux des prix étrangers. Mais, la hausse des prix à l'importation peut être provoquée soit par une forte inflation dans le pays exportateur, soit par une dévaluation ou dépréciation monétaire du pays importateur.

On peut prendre comme exemple le déficit de la balance de paiement des Etats-Unis, qui a entraîné l'accroissement des liquidités monétaires internationales, d'où l'inflation. Il y a aussi l'exagération du marché des eurodollars car elle rend dépendante la politique monétaire nationale d'un pays et donc entraîne une difficulté sur la lutte contre l'inflation.

I-2-4-2-3- Les structures industrielles

Celles-ci se caractérisent par l'émergence des firmes oligopolistiques dont l'objectif n'est plus la maximisation à court terme du profit, mais la croissance des actifs¹. "L'accroissement de la dimension de la firme permet d'assurer l'administration des prix ainsi que le contrôle des coûts, de la technologie, des comportements des consommateurs, des politiques des pouvoirs publics"².

Cette nouvelle structuration de l'économie est inflationniste disait Galbraith, car les firmes géantes déterminent leurs prix en dehors du marché et acceptent les revendications salariales plutôt que d'affronter la grève. Même lorsqu'une hausse de la productivité permettrait une baisse des prix de vente, les firmes préfèrent un accroissement des salaires, des dépenses d'investissement de production ou de marketing, de formation de professionnel, ou enfin une augmentation de la marge de profit. D'où, les prix sont donc rigides à la baisse en présence de ces structures industrielles dans l'économie.

I-2-4-2-4- Les structures des branches

L'apparition des goulots d'étranglement dans certaines branches peut se propager dans le système productif puis rend l'offre inélastique et risque de déclencher une hausse des prix.

I-2-4-3- Structures psychologiques et sociales

I-2-4-3-1- La lutte pour le partage de la valeur ajoutée

A Barrère a expliqué l'inflation comme le résultat de la lutte contre le partage de la valeur ajoutée. Les agents essaient de maintenir leurs pouvoirs d'achat alors que maintenir le pouvoir d'achat d'un revenu monétaire, c'est lui permettre d'acheter la même quantité de marchandises et de services. Mais si le volume du produit global, c'est-à-dire le volume de production nationale des marchandises et des services obtenus d'une année sur l'autre, vient à baisser, le niveau de vie diminuera, parce que c'est la masse globale à partager qui se contracte. On verra alors se développer une compétition entre catégories socioprofessionnelles, chacune cherchant à maintenir non seulement son pouvoir d'achat mais aussi son niveau de vie antérieur en s'efforçant de conserver le montant de produits et de services dont elle bénéficiait avant la chute de l'activité économique.

¹ L'actif est l'ensemble des biens matériels et immatériels détenus par une entreprise.

² FLOUZAT (Denise), Economie contemporaine, tome 3, p-313.

Mais maintenir son volume de satisfaction quand le produit global décline, signifie que la catégorie considérée augmente la part relative qui lui revient, ce qui ne peut être obtenu que si la part des autres catégories diminue¹.

Les salariés actifs essayeront de maintenir leur niveau de vie par relèvement du pouvoir d'achat des salaires, les entreprises protesteront au nom des exigences de la concurrence mais finiront par agir de même en élevant leur prix de vente de manière à absorber la hausse des salaires et à conserver leurs marges bénéficiaires. Ils seront bientôt suivis les agriculteurs et les commerçants qui bénéficient d'une position de force dans les circuits de distribution². Des tensions inflationnistes vont donc apparaître à cause de cette rivalité entre les groupes sociaux.

I-2-4-3-2- La spéculation

L'action des agents qui anticipent l'inflation va encore accélérer ce déséquilibre. Ils maximisent leurs achats et stockent beaucoup de produits car ils prévoient une hausse du prix de ces produits après quelques temps. Or l'augmentation des quantités stockées va réduire très vite l'offre disponible sur le marché et déclenchera une inflation par la demande.

I-2-4-4- Les structures démographiques et environnementales

I-2-4-4-1- Les structures démographiques

Une croissance démographique supérieure à l'augmentation du produit global peut favoriser une inflation par la demande car l'offre globale est devenue insuffisante face à une demande qui augmente. Il se peut que l'inflation se déclenche d'une autre manière. David Ricardo approfondit la théorie de Thomas Robert Maltus en imputant la cause du décalage entre population et subsistances à la loi des rendements décroissants des terres. L'accroissement de la population provoque une extension des terres cultivées, mais les meilleures terres ayant été mises en cultures, les nouvelles terres moins fertiles donnent lieu à des rendements plus faibles. Il en résulte une hausse des prix des denrées alimentaires. Cette dernière sera aussi source d'une hausse des salaires nominaux à cause des revendications des salariés, alors, l'inflation s'accroît.

La concentration de la population dans les zones urbaines aussi aboutit à diminuer notablement la quantité de terres cultivables dans certaines régions, donc diminution du quota alimentaire qui peut être inflationniste.

¹ Théorie de l'optimum social au sens de Vilfredo Pareto

² BARRERE (A), la crise n'est pas ce que l'on croit, cité par BREMOND (J) et al, Sciences économiques et sociales Ed hâtier 1988, p-184.

I-2-4-4-2- L'environnement

La destruction de l'environnement qui se manifeste par une déforestation et de la pollution exerce des effets négatifs sur le produit agricole. "(...) Une société, dont la production par tête ne croît pas, continue à polluer, diminuant ainsi la valeur du produit total réel sans qu'aucune augmentation ne compense les pertes. Dans ces conditions, le niveau de vie par tête ne pourrait que baisser. La société risque donc d'évoluer de façon pathologique vers le sous-emploi, l'inflation ou la pénurie entraînant la régression des niveaux de vie (...)".¹ L'état de l'environnement est donc lié à l'inflation car sa dégradation contribue à la diminution de l'offre des produits agricoles.

I-3- IMPACTS ET RELATION DE PHILIPS

I-3-1- LES BONS CÔTES DE L'INFLATION

Comme l'inflation est due à un déséquilibre, il est fort probable que le développement doive s'accompagner par un déséquilibre afin de donner une accélération aux activités économiques. *L'inflation sert aussi de piment à l'économie car elle encourage la consommation présente de ceux qui ont le choix entre épargner ou consommer*². Elle décourage la thésaurisation car cette dernière n'est pas rémunérée. Le coût économique de la thésaurisation est proportionnel au taux d'inflation. Par contre, la difficulté réside à l'atteinte du taux d'inflation idéale (la quantité de piments idéale pour un plat de riz bouillis aux brèdes ?).

I-3-1-1- Stimulant de la croissance économique

*L'inflation n'est pas toujours, ni de tout point de vue, ni pour tous une catastrophe. Elle peut présenter certains avantages*³. Une inflation modérée peut constituer à court terme un encouragement pour les entreprises. Grâce à l'écart favorable entre prix de vente et prix de revient, leurs profits se gonflent. D'une période à l'autre, si les prix augmentent or les coûts des entreprises restent inchangées, la hausse du prix de vente lui permet une augmentation de profit qui est pour eux une motivation d'investir. L'inflation dans ce cas, n'est pas donc due à la hausse des coûts de production.

Autrement dit, les profits augmentent par suite de plus-values sur stocks. Même si les coûts de production augmentent proportionnellement avec les prix, si les entreprises avaient effectué des stocks importants dans la période précédente où les coûts étaient encore

¹ FLOUZAT (Denise), Op.Cit, p-170.

² INSTAT, L'inflation à Madagascar : situation et tendance, novembre 2003, p-1

³ Maurice Flamant, op cit., p-39

faibles, leurs profits vont se gonfler dans la période suivante par liquidation de stocks au moment de l'inflation. L'augmentation du profit des entreprises participe à l'amélioration de leur capacité de production et peut produire des effets positifs sur la production.

D'où les branches concernées par l'augmentation de la production vont contribuer à l'amélioration de la production nationale, par conséquent, la croissance économique s'améliore suite à une inflation modérée.

L'investissement est aussi encouragé par la dépréciation monétaire qu'aurait provoquée l'inflation. Elle stimule l'investissement dans la mesure où les emprunts que les investisseurs effectuent pour le développement des entreprises sont remboursés en monnaie dépréciée. On parle ici de "l'effet de levier" par lequel les entreprises préfèrent augmenter leurs endettements devant l'inflation.

I-3-1-2- Des recettes supplémentaires pour les finances publiques

En outre, la hausse des prix entraîne des recettes supplémentaires pour les finances publiques, en particulier par le biais de la Taxe sur la Valeur ajoutée (TVA). Les prix des produits frappés par cette taxe augmentent, d'où la recette sur cette taxe augmente aussi.

I-3-2- LES MAUVAIS CÔTES DE L'INFLATION

Les effets positifs cités ci-dessus ne sont qu'à court terme, l'inflation fonctionne en fait comme une drogue, qui produit au début des effets euphorisants. Ensuite, il va apparaître une accoutumance et enfin l'organisme sera détruit progressivement. "(...) *L'inflation est exactement comme l'alcoolisme. Lorsqu'un homme se livre à une beuverie, le soir même cela lui fait du bien. Ce n'est que le lendemain qu'il se sent mal. C'est exactement la même chose pour l'inflation. Lorsqu'un pays s'engage dans un processus inflationniste, au début les gens sont euphoriques -pour un temps- parce qu'ils ne se rendent pas compte de ce qui se passe. Il se produit un boom et l'économie repart. Cela se paie plus tard, nous le savons, par une augmentation, des prix et, à mesure que les prix augmentent, on va vers la stagflation que tout le monde déplore (...)*"¹

*Tous les économistes s'accordent pour considérer qu'une inflation forte a des inconvénients graves*².

¹ Milton FRIEDMAN, Inflation et système monétaire, cité par Marc MONTOUSSE, Op.cit, p-54

² JANINE Bremond et al, Dictionnaire de l'essentiel en économie, Lyris, Paris 2004, p-210

I-3-2-1- La baisse du pouvoir d'achat du revenu fixe

L'inflation fait diminuer le pouvoir d'achat des agents titulaires de revenu fixe comme les fonctionnaires par exemple et qui n'ont pas d'autres activités génératrices de revenu. Dans ce cas, les ménages concernés seront obligés de s'endetter pour garder le même niveau de consommation qu'auparavant ou bien, comprimer la consommation, et par conséquent, la *pauvreté*¹ s'accroît.

I-3-2-2- La perte de valeur d'une unité monétaire

Pendant une période inflationniste, l'unité monétaire nationale perd de valeur face aux devises, et cette dépréciation monétaire se manifeste par une augmentation du taux de change qui rend nos produits à exporter plus chers. Ce qui exerce alors des impacts négatifs sur la balance commerciale et la balance des paiements.

I-3-2-3- La baisse de la production en cas de forte inflation

Au cours d'une période inflationniste, les producteurs seront aussi victimes de la hausse des prix par l'intermédiaire de l'augmentation des coûts de production d'une part, puis de la diminution de la demande à cause de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Ce phénomène peut s'aggraver et emmènera l'économie dans une situation de *déflation*². La motivation des producteurs va diminuer face au problème de débouchés et ils seront en difficulté.

I-3-2-4- Une perte pour les créanciers

Ce phénomène provoque un transfert de pouvoir d'achat des créanciers vers les débiteurs dans la mesure où les dettes monétaires sont fixées à un montant nominal déterminé et où les taux d'inflation ne sont pas pris exactement en compte dans le calcul du niveau nominal de l'intérêt et des tranches d'amortissement ainsi que dans les barèmes d'impôt. En fait, le transfert effectif du pouvoir d'achat des créanciers vers les débiteurs ne peut pas être calculé, car il est impossible de déterminer, dans un taux d'intérêt donné, la part qui correspond à une anticipation de l'inflation³. L'essentiel est que l'inflation défavorise les créanciers en diminuant leurs dettes réelles, et singulièrement l'Etat, qui est l'agent le plus endetté de l'économie.

¹ L'impact de l'inflation sur la pauvreté des ménages à Madagascar sera analysé dans la deuxième partie, chapitre I.

² La déflation est un processus diffus de diminution des prix. Historiquement, la déflation est moins courante que l'inflation, mais elle est plus à craindre parce que la perte de revenus d'un grand nombre d'entreprises peut avoir comme conséquence un grand nombre de faillites et une diminution de l'activité économique (comme cela s'est produit, par exemple, pendant la grande dépression des années 30).

³ FLOUZAT (D), op. cit. P325

I-3-3- LA RELATION DE PHILLIPS

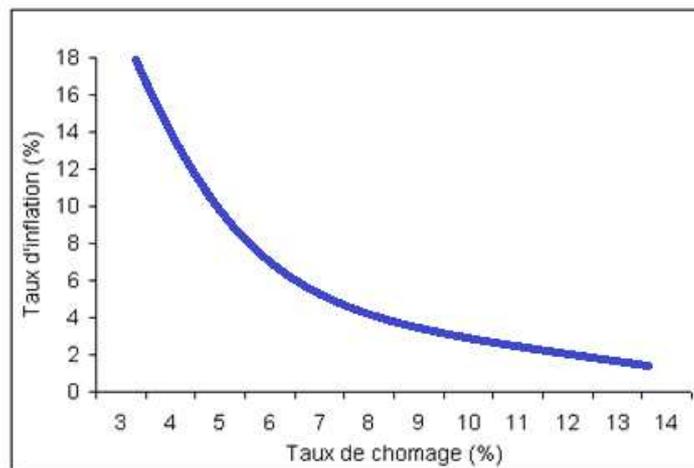
I-3-3-1- Présentation générale

La courbe de Phillips¹ prouve qu'historiquement on peut trouver un compromis entre un taux d'inflation élevé et un taux élevé de chômage. Il convient de signaler que dans sa version originelle de 1958, cette courbe représente *une relation décroissante entre le chômage et le taux de croissance des salaires*². Cette conciliation des deux taux élevés a été utilisée à des fins politiques dans les années 60 pour chercher une combinaison acceptable.

Un gouvernement aurait le choix entre relancer l'économie et par suite l'emploi au prix d'un peu d'inflation, et freiner la croissance et ralentir l'inflation au prix d'un surplus de chômage. Milton Friedman³ et E. Phelps ont critiqué cette interprétation due à Samuelson⁴ et Solow⁵.

Par exemple, sous l'administration Johnson aux Etats Unis, les économistes ont cru que l'économie pourrait "s'harmoniser". Entre 1964 et 1968, le gouvernement a lancé des politiques pour réduire le taux de chômage de 5% à 3,8% avec une inflation supplémentaire de 3% seulement⁶. C'est dans cette approche que l'OCDE a utilisé la notion des *NAIRU*⁷.

Figure N°3: La courbe de Phillips⁸



¹ Alban William Phillips, économiste néo-zélandais, en 1958, il a publié les résultats d'une étude comparant l'évolution du taux de chômage et la variation du salaire nominal en Grande-Bretagne entre 1867 et 1957. En période de croissance, le taux de chômage a tendance à baisser alors que le salaire tend à augmenter. En revanche, la crise conduit à une hausse du taux de chômage et à une baisse du taux de croissance de salaire nominal.

² AHMED Silem, *Economie*, Lexique, Dalloz, Paris 1995, p-420

³ Prix Nobel 1976

⁴ Prix Nobel 1970

⁵ Prix Nobel 1987

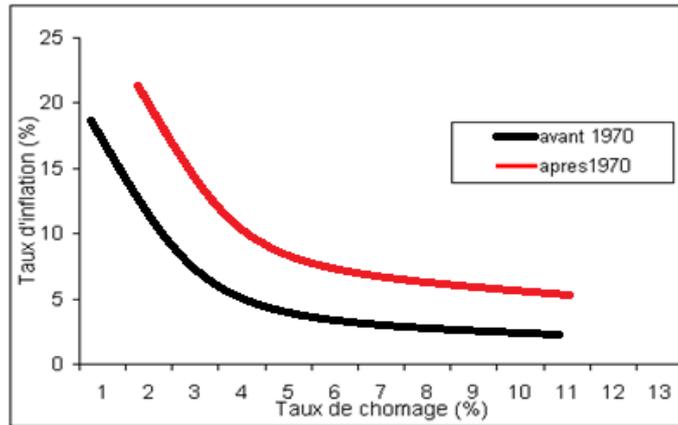
⁶ John PETROFF, *PRECIS DE MACROECONOMIE*, p-20, Paris 2002

⁷ Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment ou taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation.

⁸ John PETROFF, *PRECIS DE MACROECONOMIE*, p-74, Paris 2002

I-3-3-2- Mouvement de la courbe de Phillips

Les chiffres des années 70 ne correspondent pas aux combinaisons statistiques présentées dans le graphique ci-dessus de la courbe de Phillips. Ces observations suggèrent que, dans ce cas là, la courbe de Phillips s'est décalée vers le haut.

Figure N°4: Mouvement de la courbe de Phillips¹

La courbe de Phillips pose l'existence d'une relation négative entre inflation et chômage. Un gouvernement aurait le choix entre relancer l'économie et par suite l'emploi au prix d'un peu d'inflation, et freiner la croissance et ralentir l'inflation au prix d'un surplus de chômage. Milton Friedman et E. Phelps ont critiqué cette interprétation due à Samuelson et Solow. Ils soutiennent que si, à court terme, il existe bien une relation positive, à long terme, la courbe devient une droite verticale. Un gouvernement qui relancerait l'économie ferait reculer dans un premier temps le chômage mais au prix d'une inflation plus élevée. L'adaptation des agents à plus d'inflation ramènerait à long terme le taux de chômage à son niveau " naturel ".

Si l'hypothèse des anticipations adaptatives autorise un arbitrage exploitable à court terme, celle des anticipations rationnelles ruine même à court terme un tel arbitrage. Dans le modèle de Lucas, les agents ajustent instantanément leurs anticipations de prix et de salaires à la nouvelle politique économique. Toute politique économique est-elle donc inutile? Pas nécessairement si les modifications de politique économique sous forme de règles négociées sont " bien " interprétées par les agents économiques. Elles ont alors probablement plus d'effets sur l'économie que les modifications de politique économique laissées à la discrétion des gouvernements.

¹ John PETROFF, *PRECIS DE MACROECONOMIE*, p-75, Paris 2002

CHAPITRE II : BILAN DE LA SITUATION MACROECONOMIQUE : DE 2005 A NOS JOURS

II-1- PIB ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Le produit intérieur brut est la somme de toutes les marchandises finales et services produits par les résidents d'un pays en un an. La totalisation de la production des résidents (plutôt que des ressortissants comme dans le PNB) donne généralement une image plus juste du niveau de l'activité d'un pays¹. Quant à la croissance économique, elle mesure ici la variation annuelle en pourcentage du PIB réel².

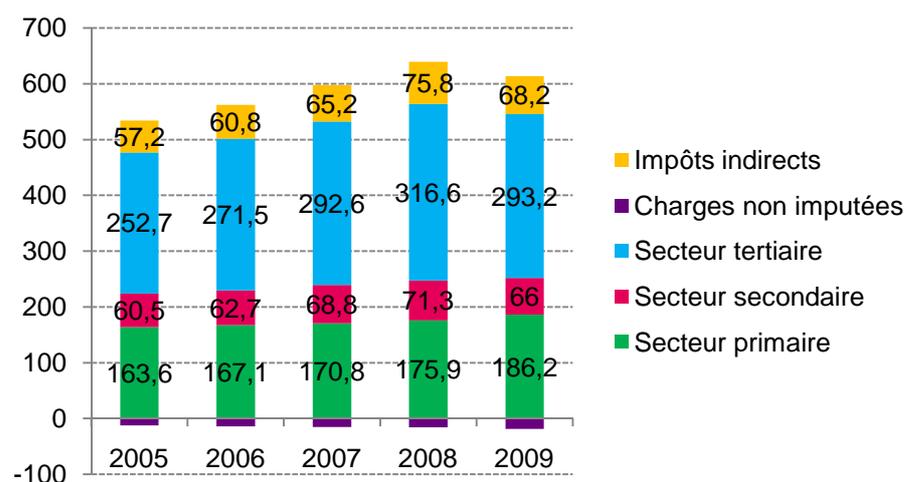
Tableau I : Evolution du PIB réel et ses ressources

(en milliards d'ariary)

Rubriques / Années	2005	2006	2007	2008	2009
PIB (aux prix du marché)	521,7	547,9	582,1	623,6	595,1
Secteur primaire	163,6	167,1	170,8	175,9	186,2
Secteur secondaire	60,5	62,7	68,8	71,3	66
Secteur tertiaire	252,7	271,5	292,6	316,6	293,2
Charges non imputées	-12,3	-14,1	-15,3	-15,9	-18,6
Impôts indirects	57,2	60,8	65,2	75,8	68,2

Source : INSTAT – BCM 2010

Graphique I : Evolution du PIB réel et ses ressources (en milliards d'ariary)



Source : Etabli par nos propres soins sur les données du tableau I ci-dessus

¹John PETROFF, op. cit. p-28

² Le PIB réel est calculé aux prix de 1984 tandis que le PIB nominal se calcule aux prix courants

En 2005, l'expansion de l'activité économique s'est tassée, tombant à 4,6%, après une progression de 5,3% en 2004. Le PIB réel n'a dépassé que de 1,8 points la croissance démographique contre 2,5 points un an auparavant. Le revenu par habitant a également connu une augmentation moindre en passant de 2,4% en 2004 à 1,7% en 2005. Le repli de la croissance en 2005 a résulté du léger ralentissement de la demande intérieure conjugué à la détérioration des termes de l'échange.

L'année 2006 a été marquée par une amélioration de la croissance économique. Cette situation a généré un accroissement du revenu réel par habitant. La baisse du prix du riz, en compensant les effets de la hausse des autres produits, a contribué au ralentissement progressif de l'inflation. En outre, l'augmentation de l'épargne s'est située à un niveau appréciable.

Tableau II : Evolution du prix moyen du riz en Ariary

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Prix moyen du riz	515	482	511	494	713	998	896	1091	1105

Source : INSTAT/DSM - 2009

L'activité économique a bénéficié de la fermeté de la demande intérieure à laquelle est venue s'ajouter une progression conséquente de la demande extérieure. La conjugaison de ces éléments a favorisé une croissance légèrement supérieure à celle de l'année précédente. En effet, la croissance du PIB s'est établie à 4,9% après 4,6% en 2005. Ce qui est supérieur de 2,1 points par rapport à la croissance démographique, contre 1,8 point en 2005.

Confirmant la tendance amorcée les années précédentes, le taux de croissance s'est inscrit en hausse avec 6,2% en 2007 après 5,0% en 2006. Cette amélioration reflète d'une part, la progression de la demande intérieure induite par le démarrage des projets d'exploitation de gisements miniers, le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire, et d'autre part, la vigueur de la demande extérieure.

En 2007, une progression de l'activité a été enregistrée au niveau de tous les secteurs économiques mais c'est le dynamisme du secteur des services qui a joué le rôle majeur dans l'évolution du PIB.

La croissance économique s'est accélérée en 2008 (7,1 %, contre 6,2 % en 2007), tirée par la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire et soutenue par l'accélération des investissements. Les effets d'entraînement des investissements miniers

sur le reste de l'économie ont été de plus en plus ressentis en 2008, plusieurs branches d'activité ayant élargi leurs débouchés grâce à ces grands projets.

Le PIB par habitant a par ailleurs nettement augmenté, avec un taux de croissance de 7,6% contre 3,3% en 2007, traduisant une amélioration de la productivité. Le secteur des services demeure celui qui contribue le plus à la croissance (4,5 points) suivi du secteur secondaire et du secteur primaire dont les contributions sont à peu près égales (1,0 et 0,9).

Au niveau des secteurs d'activités, les valeurs ajoutées du secteur secondaire et du secteur tertiaire ont progressé quasiment au même rythme (+9,0 %) tandis que l'accroissement de la production du secteur primaire a été de 3,2 %. Toutefois, comparée à 2007, la croissance des secteurs primaire et tertiaire a été plus prononcée, contrairement à celle du secteur secondaire qui a ralenti.

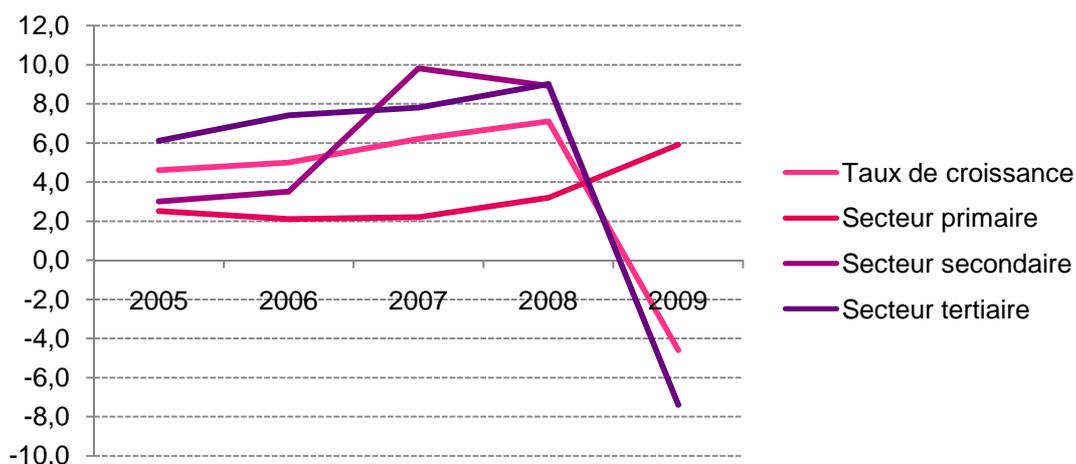
L'économie malgache est entrée en 2009 dans une période de récession profonde. Celle-ci provient, moins de la crise financière mondiale étant donné que Madagascar est peu intégré aux marchés financiers internationaux, mais plus de la crise politique interne persistante. Ce contexte de dépression économique a fait fondre les perspectives de croissance.

La croissance économique qui a chuté brutalement, est devenue largement négative (-4,6 %, contre +7,1 % en 2008). De ce fait, beaucoup d'emplois ont été détruits. Le nombre de demandeurs d'emplois a fortement augmenté, passant d'une année à l'autre, de 4,6 % en 2008 à plus de 25 % en 2009. L'amenuisement du PIB par habitant qui est ramené de 508,9 dollars US en 2008 à 447,9 dollars US en 2009, fait apparaître le recul de la lutte contre la pauvreté.

Tableau III : Evolution du taux de croissance économique par secteur et l'épargne intérieure (en %)

	2005	2006	2007	2008	2009
Taux de croissance	4,6	5,0	6,2	7,1	-4,6
<i>Secteur primaire</i>	2,5	2,1	2,2	3,2	5,9
<i>Secteur secondaire</i>	3,0	3,5	9,8	8,9	-7,4
<i>Secteur tertiaire</i>	6,1	7,4	7,8	9,0	-7,4
<i>Epargne intérieure</i>	70,9	51,9	25,7	47,2	-19,7

Source : INSTAT – BCM 2010

Graphique II : Evolution du taux de croissance économique (en %)

Source : INSTAT – BCM 2010

Après cette section, nous allons traiter les finances publiques et la masse monétaire.

II-2- FINANCES PUBLIQUES ET MASSE MONETAIRE

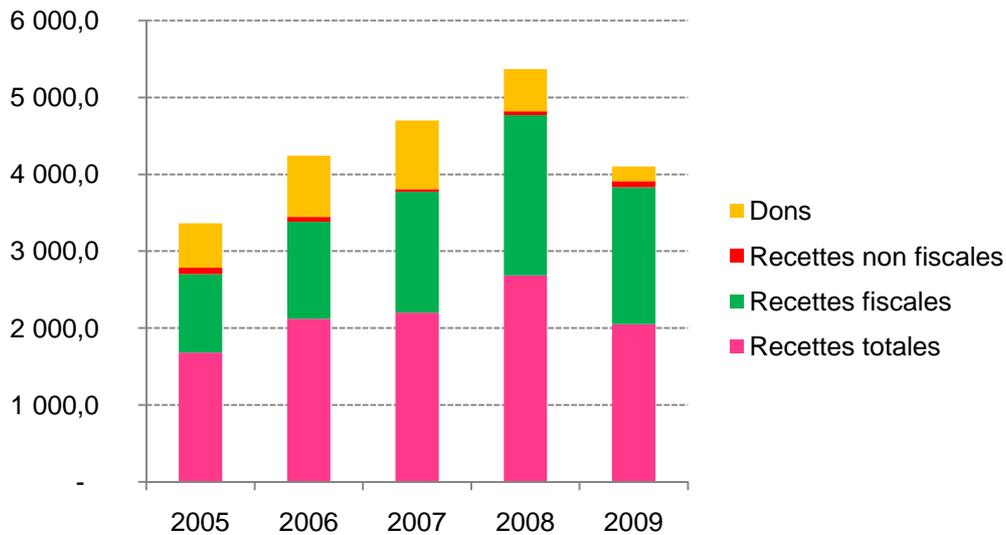
II-2-1- LES FINANCES PUBLIQUES

II-2-1-1- Les recettes publiques

Tableau IV : Evolution des recettes publiques*(en milliards d'ariary)*

Rubriques / Années	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes totales	1 682,9	2 122,1	2 201,4	2 685,4	2 052,2
Dont recettes budgétaires	1 102,8	1 323,1	1 607,8	2 136,9	1 859,9
Recettes fiscales	1 020,0	1 260,9	1 573,1	2 087,2	1 782,0
<i>Recettes fiscales intérieures</i>	529,0	631,9	798,7	1 079,8	1 028,6
<i>Recettes fiscales extérieures</i>	491,0	629,0	774,5	1 007,4	753,4
Recettes non fiscales	82,8	62,2	34,6	49,7	77,9
Dons	579,5	798,9	893,3	548,3	192,2
<i>Dons courants</i>	141,0	173,2	89,1	127,5	21,0
<i>Dons en capital</i>	438,5	625,7	504,1	420,8	171,2

Source : INSTAT – BCM 2010

Graphique III : Evolution des recettes publiques (en milliards d'ariary)

Source : Etabli par nos propres soins sur les données du tableau II ci-dessus

Par rapport aux réalisations 2004, les recettes publiques totales en 2005 n'ont progressé que très faiblement compte tenu de la forte baisse des dons courants obtenus. Néanmoins, les recettes budgétaires ont évolué favorablement en augmentant de 12,3 %, reflétant la progression des recettes fiscales de 15,0 % suite aux mesures prises pour améliorer l'efficacité dans le recouvrement.

En 2006, les recettes publiques totales (IADM exclues) ont atteint 2 122,1 milliards d'ariary sur la période sous revue, soit une augmentation de 26,1% par rapport aux réalisations de 2005.

Cet accroissement a été essentiellement tiré par la progression des recettes fiscales et de celle des dons en capital.

Le montant des dons relatifs aux projets s'est élevé à 625,7 milliards d'ariary tandis que les dons courants se sont chiffrés à 173,2 milliards d'ariary dont 55,1 milliards d'ariary au titre des programmes avec l'Union Européenne et 66,6 milliards d'ariary au titre de l'assistance intérimaire dans le cadre de l'IPTE contre respectivement 49,6 milliards d'ariary et 59,8 milliards d'ariary en 2005.

L'augmentation des recettes fiscales (23,6 %) a été surtout due à l'accélération du recouvrement des recettes sur le commerce extérieur qui a été de 28,1% en décembre 2006 contre 10,4% sur la même période de 2005, grâce à l'intensification des actions de suivi et de contrôle. Le rythme d'augmentation des recettes fiscales intérieures, par contre, s'est stabilisé au même niveau qu'en 2005 (19,5 %) malgré les hausses significatives observées notamment au niveau des Impôts sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (IRCM) et des

Impôts Généraux sur les Revenus Salariaux (IGRS). En effet, les IRCM sont passés de 16,5 milliards d'ariary en 2005 à 55,9 milliards d'ariary en 2006, en raison surtout de l'imposition des intérêts reçus des BTA, et les IGRS de 56,7 milliards d'ariary à 74,7 milliards d'ariary suite à la hausse de salaire. Les faibles performances ont été enregistrées au niveau des impôts sur les biens et services qui se sont presque stabilisés et dans lesquels les TVA intérieures ont légèrement diminué (de 183,8 milliards d'ariary à 177,7 milliards d'ariary) en raison de la baisse de leurs taux de 20% à 18 %.

Le taux de pression fiscale a été de 10,7% (contre 10,1% en 2005) dans lequel les recettes fiscales intérieures et celles liées au commerce extérieur ont contribué à part égale (5,3 %).

Par ailleurs, les recettes non fiscales se sont établies à 0,5% du PIB contre 0,8% en 2005.

Contrairement aux années précédentes, la contribution des recettes budgétaires dans les recettes publiques totales a quelque peu diminué en 2006 alors que la part des dons a augmenté. Les dons en capital ont été privilégiés par les partenaires pour soutenir le développement économique du pays. En ce qui concerne les recettes fiscales, la part respective des deux composantes est à peu près égale.

En 2007, les recettes fiscales ont progressé au même rythme qu'en 2006 (+24%) sous l'effet, d'une part, des différentes réformes entreprises aussi bien au niveau de la Direction Générale des Impôts qu'au niveau de la Direction Générale des Douanes, et d'autre part, des recettes de TVA payées par les entreprises minières en fin d'année. Le taux de pression fiscale s'est ainsi nettement amélioré, passant de 10,1% à 10,7% puis à 11,4% entre 2005 et 2007, soit un gain de 1,3 point de pourcentage sur les trois années consécutives.

Par contre, les recettes non fiscales ont régressé passant de 0,5% du PIB en 2006 à 0,3% en 2007 malgré l'accroissement des produits de prise de participations de l'Etat, des recettes perçues par les ministères au titre des activités de service ainsi que des redevances liées aux exploitations minières.

De même, les dons courants et ceux relatifs aux projets du PIP ont accusé une baisse respective de 48,5% et de 19,4 %.

En définitive, l'augmentation des recettes totales a été modérée en 2007 : 3,7% alors qu'elle a été de 26,1% en 2006. Les recettes totales n'ont ainsi représenté que 16% du PIB contre 18% (non compris IADM) en 2006.

Les recettes publiques totales ont atteint 2 685,4 milliards d'ariary en 2008 (ou 16,6 % du PIB), en progression de 22,0% par rapport aux réalisations de 2007. Cette augmentation a été essentiellement tirée par l'accroissement substantiel des recettes budgétaires.

Les recettes fiscales ont augmenté de 32,7% contre 24,8% en 2007. Cette hausse a été essentiellement alimentée par l'augmentation des recouvrements des impôts sur le revenu justifiée par les efforts fournis par l'administration fiscale pour encaisser les arriérés fiscaux et pour élargir l'assiette fiscale, ainsi que par l'enregistrement de TVA importantes. Ces dernières proviennent d'une part, des investisseurs miniers étrangers et, d'autre part, du renchérissement des produits alimentaires et pétroliers sur le marché international en cours d'année, même si la TVA sur le riz importé a été suspendue. Le taux de pression fiscale est ainsi passé de 10,7% en 2006 à 12,9% en 2008. Les recettes fiscales intérieures y ont contribué à hauteur de 6,7% et celles liées au commerce extérieur pour 6,2 %.

Du côté des recettes non fiscales, l'accroissement de 43,4% est expliqué par celui des produits des prises de participation de l'Etat et par l'enregistrement de produits exceptionnels.

Les recettes sous forme de dons, se réduisant d'une année à l'autre, ont par contre modéré la croissance des recettes totales. Cette diminution des dons (-7,6 %) résulte de l'évolution contrastée des dons courants qui ont été en hausse de 43,0% et des dons liés aux projets, en baisse de 16,5% du fait, entre autres, du retard des décaissements et de l'appréciation de l'ariary.

Les recettes totales enregistrées au cours de l'année 2009 se sont élevées à 2 052,2 milliards d'ariary, en recul de 23,6 % par rapport à 2008. Elles ont représenté 12,3 % du PIB contre 16,6 % en 2008. L'ampleur de la diminution varie, toutefois, selon les composantes des recettes publiques. Les recettes sous forme de dons, aussi bien les dons courants que les dons en capital, ont accusé une forte diminution, de plus de la moitié, comparée aux réalisations antérieures. En effet, les décaissements de ces aides ont été suspendus suite à l'absence de reconnaissance internationale du Gouvernement. Les faibles montants de dons en capital enregistrés pour un montant de 171,2 milliards d'ariary ont par ailleurs résulté de décaissements déjà engagés avant la crise.

La baisse des recettes fiscales a été moins accentuée, soit de 14,6 % par rapport aux réalisations de 2008. Cette diminution des recettes fiscales a été due surtout à celle des impôts sur le commerce international, du fait de la forte baisse des importations. Le taux de pression fiscale a ainsi chuté pour se situer à 10,7 % en 2009 contre 12,9 % en 2008. En 2009, 6,2 % des recettes fiscales proviennent des recettes fiscales intérieures.

Les recettes non fiscales, par contre, ont eu une évolution contrastée. En raison de l'accélération du recouvrement des redevances au quatrième trimestre de 2009, elles ont augmenté de 56,8 % par rapport aux réalisations de 2008.

Parallèlement, en termes de structure, la proportion des recettes budgétaires dans les recettes totales a augmenté pour se situer à 90,6 % en 2009, contre 79,6 % en 2008. Par contre, celle des dons s'est nettement repliée pour chuter à 9,4 %.

Passons maintenant à la constatation de l'évolution des dépenses publiques durant ces cinq dernières années à Madagascar.

II-2-1-2- Les dépenses publiques

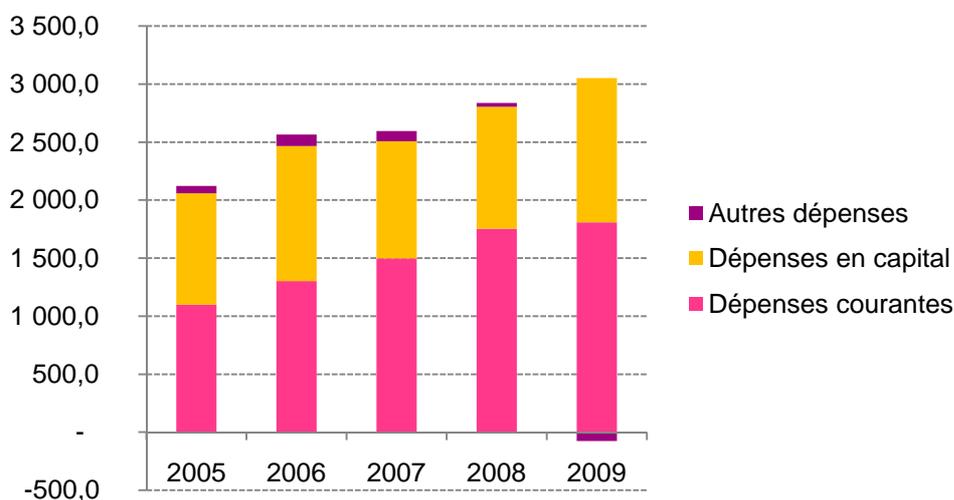
Tableau V : Evolution des dépenses publiques

(en milliards d'ariary)

Rubriques / Années	2005	2006	2007	2008	2009
Total des dépenses	2 121,6	2 565,5	2 594,3	3 030,9	2 491,2
Dépenses courantes	1 099,7	1 300,9	1 497,0	1 753,9	1 807,2
Dont Personnel	456,4	589,9	711,2	758,9	796,8
Fonctionnement	257,5	370,4	409,3	745,4	545,6
Intérêts dus	266,6	284,8	155,7	127,3	128,5
Autres dépenses courantes	87,1	55,7	220,6	122,2	336,3
Dépenses en capital	958,6	1 165,4	1 010,8	1 049,9	1 244,8
Autres dépenses	63,3	99,2	86,5	32,2	- 76,5

Source : INSTAT – BCM 2010

Graphique IV : Evolution des dépenses publiques (en milliards d'ariary)



Source : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau V ci-dessus

Le commentaire qui suit tire toutes ses justifications sur la base des données chiffrées du tableau V ci-dessus

A la fin 2005, le total des dépenses publiques s'est chiffré à 2 121,6 milliards d'ariary, montant sensiblement égal à celui de 2004 (2 118,5 milliards d'ariary). Mais rapportées au

PIB, ces dépenses ont chuté à 21,0 % contre 26,0 % en 2004. En effet, des mesures de réduction des dépenses hors solde ont été effectuées en juillet et en novembre 2005 dans les secteurs non prioritaires, à cause de l'insuffisance des recettes. L'augmentation des dépenses a été ainsi presque maîtrisée (0,1%), contrairement à la situation de 2004 qui a été de 58,0 %.

Les dépenses publiques ont augmenté de 20,9% par rapport aux réalisations de 2005 et se sont établies à 2 565,5 milliards d'ariary au cours de l'année 2006. Cette hausse des dépenses a été due à celle de toutes leurs composantes sauf les intérêts sur la dette extérieure qui ont diminué du fait de la réduction de la dette obtenue dans le cadre de l'assistance intérimaire (IPTE). En pourcentage du PIB, les dépenses ont représenté 21,8% en 2006, 21,0% en 2005 et 26,0% en 2004. Leur rythme a été plus faible que celui des recettes totales malgré l'augmentation des dépenses de subventions et de transferts.

Les dépenses courantes ont connu une variation haussière de 18,3% après 8,1% en 2005. Cette augmentation a été due essentiellement à celle des dépenses de personnel qui sont passées de 456,4 milliards d'ariary en 2005 à 589,9 milliards d'ariary en 2006 suite à des recrutements de fonctionnaires et à la hausse de salaire. Par ailleurs, les transferts et subventions ont accusé une variation de 75,9 milliards d'ariary, et les paiements des intérêts dus sur la dette intérieure ont évolué de 168,7 milliards d'ariary à 229,3 milliards d'ariary en 2006, progression liée surtout à l'augmentation de l'encours et des taux d'intérêts des BTA.

Les dépenses en capital ont augmenté de 21,6% par rapport à 2005. Le rythme de progression des dépenses financées sur ressources internes a été nettement inférieur à celui de 2005 (5,2 % après 14,8 %). Ces dépenses en capital ont surtout financé les projets à caractère social en vue de la réduction de la pauvreté. Elles ont également permis la mise en place du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP) pour une meilleure transparence et efficacité des dépenses publiques.

Les dépenses totales se sont stabilisées en 2007 avec une augmentation de seulement 1,1% après une hausse de 20,9% en 2006. Néanmoins en pourcentage du PIB, les dépenses ont diminué, partant de 21,7% en 2006 pour s'établir à 18,8% en 2007.

Cette évolution s'explique par la diminution des dépenses en capital liée au retard des décaissements des ressources d'origine extérieure d'une part, et à la maîtrise des dépenses courantes dont la croissance a été plus faible qu'en 2006 (+15,1% après +18,3%), d'autre part.

Par rapport au PIB, ces dépenses courantes ont fléchi de 0,2 point de pourcentage contre une progression de 0,2 point de pourcentage en 2006.

Des évolutions contrastées ont marqué les composantes des dépenses courantes : alors que les recrutements, la hausse des salaires des fonctionnaires ont poussé les dépenses de personnel à la hausse et que la recapitalisation de la Banque Centrale a accru le déficit des Autres Opérations Nettes du Trésor (AONT), le repli des taux d'intérêt et la réduction de l'encours de BTA ont, par contre, fait chuter les paiements au titre des intérêts intérieurs.

Les dépenses totales (base caisse) se sont chiffrées à 3 030,9 milliards d'ariary à fin 2008 et ont représenté 18,8% du PIB. Ces réalisations ont été largement inférieures aux prévisions de la Loi de Finances Rectificative qui ont été de 21,0% du PIB.

Les variations par grandes catégories de dépenses ont été presque similaires. Les dépenses courantes ont accusé une augmentation de 16,4% contre 15,1% en 2007 et les dépenses en capital ont varié de 17,9% après une baisse de 13,3% auparavant.

L'augmentation des dépenses courantes a été surtout tirée par celle des dépenses de fonctionnement (+79,3 % contre 10,5 % en 2007). En fait, à partir du mois de septembre, le rythme d'exécution des dépenses relatives aux transferts et subventions s'est accéléré afin d'amortir les effets des chocs économiques du premier trimestre et de financer la restructuration d'une entreprise publique. Les paiements d'arriérés intérieurs ont également augmenté compte tenu, entre autres, des efforts entrepris par l'Etat pour le remboursement des crédits de TVA. Par contre, les dépenses de personnel ainsi que les dépenses relatives aux paiements d'intérêts ont modéré cette augmentation des dépenses courantes. Le rythme d'exécution des dépenses de personnel s'est presque stabilisé (+6,7 % contre 20,6 % en 2007), malgré la hausse des salaires des fonctionnaires. De même, les paiements d'intérêts sur la dette intérieure ont continué de reculer (-23,8 % après -41,3 % sur la même période de 2007), en raison à la fois de la réduction de l'encours et du repli du taux de rendement des BTA.

Les dépenses en capital ont atteint 1 191,7 milliards d'ariary contre 1 010,8 milliards d'ariary en 2007. Le niveau par rapport au PIB demeure sensiblement égal à celui de 2007, soit près de 7% du PIB.

En 2009, les dépenses totales réalisées par l'Etat ont atteint 2 567,7 milliards d'ariary (base engagement), soit une baisse de 14,4 % par rapport à celles de 2008. En pourcentage du PIB, elles n'ont atteint que 15,4 % contre 18,6 % en 2008. Cette baisse reflète notamment celle des dépenses en capital puisque les dépenses courantes ont connu une légère hausse sur l'année. Le rythme d'exécution de ces dernières s'est même accéléré à partir du troisième trimestre.

Les dépenses en capital sur ressources extérieures ont accusé un fort repli (-52,4 %) par rapport à leur niveau de 2008, du fait de l'absence de décaissement d'aides extérieures. Le Programme d'Investissement Public (PIP) défini dans la Loi de Finances 2009 n'a pu ainsi être réalisé qu'à hauteur de 39 %. En effet, près de 70 % du financement du PIP prévu être apporté par les bailleurs de fonds a été suspendu en raison de l'absence de reconnaissance internationale du Gouvernement. En conséquence, la contrepartie locale à titre d'apports propres et de droits et taxes n'a été exécutée que partiellement. Les dépenses effectuées sur ressources internes ont, de ce fait, régressé de 16,9 % par rapport à 2008.

L'évolution des dépenses courantes n'a pas été uniforme suivant la catégorie de dépenses. Alors que tous les autres types de dépenses ont été tirés à la hausse, les dépenses ministérielles de fonctionnement, fortement affectées par les mesures de régulation, ont été réduites de 26,8 %. De même, les dépenses relatives aux paiements d'intérêts de la dette intérieure ont diminué de 6,8 % suite à la baisse des taux d'intérêt sur le marché des BTA. Par contre, les dépenses de personnel se sont accrues de 5,0 % par rapport à celles de 2008, compte tenu de la hausse des salaires des fonctionnaires (+10 %) et du paiement de diverses indemnités supplémentaires. En particulier, les dépenses relatives aux Autres Opérations Nettes du Trésor (AONT) ont subi une forte augmentation (+180,0 %), après une baisse en 2008. Cette hausse s'explique notamment par l'effort de remboursement des crédits de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et de Taxe sur la Valeur Ajoutée des Produits Pétroliers (TVAPP) entrepris par l'Etat et par le renflouement des caisses de retraites et de pensions.

De leur côté, les autres dépenses, constituées essentiellement par la variation des arriérés intérieurs, se sont nettement contractées du fait de l'accumulation d'arriérés de près de 100 milliards d'ariary. Cette accumulation a eu lieu malgré les apurements des arriérés en ressources propres internes et de TVA sur investissements au titre des années antérieures (31,5 milliards d'ariary). Ces dépenses ont, par ailleurs, été fortement influencées par la régulation des dépenses au stade de l'engagement et les contraintes liées à la trésorerie.

II-2-2- LA MASSE MONETAIRE

La masse monétaire fait partie des grandeurs macroéconomiques ayant un lien étroit avec l'inflation, d'où la nécessité de voir son évolution dans cette section. Elle se définit par l'ensemble des créances susceptibles d'être contrôlées par la Banque Centrale¹. On signale

¹ AHMED Silem, op. cit, p-361

qu'il existe trois types d'agrégat monétaire (M1, M2 et M3)¹ mais on va voir seulement l'évolution de M3 qui peut être défini comme l'ensemble des liquidités assurant le financement monétaire de l'économie.

Le choix du M3 est privilégié pour plusieurs raisons. Primo, la limite entre actifs monétaires (M1) et actifs financiers (M1+M2) n'est pas si aisée à définir compte tenu de la multiplication des nouveaux produits financiers. Secundo, une politique monétaire basée sur le contrôle de M1 n'est pas toujours efficace, en effet :

i) il n'est pas certain qu'une banque centrale puisse refuser la demande du gouvernement de son pays qui souhaite financer par émission monétaire la dette publique

ii) il n'est pas certain non plus qu'une banque centrale dispose des moyens nécessaires pour contrôler les mouvements internationaux de capitaux

iii) il n'est pas certain que la banque centrale puisse contrôler efficacement aussi bien l'émission de monnaie banque centrale que la capacité des banques à créer de la monnaie.

iv) en matière de détention de monnaie, le comportement des agents financiers peut subir des fluctuations brutales.

De ce qui procède donc, il est plus judicieux de réguler non seulement la création monétaire mais aussi la façon dont sont détenues les liquidités ; autrement dit étendre le contrôle sur un agrégat beaucoup plus large permettant de mieux saisir et suivre les mouvements et évolutions en matière de placements liquides.

Graphique V : Variation annuelle en % de la masse monétaire M3



Source : INSTAT – BCM 2010, nos propres calculs

Pour l'année 2005, la croissance de la masse monétaire (M3) n'a été que 3,1%, si elle a atteint 23,8% en 2004. En raison des excédents de liquidités par suite des mesures de restriction monétaire qui ont été prises, les banques n'ont plus renouvelé les bons du Trésor échus, ce qui a réduit les engagements de l'Etat vis-à-vis du système bancaire et a amené le Trésor à recourir à l'épargne des non banque. Il en est résulté une augmentation de la

¹ - La masse monétaire M1 composée de monnaie fiduciaire et des dépôts à vue (banque, CCP, et autres).

- La masse monétaire M2 composée de M1 et des dépôts d'épargne et dépôts à terme.

- La masse monétaire M₃ composée de M₂ et des dépôts en devises et des obligations.

vitesse de circulation de la monnaie (4,6 contre 3,9 en 2004)¹ et une moindre progression de la création monétaire.

L'évolution de la monnaie en 2006 a été marquée par l'accroissement sensible des réserves extérieures du système bancaire issu de la nette amélioration de la situation des paiements extérieurs. L'expansion de la monnaie centrale a toutefois pu être limitée grâce à une meilleure régulation de la liquidité bancaire.

La croissance de la masse monétaire (M3) a atteint 25,9% si celle-ci n'a été que de 3,1% en 2005. Après la décélération observée en 2005, le taux de croissance annuelle de M3 est resté faible en début d'année, la moyenne ayant été de 9,4% sur le premier semestre. Par contre, à partir du milieu de l'année, le rythme s'est accéléré. Cette évolution résulte essentiellement de la forte augmentation de la position extérieure nette du système bancaire, puisque les avoirs intérieurs ont connu un ralentissement. Le stock de monnaie est ainsi passé de 2 177,3 milliards d'ariary à fin 2005 à 2 740,8 milliards à fin 2006, soit une augmentation de 563,5 milliards d'ariary.

La croissance de la masse monétaire a été limitée à 20,4% sur 2007, contre 25,9% l'année précédente. Ce taux est conforme à la programmation monétaire initiale qui prévoyait une expansion monétaire supérieure à celle du PIB nominal, pour faire face à l'accroissement de la demande réelle de monnaie et à l'approfondissement de l'intermédiation financière. Ces deux derniers phénomènes sont liés à la transformation structurelle de l'économie. Ainsi, l'expansion monétaire n'a pas occasionné de tension inflationniste sur l'année.

En 2008, compte tenu de la stabilité du multiplicateur d'une fin d'année à l'autre, l'expansion monétaire s'est également ralentie, suivant la tendance de la base monétaire. La variation annuelle de la masse monétaire M3 a été aussi ramenée à 12,9% à fin 2008 contre 20,5% un an plus tôt. Son évolution intra-annuelle a été toutefois plus régulière que celle de la base monétaire : la décélération du glissement annuel a été amorcée dès le mois de février et s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année.

Au cours de l'année 2009, la masse monétaire M3 a augmenté de 376,5 milliards d'ariary soit 10,1 % contre 423,4 milliards d'ariary ou 12,8 % l'année dernière. Le

¹ BCM, Rapport annuel 2005, p-28

ralentissement du glissement annuel amorcé depuis le début de l'année 2008 s'est prolongé cette année, mais avec un rythme modéré.

Ce ralentissement est surtout reflété dans les disponibilités monétaires. A l'instar des années précédentes, ces dernières affichent même une croissance inférieure à celle de la masse monétaire. Les dépôts en devises des résidents continuent de suivre à peu près l'évolution de la masse monétaire tandis que la quasi-monnaie poursuit son accélération soutenue.

II-3- COMMERCE EXTERIEUR

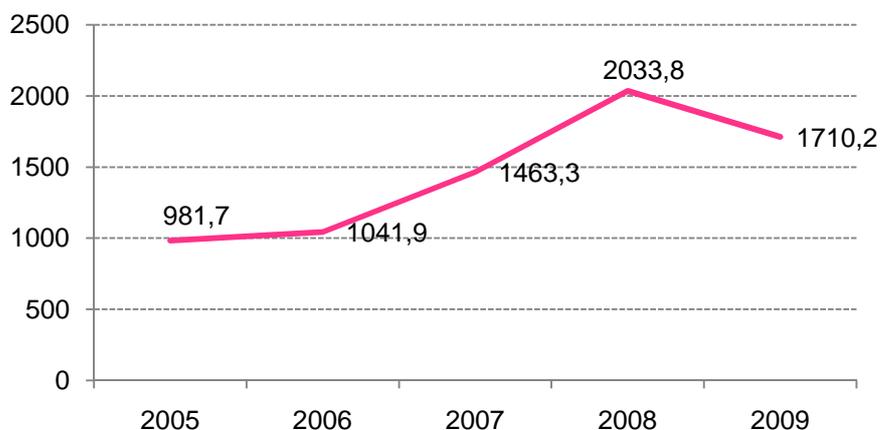
II-3-1- EVOLUTION DES IMPORTATIONS¹

Tableau VI : Evolution des importations par catégorie de produits (en millions de DTS)

Catégorie	2006	2007	2008	2009
ALIMENTATION	58,4	84,1	78,8	100,7
Dont RIZ	27,6	44,6	37,6	30,9
Autres	30,8	39,5	41,2	69,9
ENERGIE	228,1	252,9	365,9	202,3
EQUIPEMENT	158,3	324,0	665,7	848,4
MATIERES PREMIERES	191,9	247,2	404,8	280,1
BIENS DE CONSOMMATION	162,6	197,9	223,0	251,5
AUTRES REGIMES DOUANIERS	149,3	267,3	333,9	94,6
ZONE FRANCHE	277,1	348,2	320,7	234,4
TOTAL CAF	1225,8	1721,6	2392,7	2012,0
TOTAL FOB	1041,9	1463,3	2033,8	1710,2

Source : INSTAT – BCM 2010

Graphique VI : Evolution des importations FOB en millions de DTS



Source : Etabli par nos propres soins sur les données du tableau VI ci-dessus

¹ Les détails se trouvent dans l'annexe I

L'année 2006 a été marquée par une augmentation nominale de 5,3% des importations qui sont passées de 981,7 millions de DTS en 2005 à 1 034,0 millions de DTS. Cette hausse des importations est attribuable à :

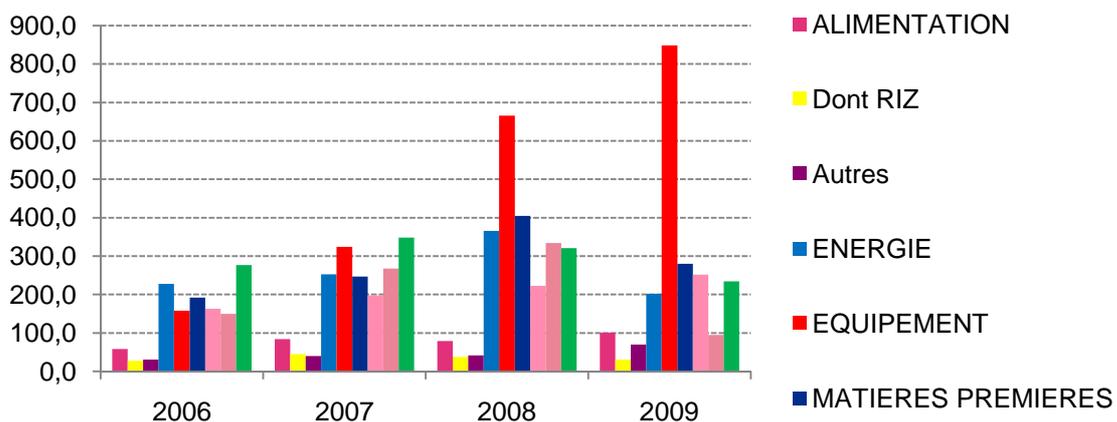
- l'augmentation, en valeur, des importations des « matières premières » de 9,4 %, grâce à l'accélération du volume importé de 30,4% par rapport en 2005, les prix moyens ayant diminué de plus de 16% ;

- le quasi- doublement des importations des biens en admission temporaire, suite à la hausse en volume de 19,2% et de 66,9% des prix moyens ;

- la remontée nette des importations de la Zone Franche de 30,5% en raison essentiellement de l'accroissement en volume de 29,5% ;

- la hausse de la facture pétrolière de 17,1% liée à la flambée des prix sur les marchés internationaux, le volume importé ayant diminué de 0,4 %.

Graphique VII : Evolution des importations par catégorie de produits (en millions de DTS)



Source : Etabli par nos propres soins sur les données du tableau VI ci-dessus

Cependant, les importations des « biens d'alimentation » ont reculé de 34,6 %. En particulier, les importations de riz ont connu une baisse en volume de 51,0% en 2006 : de 279 400 tonnes en 2005 à seulement 137 000 tonnes en 2006, en raison de l'importance de stock constitué l'année précédente. Il en a été de même pour les importations de « biens d'équipement » qui ont enregistré une baisse notable, en valeur, de 37,1 %, résultant d'une baisse simultanée des prix moyens de 8,3% et surtout en volume de 31,3 %, faisant suite à la fin de la détaxation des importations des « biens d'équipement » au cours de l'année précédente.

Pour l'année 2007, tous les groupes d'utilisation ont augmenté en volume. De même, les cours mondiaux ont sensiblement progressé au cours de la période, sauf pour ceux des

biens de consommation dont les prix ont diminué. Les mauvaises conditions climatiques qui ont marqué la production agricole ont entraîné une augmentation des importations de riz. Par ailleurs, la mise en œuvre des gros investissements a été accompagnée par un doublement de la facture au titre des biens d'équipement. Quant à l'énergie, une hausse de 4,5% du volume importé a fait place à la stagnation ayant caractérisé les années 2005 et 2006. Et enfin, malgré l'arrivée à terme de l'Accord Multifibre, le volume des importations des entreprises de la Zone Franche a augmenté d'une manière significative.

En 2008, outre les produits d'alimentation et ceux mis en admission temporaire dont le volume importé a accusé une nette diminution, le volume d'importations de produits des autres groupes s'est fortement accru en volume. En effet, en liaison avec les gros investissements dans le secteur minier, le volume d'importation de « biens d'équipement » a augmenté de 136,5% en 2008. Par ailleurs, ceux des matières premières et des biens de consommations ont connu une hausse respective de 40,8% et de 34,7%. Il y a lieu de noter que les importations des produits pétroliers ont également augmenté de 9,0%.

Quant aux cours mondiaux de ces produits, à l'exception des prix de biens d'équipements, des biens de consommation et des produits de la zone franche, ceux des autres groupes de produits ont connu une forte augmentation : de +28,4% pour le riz, de +32,7% pour les produits pétroliers et de +27,1% pour les matières premières.

En 2009, suite à la crise sociopolitique qu'a connue le pays, un ralentissement sensible des activités qui s'est traduit par une forte baisse du volume des importations a été observé. En effet, l'ensemble des groupes d'utilisation a enregistré un net recul de la quantité importée : de 12,7% pour le riz, de 13,8% pour les 'produits pétroliers', de 21,6% pour les 'matières premières', de 25,0% pour les 'biens de consommation', de 41,7% pour les 'biens d'équipement', de 52,4% pour les importations des entreprises franches et de 74,9% pour les biens mis en admission temporaire.

Néanmoins, en ce qui concerne les importations de 'biens d'équipement', la valeur nominale des importations a fortement progressé (+27,4%) en raison du niveau de prix extrêmement élevé de certains équipements destinés à l'exploitation minière, ce qui explique la hausse de près de 120% des prix moyens d'importations de biens d'équipement en 2009.

Quant aux biens mis en admission temporaire, la forte régression constatée est attribuable, entre autres, au ralentissement des importations de gros engins par les entreprises minières dont la phase de démarrage de la première vague des investissements est quasiment parvenue à son terme. Par ailleurs, la nette diminution de la quantité importée par les entreprises franches est imputable au déclin de leurs activités. En fait, en raison de la

situation non sécurisée suite à la rupture des engagements et accords internationaux, les entreprises de la 'zone franche' ont observé un non renouvellement progressif de leurs carnets de commande.

Contrairement à la situation des années passées, les importations des produits classés dans les 'autres alimentations' ont été très importantes en 2009. Elles sont passées de 85 268,9 tonnes en 2006 à 80 398,0 tonnes en 2007, à 49 494 tonnes en 2008 et à 183 869,2 tonnes en 2009, soit plus du double de la quantité moyenne importée de ces trois dernières années. Cette forte hausse est motivée par l'arrêt de la production locale de certains produits laitiers, de la farine de froment, des huiles alimentaires, etc.

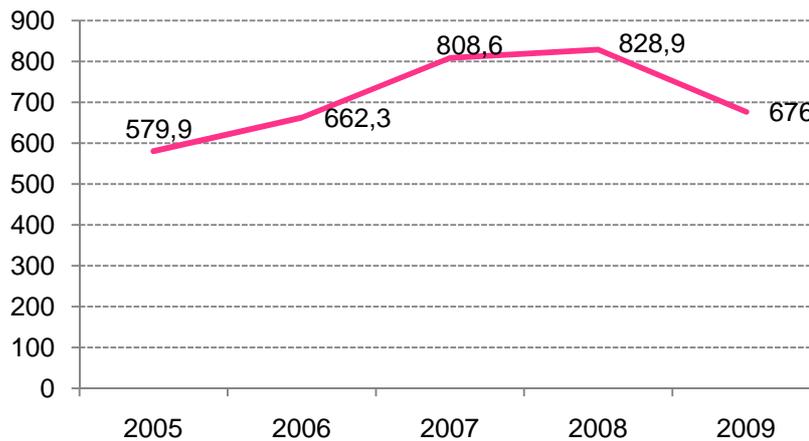
II-3-2- EVOLUTION DES EXPORTATIONS¹

Tableau VII : Evolution des exportations par catégorie de produits (en millions de DTS)

Catégories	2006	2007	2008	2009
Café vert	9,4	11,3	9,1	1,6
Vanille	32,2	36,1	30,6	28,2
Girofle	18,3	24,1	18,8	31,8
Poivre	2,6	2,6	2,2	2,5
Crevettes	34,5	25,6	17,8	16,9
Sucre	4,0	2,4	4,4	12,0
Cacao en fèves	9,2	12,7	10,3	9,6
Tissus de coton	0,1	0,0	0,0	0,0
Fibres de sisal	4,9	1,9	1,3	0,5
Produits pétroliers	27,6	35,8	56,2	31,3
Minerai de chrome	8,9	7,8	21,1	11,0
Graphite	1,9	2,0	2,2	1,8
Essence de girofle	5,0	6,2	4,8	6,5
Autres	129,2	144,3	110,6	102,8
Autres régimes douaniers	45,2	41,1	74,7	61,7
Exportations de la zone franche	324,7	454,9	464,8	357,9
TOTAL	657,7	808,6	828,9	676,0

Source : INSTAT – BCM 2010

¹ Les détails se trouvent dans l'annexe II

Graphique VIII : Evolution des exportations FOB en millions de DTS

Source : Etabli par nos propres soins sur les données du tableau VII ci-dessus

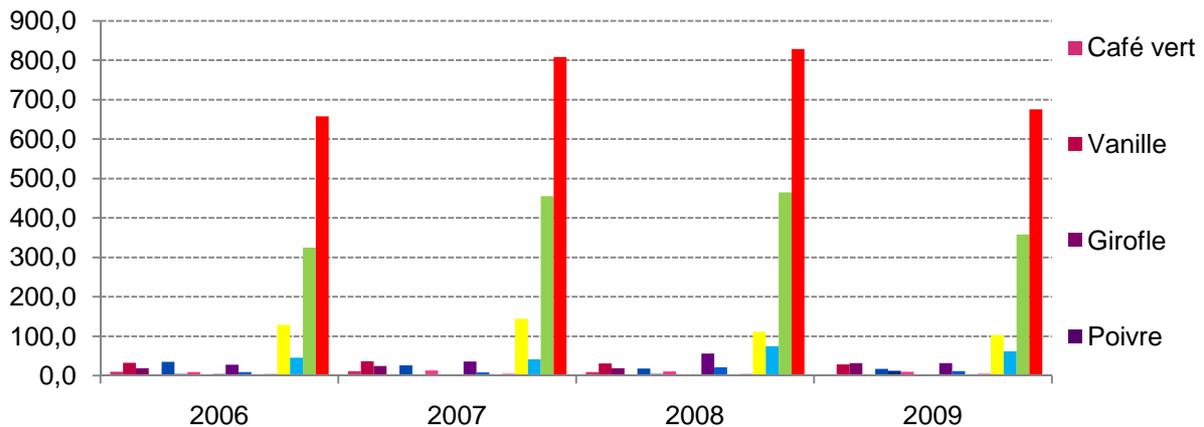
En 2006, les exportations de café, stimulées par l'envolée des prix mondiaux, se sont inscrites en hausse, non seulement en valeur (+70,9 %), mais également en volume (+29,5 %). Les exportations de girofle ont augmenté de 59,5 %, grâce exclusivement à l'augmentation en volume, en raison surtout de la reprise de la demande extérieure, les prix moyens ayant baissé de 4,7 %.

Les exportations de vanille, par contre, se sont repliées à cause de la chute des quantités embarquées de 1 913,3 tonnes en 2005 à 1 681,6 tonnes en 2006, en dépit de la hausse des prix moyens de près de 10 %.

L'année 2006 a été marquée par une bonne performance de la filière crevettière dont la valeur des exportations a atteint 34,6 millions de DTS, contre 23,6 millions de DTS l'année précédente.

En effet, le volume de crevettes exporté a atteint 6 141,1 tonnes en 2006, contre 4 921,1 tonnes en 2005, en raison essentiellement de l'aquaculture qui a bénéficié du label de Madagascar, les captures marines ayant chuté. Cette situation résulte des efforts déployés par le pays, au cours des années, en vue de garder la qualité et de mettre en valeur le « label Madagascar » des produits crevettiers.

Au cours de l'année 2006, il a été observé une reprise de la commercialisation des produits pétroliers vers les Iles voisines d'une valeur de 33,8 millions de DTS, contre 7,1 millions de DTS en 2005. Cette évolution est à la fois expliquée par la forte progression en volume de 17 198,2 tonnes en 2005 à 63 119,6 tonnes en 2006 et des prix moyens de 30,3 %. En effet, après l'arrêt des activités de la raffinerie nationale, les réexportations des produits pétroliers ont repris, compte tenu de la stagnation de la demande intérieure.

Graphique IX : Evolution des exportations par catégorie de produits (en millions de DTS)

Source : Etabli par nos propres soins sur les données du tableau VII ci-dessus

Les exportations de chromite ont également évolué favorablement : de 7,9 millions de DTS en 2005 à 12,5 millions de DTS en 2006. Grâce à une poussée de la demande extérieure, le pays a pu exporter 166 230,0 tonnes en 2006, contre 91 270,0 tonnes en 2005.

Malgré le démantèlement de l'Accord Multifibre, les exportations de la « Zone Franche » ont progressé de 291,8 millions de DTS en 2005 à 319,8 millions de DTS en 2006, soit une hausse de 9,6 %.

Toutefois, les exportations de biens de la catégorie « autres produits » (objets d'arts et petites confections etc.) ont baissé en nominale de 136,6 millions de DTS en 2005 à 131,8 millions de DTS en 2006. Les impacts escomptés de l'effet bénéfique de la dépréciation de la monnaie nationale n'ont pas été observés. Les exportations des produits classés dans « Autres Régimes Douaniers » ont également diminué, en nominale, de 10,2 %.

En 2007, les exportations de biens ont également progressé, mais à un rythme moindre que celui des importations de biens. En valeur nominale, elles sont passées de 669,6 millions de DTS en 2006 à 808,2 millions de DTS en 2007, soit une augmentation de 20,7 %. Cette situation est expliquée en grande partie par la bonne performance des entreprises de la Zone Franche et de la filière girofle.

Les exportations de la Zone Franche se sont chiffrées à 454,9 millions de DTS en 2007 contre 324,7 millions de DTS en 2006, soit un accroissement de 40,1 %. Cette tendance favorable est attribuable à la filière textile de la Zone Franche, dont la valeur des exportations a enregistré une hausse de 46,0 %, suite à l'accroissement du volume embarqué de 46,1 %, le prix à l'exportation ayant légèrement baissé. En fait, les exportations

de textile représentent environ les trois quarts de l'ensemble des exportations des entreprises de la Zone Franche. Par contre, la filière crevettière de la Zone Franche a accusé une contre performance en 2007 en n'ayant exporté que 19 700 tonnes contre 24 100 tonnes en 2006.

Il en a été de même des exportations crevettières hors Zone Franche. En effet, de 6 200 tonnes en 2006, elles n'ont atteint que 4 700 tonnes en 2007. Les professionnels expliquent cette situation par un problème de production lié à la surexploitation de la filière quelques années auparavant.

S'agissant du girofle, le volume des exportations a augmenté de 29,8 %, les cours sur le marché international ne se sont ressaisis que très faiblement.

Les exportations de biens tels que les objets d'art, les petites confections, etc, de la rubrique « autres biens » ont connu la même tendance : de 132,6 millions de DTS en 2006 à 144,4 millions de DTS en 2007, suite à l'augmentation de la quantité commercialisée de près de 37 %, les prix moyens d'exportation ayant diminué d'environ 20 %.

En ce qui concerne la vanille, grâce essentiellement à l'accélération des exportations en volume, les recettes perçues sont passées de 32,6 millions de DTS en 2006 à 36,4 millions de DTS en 2007.

En 2008, la valeur nominale des exportations du pays a atteint 823,8 millions de DTS, contre 808,2 millions de DTS en 2007, soit une hausse de 1,9 %, donc largement moins forte que celle des importations. Cette évolution favorable est attribuable essentiellement à la bonne progression des exportations des « produits pétroliers » (+57,4 %), de « minerai de chrome » (+170 %), des « Entreprises de la Zone Franche » (+2,1 %) et des produits de la catégorie « Autres Régimes Douaniers » (+82,8 %).

En effet, à l'instar des deux années précédentes, l'année 2008 a été marquée par la poursuite des exportations des produits pétroliers vers les pays voisins de Madagascar. En valeur nominale, les exportations de produits pétroliers sont passées de 36,3 millions de DTS en 2007 à 57,2 millions de DTS en 2008 suite à l'accroissement du volume exporté de 24,2% et des prix moyens de 26,7 %. Les exportations de « minerai de chrome » ont également connu une forte augmentation grâce à la hausse de la demande mondiale et surtout au doublement des prix à l'exportation. S'agissant des exportations des produits de la catégorie « Autres Régimes Douaniers », celles-ci ont enregistré une hausse en passant de 40,6 millions de DTS en 2007 à 74,3 millions de DTS en 2008, grâce à la hausse de proche de 100% des prix internationaux, le volume commercialisé ayant baissé de 6,3 %.

Quant aux exportations des « Entreprises de la Zone Franche », l'accroissement en valeur nominale de 2,1% résulte de la hausse des prix au niveau international de 16,6 %, le volume embarqué ayant accusé une légère diminution de 12,4 %.

Enfin, les recettes obtenues au titre des exportations de vanille ont subi une baisse de 27,4% en passant de 36,4 millions de DTS en 2007 à 26,4 millions de DTS en 2008. Le volume exporté, 1 800 tonnes, a retrouvé son niveau de 2006 après une nette évolution en 2007 (3 096 tonnes). Le prix moyen à l'exportation s'est toutefois amélioré entre 2007 et 2008 mais reste en-deçà de 15 DTS (24 dollars US) le kilo.

La valeur des exportations du pays a été, en termes nominaux, de 676,0 millions de DTS en 2009 contre 828,9 millions de DTS en 2008, soit une très forte baisse de 18,4 %. Cette importante diminution reflète bien le ralentissement des activités économiques constaté au cours de l'année 2009. Cette diminution a essentiellement concerné les exportations de quelques produits traditionnels tels que le 'café vert', la 'vanille', les 'crevettes', le 'cacao en fèves', le 'minerai de chrome' ainsi que les 'produits pétroliers' et surtout ceux des entreprises franches.

En effet, la filière 'café' a dû faire face au recul de la demande mondiale en 2009. Les exportations de 'café vert' ont subi une chute significative, passant de 7 500 tonnes en 2008 à seulement 1 900 tonnes en 2009 et ce, en dépit d'une baisse du prix de plus de 30 %. Les exportations de la 'vanille' ont suivi le même rythme, la quantité embarquée étant passée de 2 100 tonnes en 2008 à 2 000 tonnes en 2009, soit une diminution de 5,3 %. Quant au prix moyen d'exportation de vanille, celui-ci n'a évolué que très faiblement sur la période sous revue : de 14,3 DTS (22,5 dollars US) en 2008 à 13,9 DTS (21,4 dollars US) en 2009. Il en a été de même pour les exportations des 'produits pétroliers' vers les pays voisins de Madagascar : baisse respective de 19,2 % et de 31,0 % du volume exporté et du prix moyen d'exportation.

En ce qui concerne les exportations de 'crevettes', la valeur nominale a été de 16,9 millions de DTS en 2009, contre 17,8 millions de DTS en 2008. Cette légère baisse résulte de l'effet conjugué d'une hausse de 5,2 % du volume exporté et d'une baisse de 9,7 % du prix moyen d'exportation. C'est également le cas des exportations du 'cacao en fèves' et du 'minerai de chrome' dont le volume embarqué a connu une hausse, respectivement de 53,8 % et de 17,0 %, mais le prix a baissé de 39,3 % et de 55,5 %.

S'agissant des exportations des 'entreprises de la zone franche', en termes nominaux, celles-ci ont été réduites à seulement 357,9 millions de DTS en 2009, contre 464,8 millions de DTS en 2008, soit un recul de 23,0 %. Cette contreperformance est imputable à la forte

diminution de 22,2 % de la quantité exportée, en relation avec le ralentissement général de leurs activités au cours de la période sous revue.

Cependant, les exportations d'un certain nombre de groupes de produits ont favorablement progressé. Il s'agit essentiellement des exportations de 'giroflès', de l'essence de giroflès', du 'poivre' et du 'sucre'. En effet, pour les exportations de 'giroflès', malgré la diminution de 10,8 % du prix sur le marché international, la demande mondiale de ce produit a été très forte en 2009 : net accroissement en valeur nominale des exportations de 90,0 %, le volume embarqué ayant été de 15 742,0 tonnes en 2009 contre 8 286,4 tonnes en 2008.

Les exportations de l'essence de giroflès' ont fortement augmenté suite à l'accélération de la quantité exportée (+26,5 %) et de la hausse du prix (+6,1 %) à l'échelle internationale. Cette évolution également favorable est attribuable à l'augmentation de la demande mondiale de ce produit.

Par ailleurs, la reprise de l'exportation du 'sucre' a été effective avec une hausse de la valeur nominale, passant de 4,4 millions de DTS en 2008 à 12,0 millions de DTS en 2009 et ce, grâce à la relance des activités de deux sucreries. Le volume de sucre exporté est passé de 10 400 tonnes en 2008 à près de 33 000 tonnes en 2009 et ce, malgré la baisse de 14,1 % du prix moyen à l'exportation.

CHAPITRE III : ETAT DES LIEUX DE L'INFLATION A MADAGASCAR DEPUIS 2005

Ce chapitre comporte trois sections : la première nous évoquera l'aperçu global de l'inflation depuis 2005, puis cette évolution sera classée par fonction des produits dans la deuxième section et par origine des produits dans la dernière.

III-1- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DEPUIS 2005

III-1-1- TENDANCE ENTRE 1988-2003¹

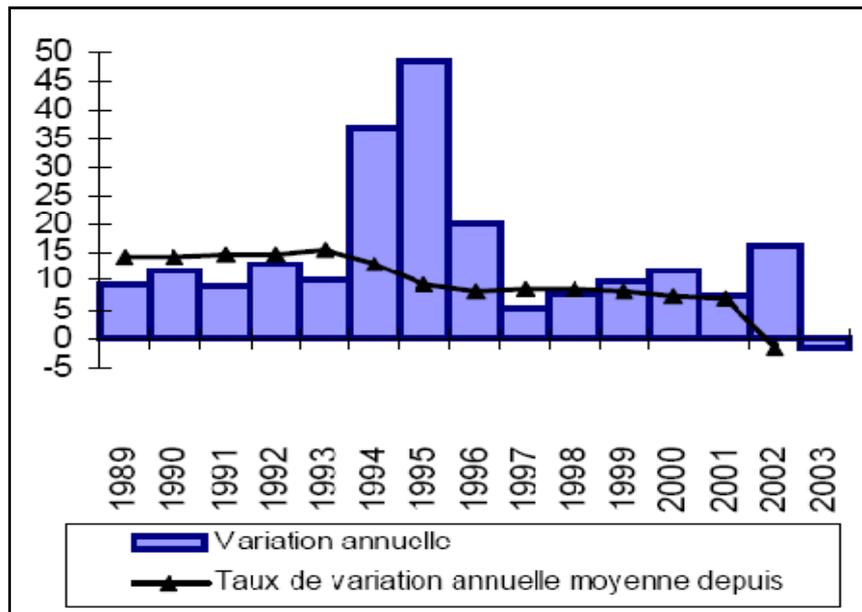
De 1988 à 2003, l'inflation à Madagascar a connu deux périodes d'hyperinflation. La première est celle qui a suivi la mise en place du flottement de la monnaie nationale sur le marché interbancaire des devises. La dévaluation du Fmg qui s'ensuivait a causé une hausse des prix des biens de consommation importés et des intrants importés.

Par effets d'annonce, mécaniques, entraînement et anticipation, cela s'est traduit par une hausse générale des prix de +36,9% entre 1993 et 1994, +48,5% l'année suivante et +20,0% entre 1995 et 1996. Les instabilités politiques et la mise en veilleuse des relations avec les partenaires financiers internationaux ne sont pas étrangères à cette période d'hyperinflation.

La seconde période est celle de 2002. La hausse des prix à la consommation entre 2001 et 2002 atteignait +16,5%. Cette dernière possède un caractère relativement conjoncturel. En effet, la rupture de stock en carburant qui est un produit stratégique, surtout dans la Capitale, et le ralentissement des relations commerciales entre les différentes localités de l'île ont provoqué une hausse généralisée des prix. Ensuite, la normalisation de la situation politique au début du second semestre a entraîné des retours par étape à la "normale" des activités économiques. De plus les relations avec les partenaires financiers internationaux reprenaient rapidement.

¹ Voir annexe III pour le tableau récapitulatif

Graphique X : Taux d'inflation de 1989 à 2003



Source : INSTAT, DSM 2004

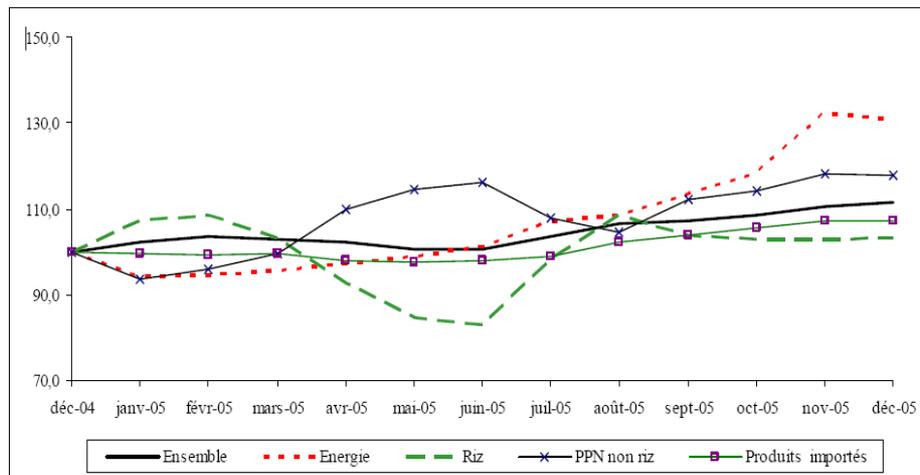
III-1-2- EVOLUTION MENSUELLE DES INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION DEPUIS 2005 (Indice base 100 : décembre année n-1)

La maîtrise de l'expansion monétaire, suite aux différentes mesures de politique monétaire restrictives prises depuis 2004, a permis de contenir l'effet des chocs exogènes sur les prix. L'expansion monétaire a été réduite à 3,1% sur l'année contre 23,8% en 2004¹, ramenant le niveau de la demande à un niveau qui favorise la décélération de l'inflation.

De ce fait, l'année 2005 a été marquée par un net ralentissement de la croissance des prix à la consommation. Mesurée en glissement annuel, la forte hausse des prix qui était apparue au cours du deuxième semestre de l'année 2004 et qui a atteint son apogée au mois de février 2005 avec un taux d'augmentation de 30,3% s'est atténuée progressivement jusqu'à la fin d'année. Ainsi, à fin décembre, la progression de l'indice des prix à la consommation s'est située à 11,4% contre 27,5% en 2004.

¹ BCM, op. cit, p-15 ; graphique V, p. 47

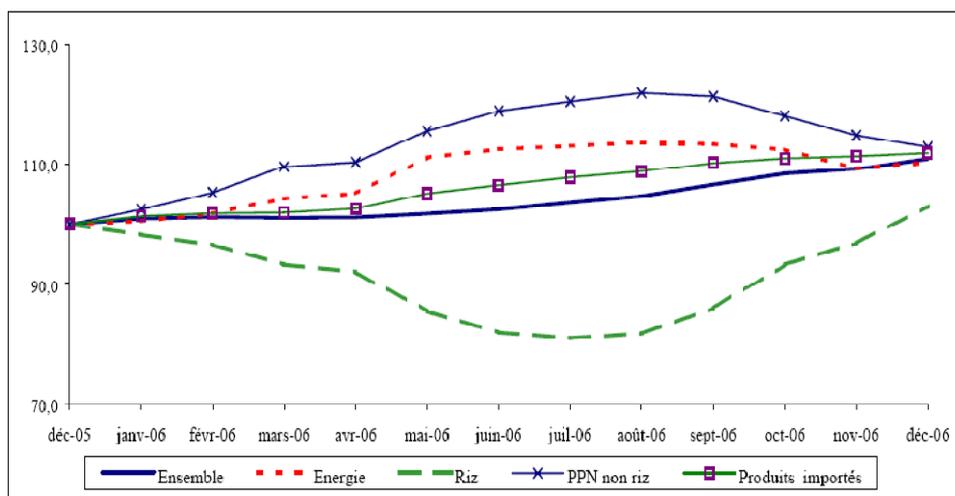
Graphique XI : Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2004)



Source : BCM, Rapport annuel 2005

En variation annuelle, la tendance au ralentissement des prix observée au dernier trimestre 2005 s'est poursuivie au premier trimestre 2006. Ensuite, l'inflation s'est accélérée au deuxième trimestre. Mais à partir du troisième trimestre, les prix ont décéléré et évolué à un rythme modéré jusqu'à la fin de l'année.

Graphique XII : Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2005)



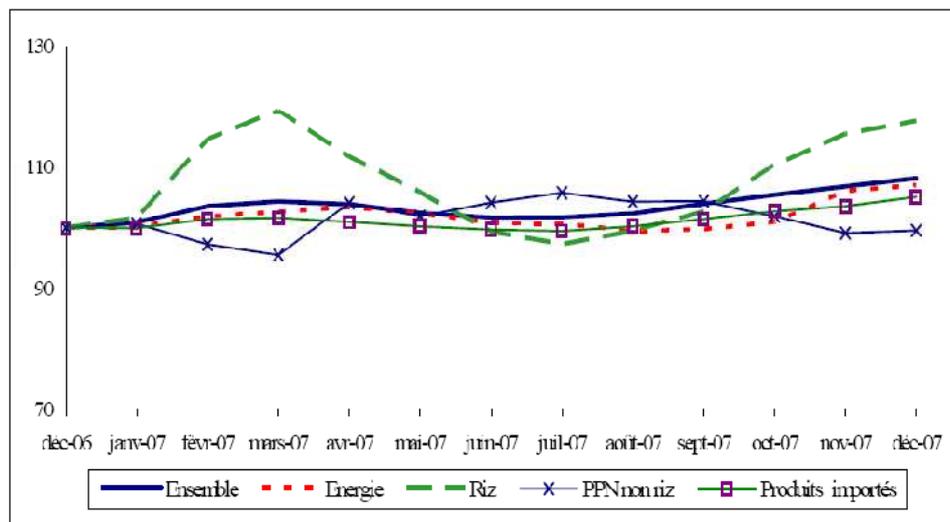
Source : BCM, Rapport annuel 2006

Cette situation résulte de l'évolution favorable du prix du riz. Aussi, globalement, les hausses de prix du carburant et des autres produits au premier semestre ont été neutralisées par les baisses successives du prix du riz. De plus, en moyenne annuelle, ce

dernier a baissé de 6,2%, contre une hausse de 37,1% un an auparavant. En outre, s'agissant du carburant, l'accalmie observée au niveau des prix du brut au second semestre a entraîné à Madagascar une baisse des prix à la pompe au quatrième trimestre de l'année 2006.

En 2007, le niveau de l'inflation, exprimé en glissement annuel d'une fin d'année à l'autre, s'est avéré en ligne avec la cible visée pour l'année. En effet, nonobstant l'accélération de la consommation favorisée par l'amélioration de l'emploi dans les secteurs en pointe (mine, tourisme) et malgré la hausse conjoncturelle, au cours des premiers mois de l'année, des prix des denrées alimentaires dont le riz, l'inflation a été contenue. L'indice des prix à la consommation a ralenti en 2007.

Graphique XIII: Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2006)

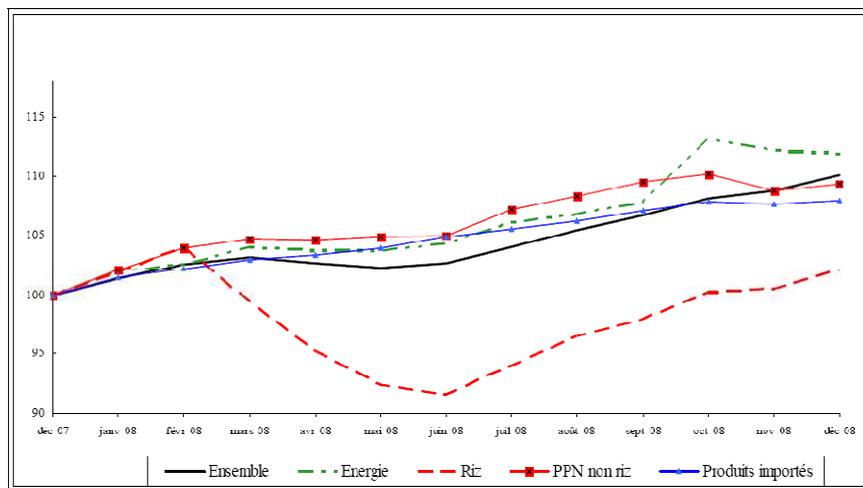


Source : BCM, Rapport annuel 2007

La variation annuelle s'est établie à 8,2% à fin décembre contre 10,8% en 2006. Cette évolution est le résultat de l'équilibre entre la modération des prix des produits importés, semi-importés et produits locaux et l'augmentation du prix du riz dont le coefficient de pondération est élevé. De même, les prix des carburants ont en moyenne baissé : -0,8% pour le gas-oil et -2,4% pour l'essence ordinaire contre respectivement +24,8% et +26,4% en 2006. Hors riz et carburant, la décélération de la hausse des prix a été beaucoup plus marquée, soit, en glissement annuel, 6,4% contre 12,7% l'année précédente, suite principalement au ralentissement des prix d'une grande partie des produits de ce panier spécifique.

En 2008, après le ralentissement des quatre premiers mois, les prix ont enregistré une remontée à partir du mois de mai sous l'incitation de la hausse des prix sur le plan international. Néanmoins, la progression des prix a pu être contenue grâce à la maîtrise de la demande et ce, malgré l'amélioration des revenus des ménages engendrée par l'augmentation des salaires et la création d'emploi inhérente au fort accroissement de l'investissement.

Graphique XIV: Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2007)



Source : BCM, Rapport annuel 2008

Le gain de l'inflation avec un glissement annuel de 10,1% à fin décembre 2008, contre 8,3% un an auparavant, résulte de l'augmentation des coûts suite au renchérissement des prix internationaux. L'envolée des prix sur les marchés internationaux, en particulier celui du brut, a pesé sur les prix domestiques de l'énergie. Ainsi, la hausse des prix à la pompe, en l'occurrence le gazole (+28,4 % en moyenne), a entraîné une augmentation des prix du transport qui s'est répercutée sur les prix des produits alimentaires notamment avec la hausse des prix des produits vivriers non transformés de 13,2% sur un an. En outre, l'augmentation du tarif de l'électricité (15 %) a été la cause de la hausse des prix des produits manufacturés industriels. Enfin, le prix des prestations de service, en suivant le mouvement d'ensemble orienté à la hausse, a enregistré un accroissement annuel exceptionnel de 14,6% à fin décembre. Néanmoins, la hausse des prix du riz, d'une fin d'année à l'autre, est faible (2,1 %) malgré la flambée des prix de ce produit sur le marché international, en raison de l'amélioration de la production et d'une bonne gestion de l'offre sur le marché. L'inflation sous-jacente, définie comme l'évolution des prix hors riz et énergie,

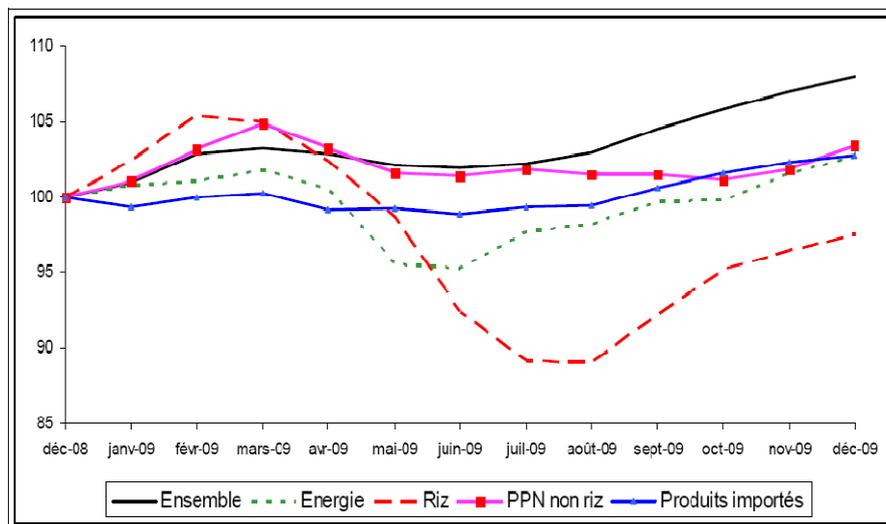
reflète la tendance haussière et enregistre, en glissement annuel, une valeur légèrement supérieure à l'indice des prix de détail (11,6 %).

L'inflation, mesurée par la variation de la moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), a atteint 9,0 % entre 2008 et 2009, en baisse de 0,2 % par rapport à la variation entre 2007 et 2008. En glissement annuel à fin décembre, la croissance de l'inflation a fléchi avec un taux de 8,0 %, contre 10,1 % en 2008. Cette baisse de rythme découle d'une part, du ralentissement de la demande consécutive à la diminution du revenu des ménages et à la maîtrise de l'expansion monétaire et, d'autre part, de la disponibilité de l'offre sur le marché des biens et services.

En dépit de la crise, les capacités de l'offre sont demeurées largement suffisantes. En particulier, le fort accroissement de la production du paddy a tiré à la baisse le prix de ce produit dont la progression moyenne annuelle est seulement de 1,3 %, au lieu de 6,3 % en 2008.

Ce ralentissement considérable du prix du riz, conjugué à la baisse du tarif de l'électricité qui a entraîné, en partie, le fléchissement des prix des produits manufacturés industriels, ont compensé les hausses des prix du carburant.

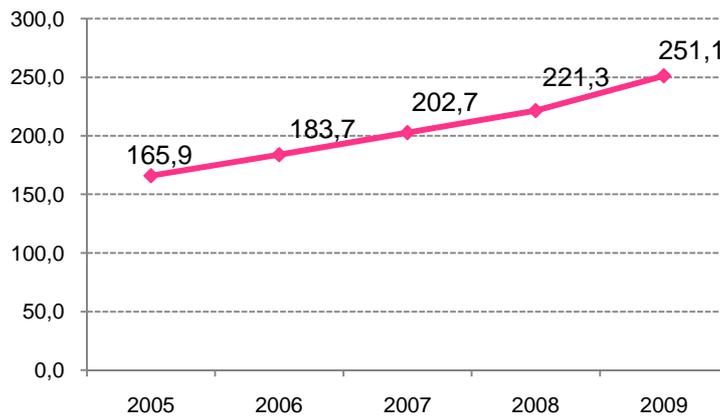
Graphique XV: Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2008)



Source : BCM, Rapport annuel 2009

III-1-3- EVOLUTION ANNUELLE DE L'IPC DEPUIS 2005 (base 100 = moyenne 2000)

En 2005, l'IPC a atteint la valeur de 165,9 contre 140,0 pour l'année précédente, soit un écart plus de 25 points. Cet indicateur n'a cessé d'augmenter jusqu'en 2009 mais c'est la pente qui marque la différence dans le graphique XII ci-après. Le gain moyen d'augmentation de l'IPC est moins de 20 points mais la pente la plus forte se situe entre 2008 et 2009 où on a constaté un écart égal à 30 points.

Graphique XVI : Evolution annuelle de l'IPC depuis 2005

Sources : INSTAT/DSM, nos propres calculs, 2010

III-1-2- VARIATION ANNUELLE DE L'IPC DEPUIS 2005 (Taux d'inflation)¹

Entre 2005 et 2009, Madagascar a supporté une inflation à deux chiffres sauf en 2008 (9,2%).

Le taux d'inflation a atteint son pic de 18,5% au cours de l'année 2005, puis une décélération a été constatée en 2006 et le taux devenait 10,8%. L'inflation gardait à peu près le même niveau que l'année précédente pour 2007 et de même pour 2008.

En ce qui concerne l'année 2009, la hausse des prix s'est accentuée et le taux d'inflation a atteint la valeur de 13,4%.

¹ Le taux d'inflation se calcule par la variation en pourcentage entre deux années consécutives de l'indice général des prix à la consommation, soit $(IPC_n / IPC_{n-1} - 1) \times 100$.

Graphique XVII : Evolution du taux d'inflation depuis 2005

Sources : INSTAT, nos propres calculs, 2010

III-2- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR FONCTION DES PRODUITS

III-2-1- EVOLUTION ANNUELLE DE L'IPC PAR FONCTION DES PRODUITS

On constate directement une forte corrélation entre l'indice des produits alimentaires et ce lui de l'ensemble. Ceci s'explique par la forte pondération des produits alimentaires dans le panier de consommation des ménages.

Une autre corrélation est constaté entre l'IPC des transports et celui du (logement, eau, électricité et combustible) entre 2005 et 2009, ceci s'explique par la présence des carburants dans cette dernière fonction.

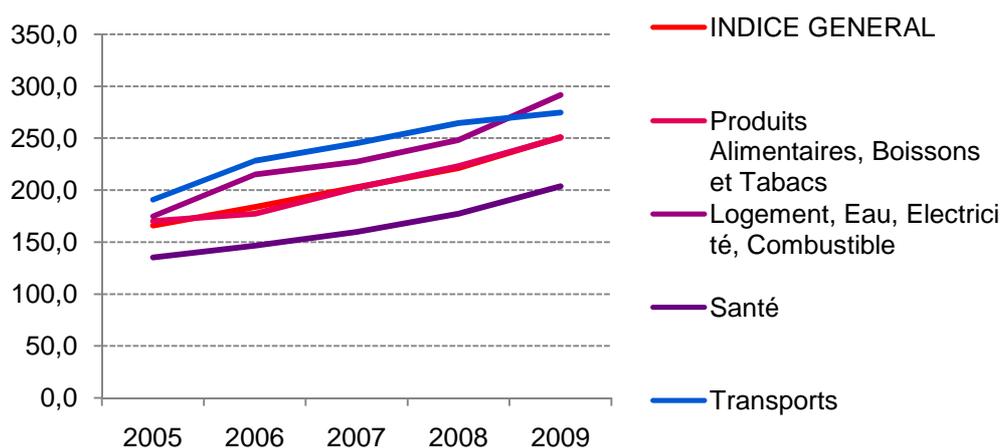
Malgré la différence entre le degré de la hausse de l'IPC, tous les ans depuis 2005, l'IPC de chaque fonction était toujours en hausse comme celui de l'ensemble.

Tableau VIII : Evolution des IPC par fonction des produits

	Poids	2005	2006	2007	2008	2009
INDICE GENERAL	10 000	165,9	183,7	202,7	221,3	251,1
Produits Alimentaires, Boissons et Tabacs	5515	170,1	177,4	202,1	223,2	250,5
Tissus et Vêtement	886	122,1	136,2	144,4	154,1	189,3
Logement, Eau, Electricité, Combustible	1245	174,8	215,1	227,3	248,2	291,4
Ameublement, Equipement Ménager, Entretien	460	154,9	176,5	190,3	200,9	248,2
Santé	281	135,2	146,7	160,0	177,2	203,8
Transports	426	190,7	228,2	245,1	264,6	274,7
Loisir, Spectacles et Culture	427	117,4	130,5	140,0	147,7	155,7
Enseignements	394	178,2	191,2	210,8	224,6	254,2
Hôtels, Cafés, Restaurants	62	141,8	177,7	191,3	206,7	237,6
Autres Biens et Services	303	149,1	164,5	177,2	188,3	211,8

Sources : INSTAT, nos propres calculs, 2010

Graphique XVIII : Evolution annuelle de l'IPC par origine des produits



Sources : Etabli par nos propres soins sur les bases des données du tableau IV, p.65, 2010

III-2-2- VARIATION ANNUELLE DE L'IPC PAR FONCTION DES PRODUITS

En terme de variation mensuelle, le taux le plus élevé se situe en 2005 pour l'ensemble de l'IPC, ceci n'est pas valable que pour la fonction (Produits alimentaires, boissons et tabacs) seulement. Pour le (Logement, Eau, Electricité, Combustible), le pic se situe en 2006, il en est de même pour le transport, l'(hôtel, café et restaurant).

Tableau IX : Variations annuelles des IPC par fonction des produits

	Poids	2005	2006	2007	2008	2009
INDICE GENERAL	10 000	18,5	10,8	10,3	9,2	13,4
Produits Alimentaires, Boissons et Tabacs	5515	26,3	4,2	14,0	10,4	12,2
Tissus et Vêtement	886	2,7	11,6	6,1	6,7	22,8
Logement, Eau, Electricité, Combustible	1245	15,9	23,0	5,7	9,2	17,4
Ameublement, Equipement Ménager, Entretien	460	9,3	13,9	7,8	5,6	23,6
Santé	281	8,3	8,4	9,1	10,8	15,0
Transports	426	13,9	19,6	7,4	8,0	3,8
Loisir, Spectacles et Culture	427	6,2	11,2	7,3	5,5	5,4
Enseignements	394	7,4	7,3	10,2	6,6	13,2
Hôtels, Cafés, Restaurants	62	10,5	25,3	7,7	8,0	14,9
Autres Biens et Services	303	9,5	10,3	7,8	6,3	12,5

Sources : INSTAT/ DSM, 2010

III-3- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR ORIGINE DES PRODUITS

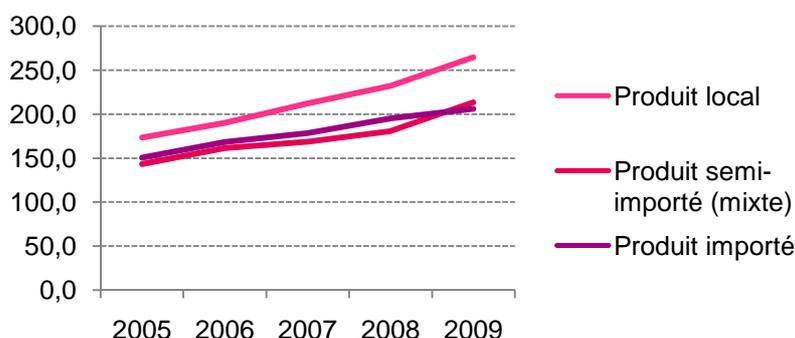
La classification par origine des produits nous montre une allure très ascendante de l'IPC des produits locaux entre 2005 et 2009, par contre, la pente est moins élevée pour les produits importés et semi-importés. Cette situation nous amène à conclure que l'augmentation du niveau global des prix est en majorité par l'IPC des produits locaux, de toute façon, ces derniers sont les plus pondéreux dans le panier de consommation des ménages.

Tableau X : Evolution des IPC par origine des produits

	2005	2006	2007	2008	2009
Produit local	173,2	189,8	212,0	231,9	264,2
Produit semi-importé (mixte)	143,0	161,3	168,5	180,6	213,2
Produit importé	150,2	167,9	178,4	195,1	205,9

Sources : INSTAT/ DSM, 2010

Graphique XIX : Evolution annuelle de l'IPC par fonction des produits



Sources : INSTAT/ DSM, nos propres calculs, 2010

L'IPC a toujours connu une hausse successive depuis l'année 2005 et la classification par fonction montre une forte influence des Produits Alimentaires, Boissons et Tabacs. Quant à la classification par origine des produits, il s'agit du produit local qui dirige la tendance.

Passons maintenant à la deuxième partie de cet ouvrage qui analysera le cas de Madagascar.

**DEUXIEME PARTIE : ANALYSE
EMPIRIQUE D'UN CAS, CELUI DE
MADAGASCAR**

Dans cette deuxième partie, nous allons aborder au premier chapitre une analyse des déterminants de l'inflation à Madagascar et voir en même temps ses impacts.

Quant au second chapitre, il sera consacré à la mise en œuvre de la politique monétaire à Madagascar de 2005 à 2009. Enfin, on trouvera les dernières évolutions de l'inflation dans le troisième chapitre et les perspectives de cette tendance nous conduiront à avancer des recommandations.

CHAPITRE I : DETERMINANTS DE L'INFLATION ET SES IMPACTS

I-1- DESEQUILIBRE DE LONG TERME ET STRUCTURE DU MARCHE

I-1-1- DESEQUILIBRE DE LONG TERME

L'analyse est abordée ici sous un prisme à trois dimensions : agricole, budgétaire et démographique.

I-1-1-1- Faiblesse du secteur agricole

*Dans la valse économique comme dans la vie, il n'y a que le premier pas qui coûte. Car au commencement de toute économie, se trouve la production.*¹ Le problème majeur qui engendre l'inflation chronique à Madagascar est l'insuffisance de la production agricole. Même si la production des autres branches est aussi non satisfaisante, celle de l'agriculture exerce un effet plus énorme sur le niveau global des prix car primo, c'est la base et un déséquilibre identifié à la première étape risque de se répercuter dans d'autres branches comme les industries de transformation ; secundo, le riz qui est l'aliment de base des malgaches constitue une part très importante dans le panier de consommation des malgaches ; d'où l'augmentation de son prix exerce un impact important sur l'inflation comme le cas d'une chute de production ou d'offre après passage de tel ou tel cyclone.

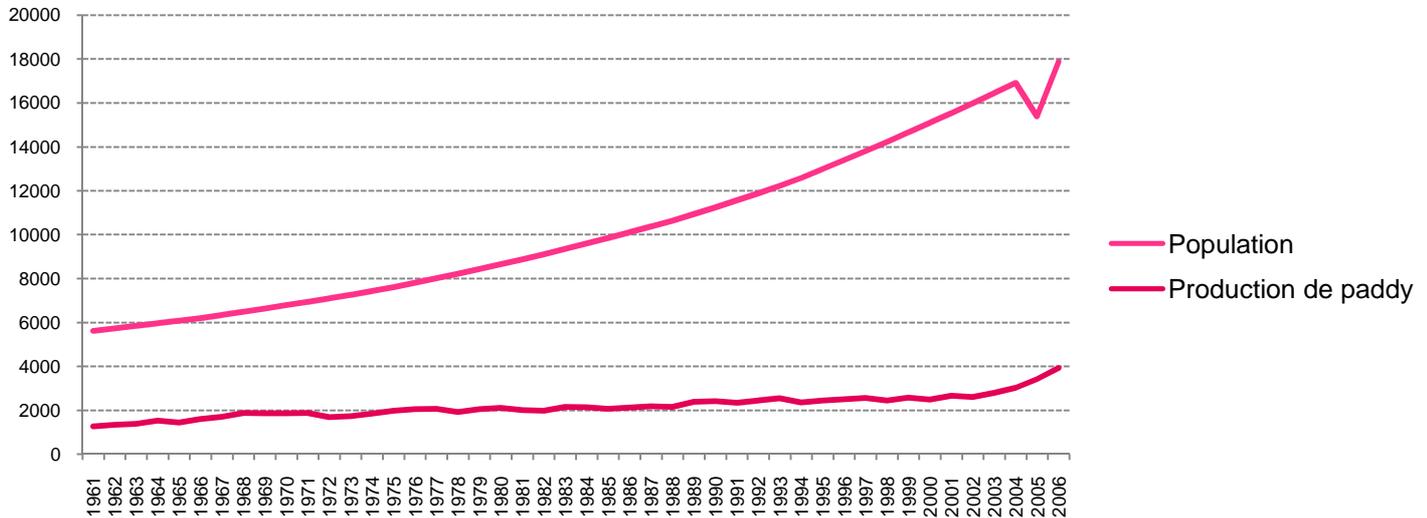
L'insécurité démotive aussi la population rurale et porte préjudice à la production ; il en est de même pour le problème foncier. Pendant l'année 2005, 20,5%² des ménages malgaches déclarent avoir eu des problèmes de sécurisation foncière et ce taux est assez élevé dans le milieu rural.

Comme nous montre le graphique XVIII ci-après, quand bien même croissante, la courbe représentative de la production de paddy tout de même de tendance quasi stagnante ; aussi elle n'a rien de commun avec celle qui décrit l'évolution de la population et dont le niveau et le rythme sont respectueusement de loin et plus rapide. L'on comprend donc la baisse de la disponibilité en riz par personne³, expliquant ainsi la hausse sans cesse du prix de ce dernier.

¹ CLERC (Denis), op. cit, p-19

² INSTAT, EPM 2005

Graphique XX : Evolution annuelle de la population (en milliers) et la production de paddy (en milliers de tonnes)¹



Sources : INSTAT/Ministère de l'agriculture, nos propres calculs à partir des données de l'annexe III

I-1-1-2- Le déficit budgétaire chronique

Le déficit budgétaire se caractérise par un dépassement des dépenses budgétaire définitives².

Non seulement que le solde globale du trésor est toujours déficitaire, mais on constate que presque 90% de ce déficit ont été financés par des tirages qui favorisent une pression inflationniste. Le financement par système bancaire occupe la deuxième position et puis celui du système non bancaire.

Pour le système bancaire, on peut dire qu'il n'y a pas beaucoup de risque, par contre, une dépense publique additionnelle financée par emprunt auprès des agents non bancaires élève le taux d'intérêt, ce qui a pour conséquence une baisse des dépenses privées de la part des souscripteurs à l'emprunt ou de ceux qui eussent emprunté les fonds à des taux plus faibles.

La dépense de l'Etat ne fait qu'évincer celle du secteur privé. Il s'agit ici de *l'effet d'éviction³*. On peut parler d'une forme d'effet de substitution. Le niveau de production sera donc en chute s'il s'agit des dépenses privées d'investissements qui ont été substituées.

¹ Le tableau source de données se trouve en annexe III

² AHMED Silem, op. cit, p-186

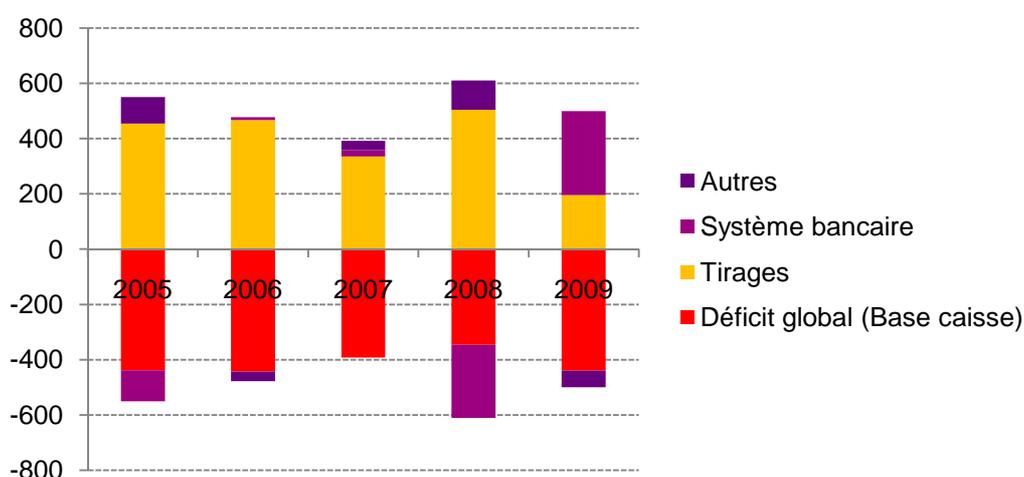
³ Effet mis en évidence par les économistes monétaristes libéraux (R.G Hawtrey, M. Friedman).

Tableau XI : Evolution du déficit global du trésor et son financement (en milliards d'ariary)

Rubriques / Années	2005	2006	2007	2008	2009
Déficit global (Base caisse)	-438,7	-443,4	-392,2	-345,5	-439
Financement extérieur net	388,2	365,8	307,3	478,3	123,1
dont Tirages	454,9	467,2	335,1	504,6	195,3
Financement intérieur net	50,5	77,6	85,7	-132,8	315,9
dont Système bancaire	-111,6	10,1	23,9	-264,5	304
Système non bancaire	162,1	67,5	61,8	128,7	11,9

Source : BCM, Rapport annuel 2005 à 2009

Graphique XXI : Evolution du déficit global du trésor et son financement(en milliards d'ariary)



Source : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau XI ci-dessus

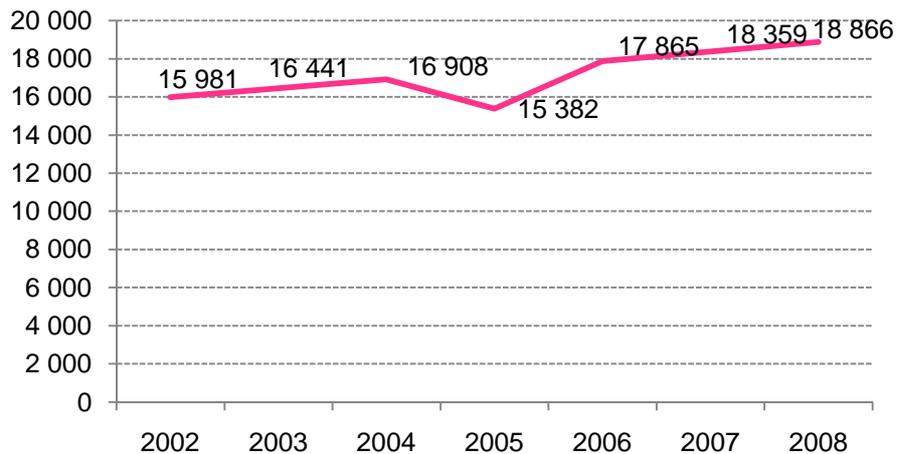
I-1-1-3- Le problème démographique

Ce problème se présente sous deux aspects tels que la croissance démographique et la structure de la population mais qui sont interdépendants entre eux. La structure de la population et leur niveau d'instruction favorise l'accroissement de la population. *Près de la moitié des malgaches ont moins de 15 ans (47%) et près des deux tiers ont moins de 25 ans (64%)¹*. Quant au niveau d'instruction, il agit en deux sens, pour le premier, le faible niveau d'instruction favorise la forte natalité surtout dans le monde rural, puis cette structure entrave aussi l'augmentation de la production agricole comme vu le faible niveau dans le milieu rural.

En 2008 – 2009, 19.9% de la population malgache ne possèdent aucun niveau d'instruction et ce taux atteint 22.5% dans le monde rural².

¹ INSTAT, Enquête Démographique et de Santé, 2008-2009, p-17

² INSTAT, Enquête Démographique et de Santé, 2008-2009, p-25

Graphique XXII : Evolution de l'effectif de la population depuis 2002 (en milliers)

Source : INSTAT, DDSS, Projections 2008

I-1-2- STRUCTURE DU MARCHÉ

I-1-2-1- Le marché de type monopolistique

Les entreprises qui produisent des marchandises à prix élevé préfèrent diminuer la production et congédier des travailleurs que de réduire les prix. Leur position de monopole leur permet souvent d'agir de cette façon¹. Cette situation est valable pour tous les pays au cas où il y a une situation de monopole pour un produit. C'est le cas de l'électricité pour la plupart des régions à Madagascar où il n'y a que la JIRAMA qui fournit le service.

I-1-2-2- Le marché de type oligopolistique

C'est une structure du marché dans lequel l'offre est réalisée par un petit nombre de grandes entreprises face à un grand nombre de demandeurs². Cette situation favorise l'entente entre les offreurs ce qui est bien le cas pour certains produits à Madagascar. On peut prendre comme exemple la redistribution des produits pétroliers et la communication. Pour ces produits, on ne trouve que quelques offreurs seulement et même s'il y a une concurrence entre eux, on peut imaginer la possibilité d'existence d'une entente. Le prix devient donc rigide à la baisse et même s'il y a un écart de prix entre deux offreurs, ceci est presque négligeable.

¹ John PETROFF, op. cit, p-41

² AHMED Silem, op. cit, p-398

I-2- DEPRECIATION DE LA MONNAIE NATIONALE, EFFET CLIQUET ET HAUSSE AUTOENTRETEENUE

I-2-1- LA DEPRECIATION DE LA MONNAIE NATIONALE

Ici, la causalité est à deux sens, c'est-à-dire, la dépréciation monétaire entraîne une inflation par l'intermédiaire du renchérissement des produits importés puis, l'inflation par la suite provoque une dépréciation de la monnaie nationale. Ce qui entraîne alors un processus cumulatif et autoentretenu d'une hausse des prix. Durant ces vingt dernières années, Madagascar a connu deux périodes de forte dépréciation monétaire, 1994 et 2004.

La mise en place du nouveau système de change flottant en 1994 a engendré une dépréciation du Fmg face aux devises et le taux d'inflation a atteint la valeur de 41,6% cette année puis 45,1% en 1995.

En ce qui concerne l'année 2004, la dépréciation de la monnaie nationale a été déclenchée par le déficit de notre balance commerciale après l'application de la politique de détaxation. La forte augmentation de l'importation incitée par cette politique a entraîné une pénurie de devise sur le MID et la monnaie nationale s'est dépréciée systématiquement. En glissement annuel à fin décembre, l'indice des prix à la consommation a atteint 27,5 %, contre -0,7% en 2003.¹

I-2-2- L'EFFET CLIQUET

Pour l'effet cliquet, il se manifeste par une rigidité à la baisse du niveau global des prix après une période inflationniste. Ceci est une des spécificités de l'inflation à Madagascar et son mécanisme dépend de la structure du marché qu'on vient de citer dans I-1 de ce chapitre. C'est l'entente entre les offreurs qui favorise principalement cette rigidité à la baisse des prix à Madagascar mais il y a aussi la hausse des coûts de production que ce soit brusque ou petit à petit². Prenons le cas du frais de transport qui est susceptible d'augmenter indépendamment d'une hausse du prix des carburants pendant les périodes de vacances à cause du comportement des transporteurs, par contre, après cette période, ils veulent garder toujours ce prix. En cas de baisse du prix du carburant, on constate parfois qu'il n'y a aucun effet sur leurs tarifs. Ce comportement est valable pour plusieurs offreurs de biens et services dans le pays.

¹ BCM, op. cit, p-15

² La hausse nourrit la hausse

I-2-3- LA HAUSSE AUTOENTRETENUE

En ce qui concerne la hausse autoentretendue, c'est l'interaction qui existe au niveau des différentes branches de production qui la détermine. La faiblesse de notre économie favorise la sensibilité des prix au niveau de chaque produit après une hausse identifiée quelque part. C'est pourquoi l'inflation est presque chronique à Madagascar. La lutte des agents économiques pour préserver leur pouvoir d'achat face à ce phénomène chronique leur incite à imputer la hausse sur leurs revenus. Par exemple, prix de vente pour les producteurs et commerçants, salaires pour les salariés et le processus ne s'arrête pas, il devient permanent.

I-3- CRISE POLITIQUE OU ECONOMIQUE ET INFLATION IMPORTEE

I-3-1- CRISE POLITIQUE OU ECONOMIQUE

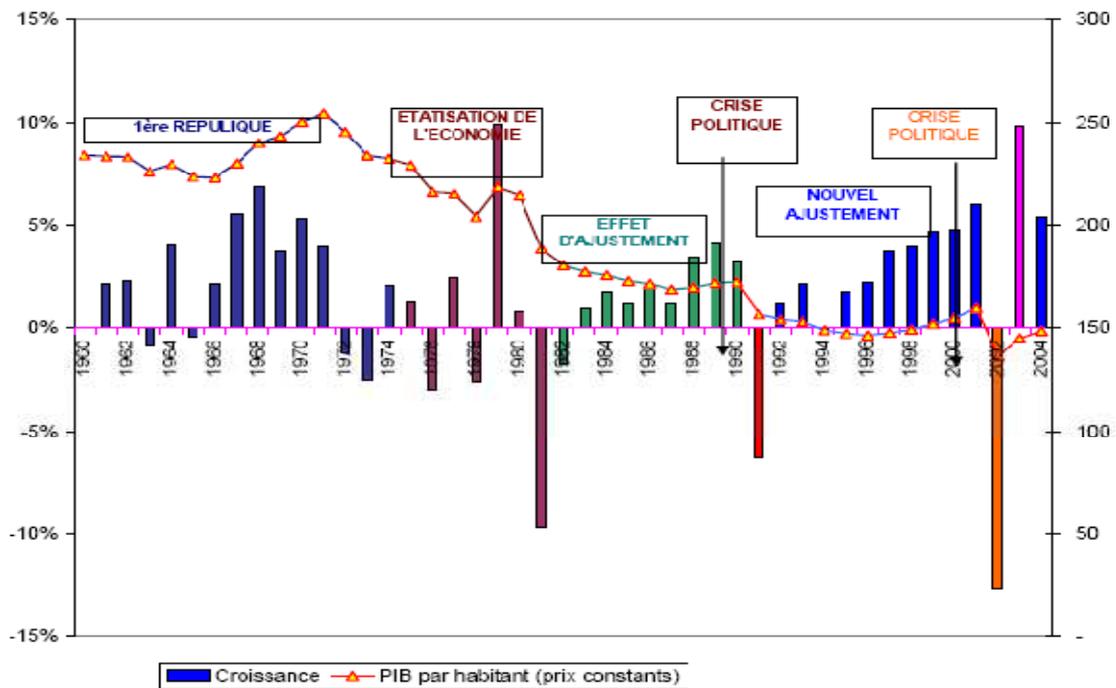
L'économie malgache est caractérisée par sa vulnérabilité ; souvent désorganisée, elle est confrontée à un environnement sociopolitique difficile et défavorable à son expansion. Les crises successives qu'a connues le pays n'ont fait qu'affaiblir une économie déjà en pleine difficulté¹.

Cette crise est presque cyclique à Madagascar et l'intervalle devient de plus en plus étroit. Il y avait en 1972 ; 1991 ; 2002 puis 2009. Par exemple, en 2002, le taux d'inflation a atteint 15,4% à cause des troubles sociopolitiques. La flambée des prix a été suscitée par l'asphyxie de l'économie pendant les barrages antiéconomiques, les ponts dynamités, les grèves au niveau de plusieurs secteurs publics.

Par contre, pour l'année 2009, on n'a pas constaté une forte inflation car cette crise a été accompagnée d'une baisse du pouvoir d'achat des ménages, d'où diminution de la demande globale.

Le graphique suivant nous résume l'évolution de la croissance économique et du PIB par habitant depuis l'indépendance jusqu'en 2004.

¹ INSTAT, op. cit, p-2.

Graphique XXIII : Evolution de la croissance économique et du PIB par habitant

Source : INSTAT, JAS 2005, les points saillants, p-47

I-3-2- L'INFLATION IMPORTEE

Le cas de l'inflation importée à Madagascar est plus exagéré car il s'agit parfois du carburant qui est un produit stratégique et la vitesse de propagation de la hausse est très forte. Comme le cas de l'année 2004, *l'évolution des prix internationaux n'a pas été favorable à l'économie malgache. En effet, si la croissance de la demande mondiale a poussé les prix des produits de base à la hausse, l'envolée des prix du pétrole a entraîné des tensions inflationnistes dans les pays importateurs de cette matière première*¹.

Toujours durant cette année, pour le riz par exemple, la forte demande sur le marché mondial incitée principalement par la Chine avait une répercussion négative sur le prix du riz importé et local à Madagascar. Comme il s'agit du riz, la pondération de ce produit est importante dans le panier de consommation des ménages, d'où l'effet de la hausse du prix du riz sur l'inflation est très important.

¹ BCM, Rapport annuel 2004, p-1

I-4- IMPACTS DE L'INFLATION A MADAGASCAR

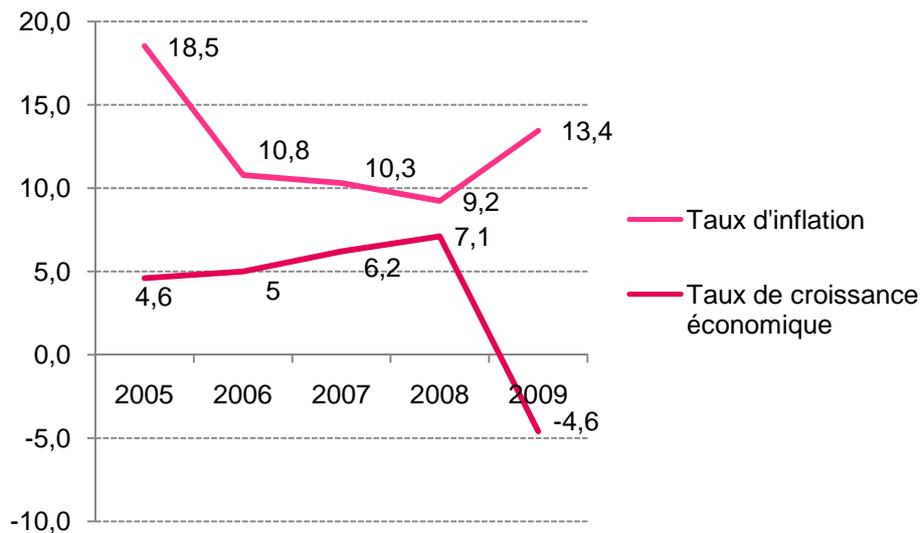
I-4-1- IMPACTS DE L'INFLATION SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR

Le graphique suivant nous montre l'existence d'une corrélation négative entre le taux d'inflation et le taux de croissance économique. La courbe de croissance économique est concave par rapport à l'axe des abscisses tandis que celle de l'inflation est convexe par rapport à cet axe.

En 2005, le taux d'inflation a atteint la valeur de 18,5% et la croissance économique n'était que 4,6% seulement. Quant à l'année 2006, on a constaté une forte décélération de l'inflation et le taux devenait 10,8%, ce qui a permis à la croissance économique de gagner 0,4 point. Cette décélération de l'inflation continuait jusqu'en 2007 - 2008 et la croissance économique s'est toujours améliorée grâce à cette tendance. Le taux d'inflation est passé de 10,3% à 9,2% entre 2007 et 2008 tandis que la croissance économique a atteint la valeur de 7,1% en 2008 contre 6,2% en 2007.

En ce qui concerne l'année 2009, une pression inflationniste s'est nouvellement manifestée et cette situation a exercé un choc sur la production nationale. Le taux de croissance économique a été de -4,6% pour cette année face à une inflation nationale de l'ordre de 13,4%.

Graphique XXIV : Evolution de la croissance économique et l'inflation en %



Source : INSTAT, nos propres calculs 2010

I-4-2- IMPACTS DE L'INFLATION SUR LA PAUVRETE DES MENAGES A MADAGASCAR

Dans cette démarche, on définit par pauvre toute personne qui se trouve dans un état de privation se manifestant par l'impossibilité de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens de 2133 kcal¹. A ce seuil de pauvreté alimentaire vient s'ajouter un seuil de pauvreté non alimentaire étant donné qu'une personne doit aussi subvenir à des besoins essentiels autres qu'alimentaires.

Les composantes du panier de consommation des ménages sont constituées par les dépenses monétaires en biens de consommation ainsi que l'équivalent monétaire d'autres postes comme le loyer imputé, les autoconsommations agricoles, les cadeaux reçus, les locations de biens durables et autres avantages liés à l'emploi. Ces différentes composantes ont permis d'estimer les consommations des ménages et de les comparer au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté retenu est de 305 300 Ariary par personne par an² qui est le seuil calculé en 2001 mise à jour par l'évolution des prix à la consommation entre 2001 et 2005.

Au niveau de la pauvreté, on s'aperçoit qu'elle est plus forte dans le milieu rural par rapport au milieu urbain. Par contre, l'allure des trois courbes montre une tendance parfaitement identique depuis 1997 jusqu'en 2007.

Le tableau et le graphique suivants montre l'existence d'une corrélation positive entre le taux d'inflation et le ratio de pauvreté. La décélération de l'inflation en 2001 a été accompagnée d'une réduction du ratio de pauvreté qui est passé de 71,3% à 69,6% entre 1999 et 2001. Quant à l'année 2002 où l'inflation était très forte (15,2%), la pauvreté des ménages malgaches s'est accentuée et son taux est passé de 69,6% à 80,7% entre 2001 et 2002. Selon les milieux, les ménages du milieu urbain sont les plus victimes de cette inflation par rapport aux ménages du milieu rural. Puis, entre 2002 et 2004, l'inflation s'est décélérée progressivement et le pourcentage des ménages pauvres a diminué.

C'était en 2005 qu'on a constaté une corrélation négative entre ces deux grandeurs. L'inflation s'est amplifiée en 2005 alors que la pauvreté a diminué. Cette situation s'explique par la stabilité des prix des produits alimentaires surtout le riz pendant cette année, l'inflation concernait plutôt les autres produits comme l'énergie par exemple.

¹ INSTAT/DSM/EPM-2005

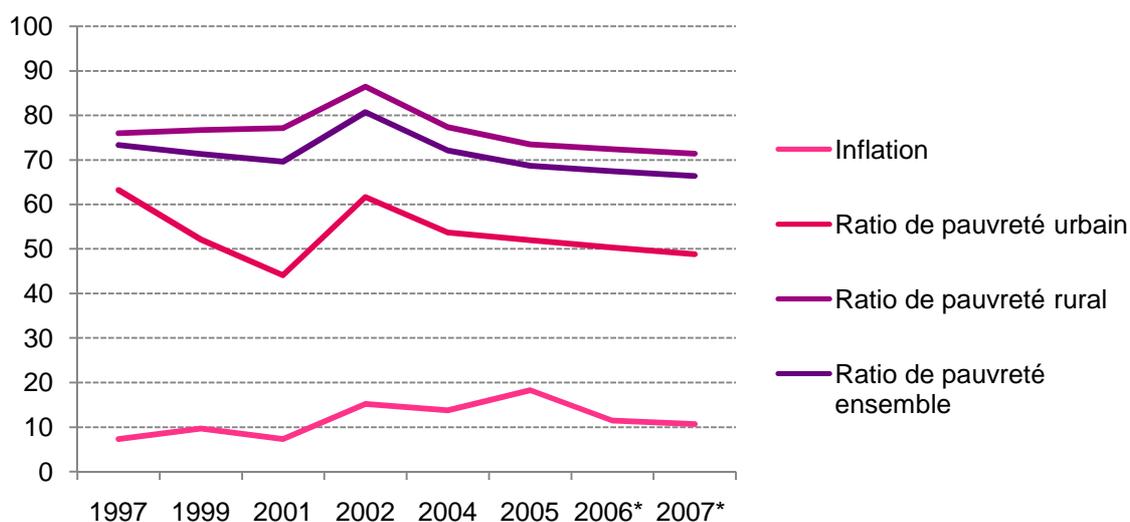
² Idem

Tableau XII : Evolution de l'inflation et la pauvreté¹ en %

Rubriques / Année	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2006*	2007*
Inflation	7,3	9,7	7,3	15,2	13,8	18,3	11,5	10,7
Ratio de pauvreté urbain	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52	50,3	48,8
Ratio de pauvreté rural	76	76,7	77,1	86,4	77,3	73,5	72,4	71,4
Ratio de pauvreté ensemble	73,3	71,3	69,6	80,7	72,1	68,7	67,5	66,4

Source : INSTAT / DSM

Graphique XXV : Evolution de l'inflation et la pauvreté en %



Source : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau XII ci-dessus

Après cette analyse, nous allons voir maintenant les détails sur la politique monétaire à Madagascar depuis l'année 2005.

¹ (*) sont des résultats de micro simulation à partir des données de l'EPM 2005 effectué par l'INSTAT

CHAPITRE II : POLITIQUE DE DESINFLATION A MADAGASCAR

La politique monétaire est l'action par laquelle l'autorité monétaire, en général la banque centrale, agit sur l'offre de monnaie dans le but de remplir son objectif de stabilité des prix. Elle tâche également d'atteindre les autres objectifs de la politique économique, qualifié de triangle keynésien : la croissance, le plein emploi, l'équilibre extérieur.¹

D'après la théorie économique moderne, le but de la banque centrale est de maximiser le bien être économique des ménages (Mishkin). Ainsi, on attribue généralement deux objectifs principaux à la politique monétaire ; la stabilisation des prix et la stabilisation de l'activité économique. Ces deux objectifs sont étroitement liés, et non incompatibles comme on pourrait le penser, la stabilité des prix étant un préalable à une activité économique soutenue.

Cependant, conformément à la théorie quantitative de la monnaie, il n'existe pas d'arbitrage à long terme entre stabilité des prix et activité économique car la monnaie est neutre à long terme (la « Courbe de Phillips » de long terme est verticale). L'unique objectif de long terme de la banque centrale doit donc être le maintien de la stabilité des prix, le niveau de croissance potentiel dépendant de facteurs multiples (productivité, stock de capital...) sur lesquels la politique monétaire n'a aucun impact.

La politique monétaire a pour objectif d'assurer la stabilité de la monnaie nationale, que ce soit la stabilité interne, mesurée par le niveau général des prix, que ce soit la stabilité externe, mesurée par le taux de change de la monnaie nationale en devises étrangères.

La hausse des prix ayant pour origine une augmentation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie, la politique monétaire vise à maîtriser, contrôler, la quantité de liquidité disponible dans une économie.

Les autorités monétaires n'étant pas à l'origine du processus de création monétaire, elles cherchent, via la politique monétaire, à contrôler de manière indirecte ce processus en utilisant un certain nombre d'instruments :

¹ www.fr.wikipedia.org

Le taux de l'escompte : l'État peut restreindre la création monétaire des institutions de crédit en augmentant le loyer de l'argent (le taux d'intérêt) ce qui va entraîner une diminution des demandes de crédit de la part des agents économiques.

Le montant des réserves obligatoires : elles sont proportionnelles au montant des crédits accordés par les banques et doivent être déposées auprès de la Banque Centrale. Ces réserves ne sont pas rémunérées. Si ce montant s'accroît, l'offre de crédit de la part des banques se retrouve limitée.

L'encadrement de crédit : les autorités monétaires fixent de manière autoritaire le montant des crédits que les banques peuvent accorder sur une période déterminée et encadrent son évolution en limitant son taux de variation.

l'open market : la Banque Centrale intervient directement sur le marché monétaire pour accroître ou restreindre la quantité de liquidités disponibles se qui se répercute sur le prix de l'argent (le taux d'intérêt).

Le contrôle des prix : les autorités monétaires peuvent fixer elles-mêmes le prix de certain biens ou services ou limiter leurs marges de variation. Les moyens à la disposition des autorités monétaires sont donc nombreux et variés. Certains agissent directement sur le volume des liquidités disponibles, d'autres cherchent indirectement à contrôler le processus de création monétaire.

La politique monétaire Malgache a connu trois grandes étapes d'évolution depuis la création de la Banque Centrale de Madagascar. La première étape de 1973 jusqu'en 1986 correspond à une utilisation exclusive des instruments directs de régulation monétaire.

A partir de 1987 jusqu'en 1995, il y avait une coexistence d'instruments directs et indirects de régulation monétaire en introduisant le système des réserves obligatoire.

La dernière étape partant de 1996 jusqu'à nos jours correspond à une utilisation exclusive des instruments indirects de régulation monétaire en instituant en 1998 les opérations d'open-market. Nous allons voir maintenant l'évolution de la politique monétaire à Madagascar depuis 1993 qui correspond aux deux dernières étapes.

Le présent chapitre comporte trois sections dont la première parlera de l'utilisation des différents instruments de la politique monétaire depuis l'année 2005. Ensuite, on abordera les interventions et les reformes sur le marché monétaire. Quant à la dernière section, on y trouvera les opérations sur le MID.

II-1- INSTRUMENTS

En 2006, face à la persistance des tensions inflationnistes au cours du premier semestre, le niveau du taux directeur a été maintenu à 16% sur cette période. Toutefois, il a été décelé dès le mois de juillet un ralentissement de l'inflation, du fait de la stabilité du taux de change et de la baisse du prix du riz, ainsi que de la modération de la demande au premier semestre. Compte tenu du niveau largement positif des taux d'intérêt réels à partir du troisième trimestre, la Banque Centrale a décidé, le 14 août, de ramener son taux directeur de 16% à 12,0 %. Cet assouplissement des conditions monétaires a, d'ailleurs, été nécessaire pour donner un peu de souffle à l'économie. La baisse du taux directeur devait également induire une modération du taux de rendement des BTA et un allègement des charges du Trésor sur ses dettes intérieures.

Cependant, la persistance des facteurs d'expansion de la liquidité constituait un risque dans le cas d'une révision à la baisse du taux de réserves obligatoires. Etant donné que l'économie présentait encore une surliquidité structurelle, que les banques n'ont pas encore été durablement ramenées en banque, et afin de ne pas compromettre la stabilité du système financier, le niveau du coefficient de réserves obligatoires a été maintenu à 15% pour l'ensemble des dépôts.

Par ailleurs, en vue d'une plus grande lisibilité de sa politique monétaire, la Banque Centrale a pris l'initiative d'informer régulièrement le public sur son appréciation de la conjoncture, l'orientation de la politique monétaire et le niveau des instruments. Un communiqué de presse est ainsi publié chaque trimestre dans les journaux. Un bulletin contenant une analyse des différents secteurs de l'économie et des notes d'étude est également édité tous les trois mois. Ce bulletin est diffusé sur support papier et sur le site web de la Banque.

Au cours de l'année 2007, compte tenu de la flambée du prix du pétrole et de la menace de pénurie de riz sur le marché international, du niveau de la demande intérieure qui présentait un risque pour la stabilité des prix, et surtout de l'accélération de l'inflation annuelle en début d'année avec un pic de plus de 14% en avril, la Banque Centrale a préféré maintenir une politique monétaire prudente tout au long de l'année. Dans ce cadre, elle a décidé de maintenir le taux directeur à 12% et le coefficient des réserves obligatoires à 15% des dépôts collectés.

Néanmoins, au cours de l'année, l'amorce d'un retour à la stabilité macroéconomique et la hausse de la demande réelle de monnaie ont peu à peu favorisé un assouplissement de la

politique monétaire. Ce dernier n'était toutefois mis en œuvre qu'à travers les interventions sur le marché monétaire et le MID.

Dans la mesure où les instruments existants ont été rapidement dépassés par le volume devenu de plus en plus important des opérations de stérilisation, et compte tenu de l'augmentation du coût de ces dernières qui pesait sur la situation financière de la Banque Centrale, les Autorités se sont attelées à développer d'autres moyens d'intervention, dont les opérations d'open market qui consistent en des achats ou ventes de titres sur le marché monétaire.

Le premier lot était issu de la transformation en titres négociables de la dette consolidée de l'Etat, d'un montant total de 227,3 milliards d'ariary. Créés initialement avec des maturités de 6 et 12 mois, ces titres ont été proposés aux établissements bancaires au mois de mai 2007. Leurs maturités relativement longues permettaient une ponction durable des excédents de liquidité des banques. Le stock de titres a été enrichi au mois de juin avec l'opération de recapitalisation de la Banque Centrale d'un montant de 110,8 milliards d'ariary.

Par ailleurs, les maturités des titres vendus à l'occasion du renouvellement de ceux arrivés à échéance ont varié entre un et trois mois.

La dénomination de «créances négociables» attribuée aux titres inclut la possibilité d'échange de ces derniers entre les banques commerciales. Toutefois, aucune opération relative à de telles transactions n'a été enregistrée en 2007.

En 2008, dans la mesure où, sur une bonne partie de l'année, les marchés internationaux restaient marqués par les niveaux élevés des prix pétroliers et de ceux des produits alimentaires, et compte tenu de l'accélération de l'inflation annuelle au cours des deuxième et troisième trimestres, la Banque Centrale a choisi de préserver l'orientation serrée de sa politique monétaire, en articulant la stratégie autour d'une régulation rigoureuse de la demande. Une détente de la politique monétaire était donc clairement exclue.

Cependant, un resserrement plus poussé de la politique monétaire n'était pas indiqué pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la hausse des prix reflétait essentiellement une inflation par les coûts des facteurs, c'est-à-dire qu'elle est due avant tout à des contraintes du côté de l'offre : accroissement du coût des transports pour le secteur primaire, augmentation des prix du secteur industriel du fait du renchérissement de l'énergie, révision à la hausse des salaires pour certaines branches des services.

Ensuite, la croissance modérée des agrégats monétaires montrait que la demande restait maîtrisée : ralentissement du glissement annuel de M3 et rétablissement de l'équilibre des encaisses réelles. En particulier, les liquidités nées des IDE n'ont pas créé d'inflation par la demande grâce à une régulation rigoureuse de la liquidité bancaire par la Banque Centrale. Par ailleurs, le rétablissement de l'équilibre budgétaire, favorisé par l'allègement de la dette, avait contribué à limiter la création monétaire.

Enfin, le taux d'inflation annuel a amorcé une baisse à partir du mois de septembre. La hausse des prix a en effet pu être limitée grâce au début d'une détente du prix du pétrole, à l'accalmie de la hausse du prix des produits alimentaires importés, à la limitation de la volatilité du taux de change et, surtout, à la nette décélération de l'expansion des agrégats monétaires.

De toutes les manières, le contexte s'avérait plus indiqué pour un accompagnement par la politique monétaire de la transformation de l'économie. Le système bancaire devait en particulier répondre à l'accroissement de la demande de monnaie du secteur privé, les réformes structurelles et les programmes de stabilisation macroéconomique ayant limité l'ampleur de l'inflation et en même temps accéléré la croissance économique.

A la suite de toutes ces circonspections, la BCM a décidé le statu quo sur le niveau de ses instruments : le taux directeur et le coefficient de réserves obligatoires ont été maintenus à leurs niveaux précédents. Le premier est donc resté à 12 %, tandis que le second est demeuré à 15 %.

Etant à la base du calcul de tous les coûts de refinancement auprès de la Banque Centrale, le taux directeur constitue un des instruments privilégiés pour la transmission de la politique monétaire. Dans le cadre de l'assouplissement de sa politique, la Banque a décidé de réviser le niveau de cet instrument à deux reprises au cours de l'année, soit de 12 % à 10 % en janvier et de 10 % à 9,5 % en août 2009.

La transmission du signal fourni par le taux directeur exigeait cependant un niveau adéquat de la liquidité bancaire. Comme la liquidité des banques se trouvait globalement à un niveau relativement élevé au cours de l'année, les autorités monétaires estimaient prudent de ne pas alléger les conditions sur les réserves obligatoires. Aussi, malgré le contexte de détente de la politique monétaire, le coefficient des réserves obligatoires n'a pas été révisé à la baisse mais a été maintenu à 15 %. Par contre, la Banque Centrale a procédé à une gestion active de la liquidité bancaire à travers ses opérations sur le marché monétaire.

II-2- INTERVENTIONS ET REFORMES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

En plus de la modification des conditions monétaires, la gestion de la demande exige une régulation rigoureuse de la liquidité bancaire par des interventions sur le marché monétaire au cours de l'année 2006.

Dans ce cadre, un meilleur suivi des marchés monétaires et de change, ainsi qu'une réforme du marché des BTA ont été menés en 2006. Les méthodes de prévision des liquidités et de calibrage des interventions de la BCM ont été affinées. Ces interventions ont particulièrement visé la stérilisation des liquidités injectées lors des cessions de devises par les banques. Les actions de la Banque Centrale ont débouché sur l'amélioration de la régularité des opérations de ponction et l'augmentation de leurs montants.

Les pressions exercées par l'afflux de devises sur la liquidité de l'économie ont par ailleurs poussé les Autorités Monétaires à renforcer les instruments d'intervention et à accélérer le développement des opérations d'open-market, dans la mesure où l'insuffisance des instruments à la disposition de la BCM rendait difficile la stérilisation de ces devises et que la masse monétaire tendait de ce fait à s'accélérer. La BCM s'est donc attelée à développer ses propres instruments dans le cadre de l'open-market par la titrisation de la dette consolidée du Trésor. La transformation de la dette en titres a ainsi été effectuée après des études préalables, tandis qu'une opération de recapitalisation de la Banque a été amorcée afin qu'il y ait adéquation entre ses fonds propres et les opérations envisagées.

En outre, au niveau du marché des titres, des modifications majeures ont été apportées en vue d'une harmonisation des revenus financiers, et pour permettre au Trésor d'avoir plus de latitude dans l'acceptation des offres. Ainsi, à partir du mois de février, les intérêts des BTA ont été assujettis à l'IRCM. Enfin, par décret en date du 25 avril 2006, le Trésor n'est plus tenu d'accepter toutes les offres contenues dans les annonces si les taux ne lui sont pas avantageux.

Néanmoins, l'application effective de cette mesure n'a eu lieu qu'à partir du 23 août. Dans la pratique, le Trésor, après dépouillement des offres lors de chaque séance d'adjudication, fixe les taux limites et les montants retenus. Ce système a permis de réduire progressivement les taux sur le marché primaire.

Au cours de l'année 2007, la Banque Centrale a mis en œuvre la plupart de ses instruments indirects de politique monétaire et a eu successivement recours auxancements d'AON et aux Opérations d'open market. Par ailleurs, lors des périodes d'insuffisance de réserves des banques, elle est intervenue en injectant des liquidités sous forme de prises en pension, d'AOP ou de rachats de titres. Mais globalement, les interventions de la Banque Centrale se sont soldées par des ponctions nettes de la liquidité bancaire.

Ainsi, jusqu'au 18 mai, la Banque Centrale a effectué desancements d'AON pour un montant total de 715,8 milliards d'ariary selon une fréquence hebdomadaire et dont la moyenne journalière s'élevait à 35,8 milliards d'ariary. Les interventions de la Banque Centrale ont été multipliées au cours du deuxième trimestre en raison essentiellement du niveau important de la liquidité bancaire. Pendant cette période, le maximum d'intervention s'est chiffré à 105 milliards d'ariary pour une durée d'une semaine.

Les interventions sous forme d'AON ont été relayées par des opérations de ventes de titres à partir du mois de mai. Jusqu'à la fin de l'année, les ventes totales se sont élevées à 304,2 milliards d'ariary. Les ventes les plus importantes ont été effectuées aux mois de mai et juin (154 milliards d'ariary) et au cours du troisième trimestre (87 milliards d'ariary), périodes pendant lesquelles les cessions de devises ont atteint leur maximum sur le MID. Les ventes de titres réalisées ont par la suite ralenti au dernier trimestre, et n'ont représenté que 20% des ventes totales du fait entre autres, de la baisse du niveau de la liquidité bancaire et de celle des taux d'intérêt. De plus, compte tenu des difficultés rencontrées par certaines banques pendant la période de constitution de réserves, la Banque Centrale a eu recours à des rachats de titres pour un montant de 29,8 milliards d'ariary au mois d'octobre. Ce même mois a enregistré les premiers remboursements relatifs aux titres échus, non renouvelés par la suite. Ainsi, les rachats de titres auxquels se sont rajoutées les tombées ont limité le niveau de l'encours à 176 milliards d'ariary à fin décembre 2007.

Parallèlement, compte tenu des problèmes de liquidité ressentis par certaines banques vers la fin de la période de constitution des réserves, la Banque Centrale a injecté un montant total de 604 milliards d'ariary. Une partie de ces injections s'est effectuée sous forme de pensions ponctuelles de 24 heures ou de pensions de 2 à 10 jours, dont le montant total s'est élevé à 532,1 milliards d'ariary. Une autre partie a pris la forme d'AOP de 41,0 milliards d'ariary aux mois de septembre et octobre.

En somme, la conduite de la politique monétaire a permis de résorber un montant de 196 milliards d'ariary sur un montant global d'excès de liquidité de 313 milliards d'ariary, soit un taux d'absorption de 63 %.

Enfin, en vue de limiter la création monétaire par le système bancaire, il a été procédé à la mobilisation de l'épargne auprès d'un public plus large pour le financement du Trésor Public. Le marché des BTA a été ainsi étendu à Antsiranana au mois de juin, à Mahajanga au mois de juillet et à Toliary au mois d'août en plus d'Antananarivo et de Toamasina

Pour atteindre ses objectifs monétaires, la Banque Centrale a focalisé ses actions sur la reprise des liquidités excédentaires par des opérations sur le marché monétaire. C'est ainsi que des ventes de titres ont été effectuées en 2008, complétées par des Appels d'Offre Négatifs (AON), ou éventuellement par des refinancements sous forme d'Appels d'Offres Positifs (AOP) et de prises en pension en vue d'un réglage fin des excédents de liquidité. De telles opérations de refinancement se sont avérées nécessaires car, si l'ensemble du système bancaire a été globalement excédentaire, certaines banques ont rencontré des problèmes de trésorerie qu'elles n'ont pas pu solutionner sur le marché interbancaire, bien que ce dernier se soit montré beaucoup plus dynamique qu'auparavant, avec un volume global qui s'est élevé à 2 187,3 milliards d'ariary pour 155 opérations en 2008 contre 1 162,0 milliards d'ariary pour 100 transactions l'année précédente.

Les interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire ont pour objectif de maintenir la liquidité bancaire à un niveau qui permet une bonne transmission de la politique monétaire.

Généralement, elles cherchent à maintenir le niveau des réserves libres des banques autour de 10 % des réserves obligatoires. Dans le cadre de la gestion de la liquidité bancaire, la BCM dispose de différents instruments.

Lorsque la liquidité s'avère excédentaire, la Banque Centrale procède à des ponctions sur le marché monétaire, au moyen de ventes de titres qui seront complétées, si nécessaire, par des Appels d'Offre Négatifs (AON), en vue d'un réglage fin des excédents de liquidités. Par contre, des refinancements sous forme d'Appels d'Offre Positifs (AOP) et de prises en pension sont effectués lorsque des banques se trouvent confrontées à des problèmes de trésorerie qu'elles n'ont pas pu solutionner sur le marché interbancaire.

En 2009, parallèlement à la diminution des facteurs autonomes, les excédents de ces derniers par rapport aux réserves obligatoires ont également connu une baisse. Cependant,

ces excédents sont restés élevés avec un taux de 44,0 % contre 73,0 % en 2008, l'octroi des crédits par les banques ayant sensiblement ralenti. Compte tenu de cette situation, les interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire ont été poursuivies, mais avec une moindre ampleur, du moins jusqu'à la fin du troisième trimestre. Toutefois, si globalement le système bancaire s'est trouvé en excédent de liquidités, certaines banques ont dû recourir auprès du marché interbancaire entre les mois de janvier et de juillet, et au cours du dernier trimestre.

Globalement sur l'année cependant, ces échanges ont diminué à 1 484,0 milliards d'ariary, contre 2 187,3 milliards d'ariary en 2008.

II-3- OPERATIONS SUR LE MID

En 2007, la situation des paiements extérieurs du pays a entraîné une forte pression à l'appréciation de l'ariary sur le MID. Face à cette situation, la Banque Centrale a poursuivi sa politique de taux de change flottant. D'une part, ses interventions sur le marché de change ont eu pour objectif d'éviter une volatilité trop importante du taux de change à court terme et une appréciation excessive du taux de change réel. D'autre part, elles visaient à constituer un niveau suffisant de réserves officielles de change. Sur l'ensemble de l'année, elles se sont traduites par une forte accumulation des réserves et ont occasionné une injection de liquidités. Cette dernière répond en partie à l'accroissement prévisible de la demande de monnaie induit par les IDE.

C'est dans ce contexte d'une perspective de volatilité excessive du cours de la monnaie nationale que les Autorités ont prospecté la possibilité d'un « marché à terme » de devises et la rationalisation de la gestion des réserves de change. Enfin, des mesures d'accompagnement telles que le relèvement du plafond de la position de change des banques de 10 à 20% et le rallongement du délai de rapatriement des recettes d'exportation de 90 à 180 jours ont été prises.

En 2008, la BCM a maintenu la politique de change flottant. Néanmoins, la bonne tenue de la balance des paiements du pays qui a exercé une forte pression à l'appréciation de la monnaie nationale, a conduit la BCM à intervenir sur le marché au cours la période sous revue. Ces interventions ont été guidées par trois principaux objectifs. Il s'agit, premièrement, d'éviter une volatilité trop importante du taux de change nominal à très court terme, deuxièmement, de veiller à ce que le taux de change réel ne s'apprécie

excessivement et troisièmement, d'accumuler de réserves officielles de change adéquates aux conditions macroéconomiques de la période.

A l'instar de l'année précédente, en 2008, ces interventions de la Banque Centrale se sont traduites par une accumulation très importante des réserves de change et ont entraîné une injection de liquidités.

Cette situation d'instabilité du cours de l'ariary a conduit les autorités de la Banque Centrale à mettre en place un marché de change à terme. Un texte régissant l'organisation de ce marché a été rédigé en 2008 et envoyé aux différentes parties prenantes à ce marché.

En 2009, la BCM a maintenu la politique de change flottant. L'existence d'un marché acheteur qui a exercé une pression à la dépréciation de la monnaie nationale a conduit la BCM à intervenir sur le marché au cours la période sous revue. Ces interventions ont été guidées par trois principaux objectifs. Il s'agit, premièrement, d'éviter une volatilité trop importante du taux de change nominal à très court terme ; deuxièmement, de veiller à ce que le taux de change réel ne se déprécie excessivement et troisièmement, d'accumuler des réserves officielles de change adoptées aux conditions macroéconomiques de la période.

En 2009, ces interventions de la Banque Centrale se sont traduites par un achat net sur le MID.

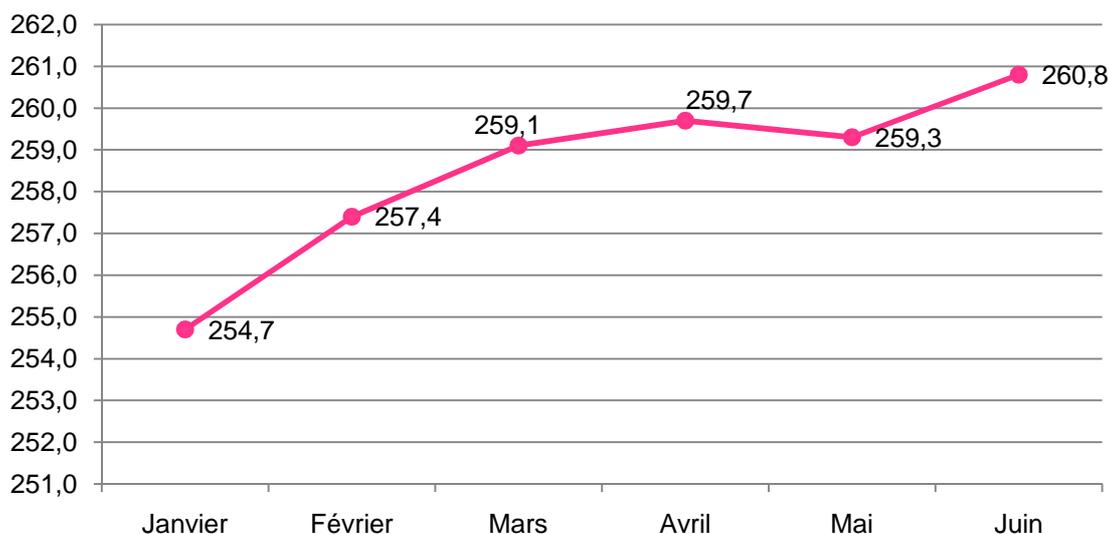
CHAPITRE III : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

III-1- TENDANCE DE L'INFLATION EN 2010

III-1-1- TENDANCE DE L'INDICE GENERAL DES PRIX EN 2010

Entre janvier et juin 2010, l'IPC était toujours en hausse sauf au mois de mai où on a constaté une légère baisse presque négligeable. Il est passé de 254,7 à 257,4 entre janvier et février puis 259,1 en mars. Cette hausse est devenue négligeable au mois d'avril suivie d'une légère baisse au cours du mois de mai. Enfin, pour le mois de juin, on a constaté une reprise de la hausse du niveau global des prix mais l'écart est de 1,5 points seulement.

Graphique XXVI : Evolution de l'IPC depuis janvier 2010



Sources : INSTAT/DSM/SPC, nos propres calculs, 2010

III-1-2- TENDANCE DE L'IPC EN 2010 PAR FONCTION DES PRODUITS

Entre janvier et février 2010, on a constaté deux tendances différentes de l'IPC selon la fonction des produits. (Les produits alimentaires, boissons et tabacs) ; (les transports) ; (le logement, eau, électricité, gaz et combustibles) ; (les hôtels, cafés et restaurants) et (les autres biens et services) ont affiché une hausse de leur IPC en février tandis que les restes ont enregistré une baisse de l'IPC durant cette période.

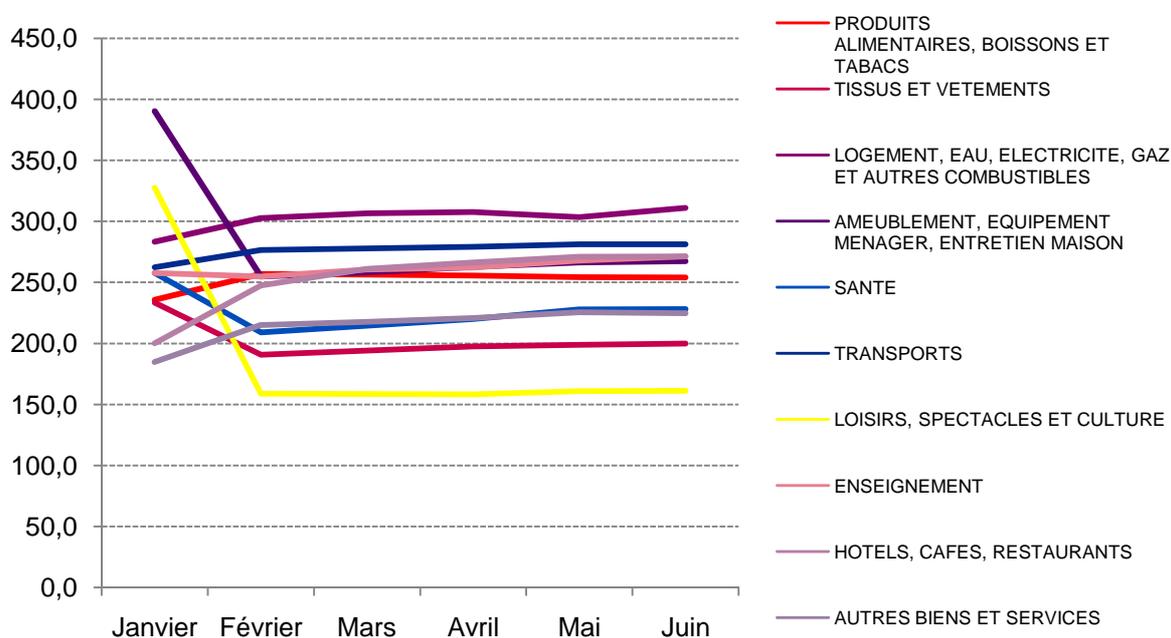
Puis, l'IPC des (produits alimentaires, boissons et tabacs) a connu une légère baisse successive jusqu'au mois de juin alors que les restes des fonctions ont enregistré une hausse successive de l'IPC du février en juin.

Tableau XIII : Evolution de l'IPC depuis janvier 2010 par fonction des produits

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
PRODUITS ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	235,8	257,0	256,6	255,7	254,3	254,2
TISSUS ET VETEMENTS	233,3	190,8	194,2	197,6	198,9	199,8
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES	283,4	302,7	306,6	307,7	303,5	311,1
AMEUBLEMENT, EQUIPEMENT MENAGER, ENTRETIEN MAISON	390,3	254,7	258,0	262,6	266,3	267,2
SANTE	257,8	209,0	214,5	220,0	227,9	228,1
TRANSPORTS	262,3	276,4	277,8	279,2	281,2	281,1
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	327,6	158,7	158,5	158,2	160,8	161,1
ENSEIGNEMENT	257,5	254,7	260,6	262,1	267,9	271,4
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	200,1	247,6	261,3	266,3	271,1	271,4
AUTRES BIENS ET SERVICES	184,7	215,0	217,7	220,9	225,6	224,7

Sources : INSTAT/DSM/SPC, 2010

Graphique XXVII : Evolution de l'IPC par fonction des produits depuis janvier 2010



Sources : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau IX ci-dessus

III-1-3- TENDANCE DE L'IPC EN 2010 PAR ORIGINE DES PRODUITS

Selon l'origine des produits, on constate une même tendance entre l'IPC des produits locaux et celui des produits semi-importés, qui sont toujours en hausse depuis décembre 2009 jusqu'au mois de juin 2010. Par contre, pour les produits importés, on a enregistré une baisse de son IPC en mai 2010 dont la valeur est passée de 213,5 à 203,6, soit une baisse de 10 points.

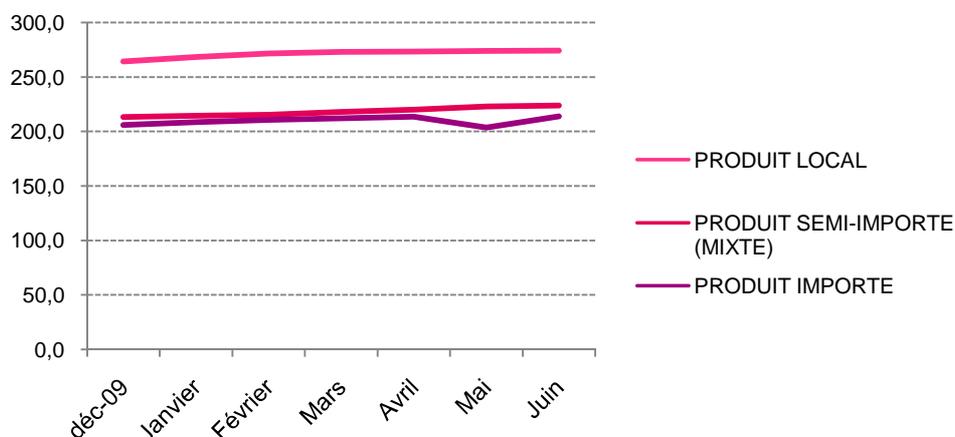
Quant au mois de juin, l'ensemble des prix des produits importés était à nouveau en hausse et a légèrement dépassé son niveau en avril. Par contre, la hausse de l'IPC des produits locaux et semi-importés était négligeable pour ce mois.

Tableau XIV : Evolution de l'IPC depuis décembre 2009 par origine des produits

	déc-09	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
PRODUIT LOCAL	264,2	268,3	271,4	272,9	273,2	273,7	274,0
PRODUIT SEMI-IMPORTE (MIXTE)	213,2	214,3	215,3	217,8	220,1	223,0	223,8
PRODUIT IMPORTE	205,9	208,5	210,7	212,0	213,5	203,6	213,9

Sources : INSTAT/DSM/SPC, 2010

Graphique XXVIII : Evolution de l'IPC par origine des produits depuis décembre 2009



Sources : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau XIV ci-dessus

III-1-4- TENDANCE DE L'IPC EN 2010 PAR SECTEUR DE PRODUCTION

Classés par secteurs de production, les courbes de l'IPC présentent des évolutions différentes entre décembre 2009 et juin 2010. A partir du mois de janvier 2010, l'IPC des produits vivriers non transformés était stable jusqu'au mois de juin. La valeur minimale durant cette période est de 272 contre 273,9 pour la valeur maximale. En ce qui concerne les produits vivriers transformés, la tendance à la baisse de son IPC devenait plus significative à partir du mois de mai.

Pour les produits manufacturés industriels, une forte hausse de son IPC s'est manifestée entre janvier et février, puis une légère décélération entre avril et mai et la tendance à la hausse s'est repris à nouveau en juin.

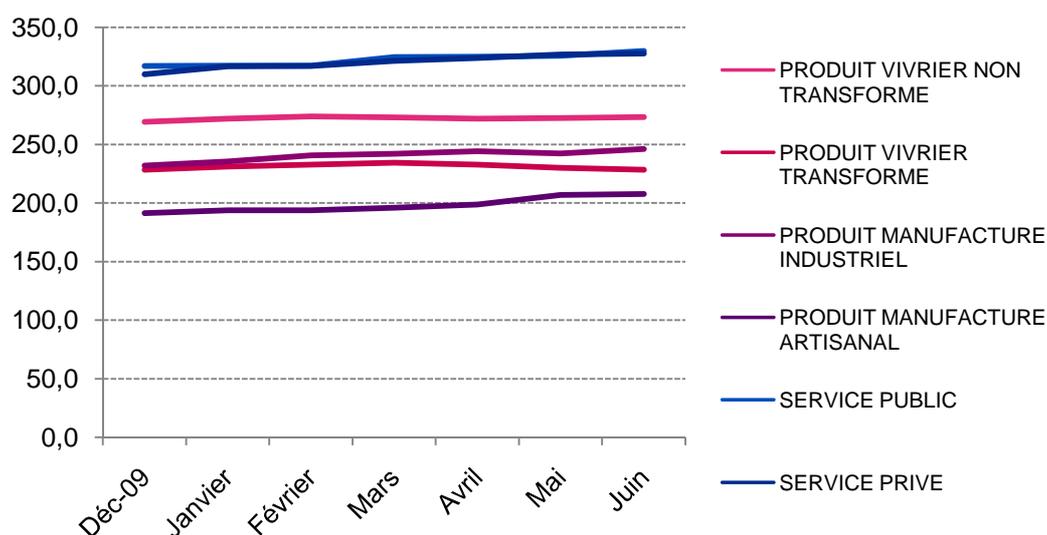
Après une stabilité de l'IPC des produits manufacturés artisanaux entre janvier et février, il a enregistré une hausse successive de mars en juin avec un taux plus ou moins stable. Pour le service public et privé, l'IPC était encore stable entre janvier et février 2010, par contre, une augmentation de l'ordre de 7 points a été enregistrée au niveau du service public en mars et de 4 points pour le service privé. C'est en juin qu'une nouvelle hausse remarquable s'est manifestée au niveau de l'IPC de ces deux produits.

Tableau XV : Evolution de l'IPC depuis décembre 2009 par secteur de production

	Déc-09	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
PRODUIT VIVRIER NON TRANSFORME	269,3	272,0	273,9	273,2	272,0	272,5	273,4
PRODUIT VIVRIER TRANSFORME	228,5	231,0	232,6	234,2	232,6	230,1	228,4
PRODUIT MANUFACTURE INDUSTRIEL	231,8	235,4	240,7	242,1	244,1	242,2	246,1
PRODUIT MANUFACTURE ARTISANAL	191,2	193,8	193,8	195,8	198,7	206,9	207,7
SERVICE PUBLIC	316,9	317,1	317,1	324,5	324,8	325,6	329,6
SERVICE PRIVE	309,7	316,6	316,8	321,1	323,6	326,8	327,5

Sources : INSTAT/DSM/SPC, 2010

Graphique XXIX : Evolution de l'IPC par secteur de production depuis décembre 2009



Sources : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau XV ci-dessus

III-1-5- TENDANCE DE L'IPC DE QUELQUES PRODUITS EN 2010

Les PPN, le riz et l'énergie font partie des produits stratégiques, d'où la nécessité de voir la tendance de leurs IPC par rapport à l'indice global au cours du premier semestre 2010.

Pour les PPN, on a enregistré une hausse continue de leur IPC entre janvier et mars, puis, une baisse successive s'est manifestée jusqu'au mois de juin. Cette tendance est identique à celui du riz et ce produit figure aussi dans la liste des PPN. Il convient à signaler que le riz est le produit le plus pondéreux dans le panier de consommation des ménages. Cette tendance explique donc la stabilité de l'indice général des prix à partir du mois d'avril 2010 jusqu'au mois de juin.

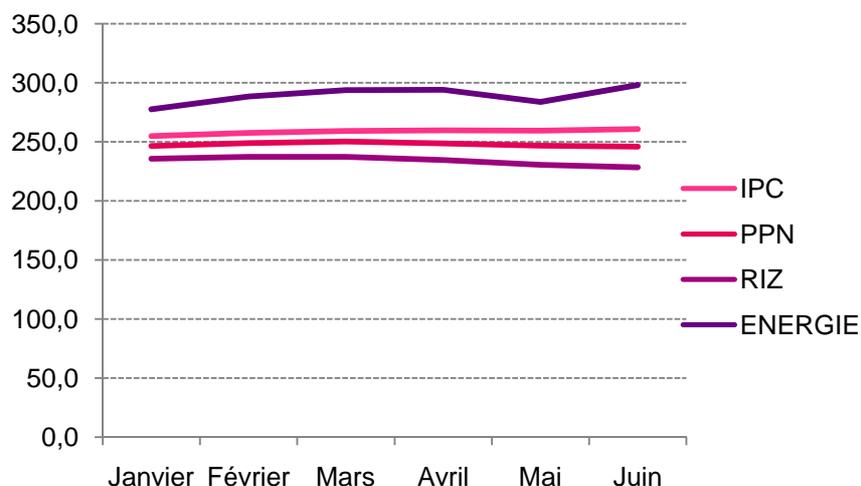
Quant à l'énergie, une forte hausse successive de son IPC s'est affichée entre janvier et mars 2010, puis, une baisse significative s'est apparue en mai suivie d'une forte hausse à nouveau au mois de juin. Cette tendance risque de provoquer une nouvelle hausse significative de l'IPC même si les PPN et le riz restent stables par effet d'entraînement.

Tableau XVI : Evolution de l'IPC de quelques produits depuis janvier 2010

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
IPC	254,7	257,4	259,1	259,7	259,3	260,8
PPN	246,4	248,9	250,1	248,6	246,6	245,9
RIZ	235,6	237,0	237,1	234,4	230,5	228,3
ENERGIE	277,6	288,2	293,6	294,0	283,7	297,9

Sources : INSTAT/DSM/SPC, 2010

Graphique XXX : Evolution de l'IPC de quelques produits depuis décembre 2009



Sources : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau XVI ci-dessus

III-1-6- TENDANCE DE L'IPC PAR PROVINCE EN 2010

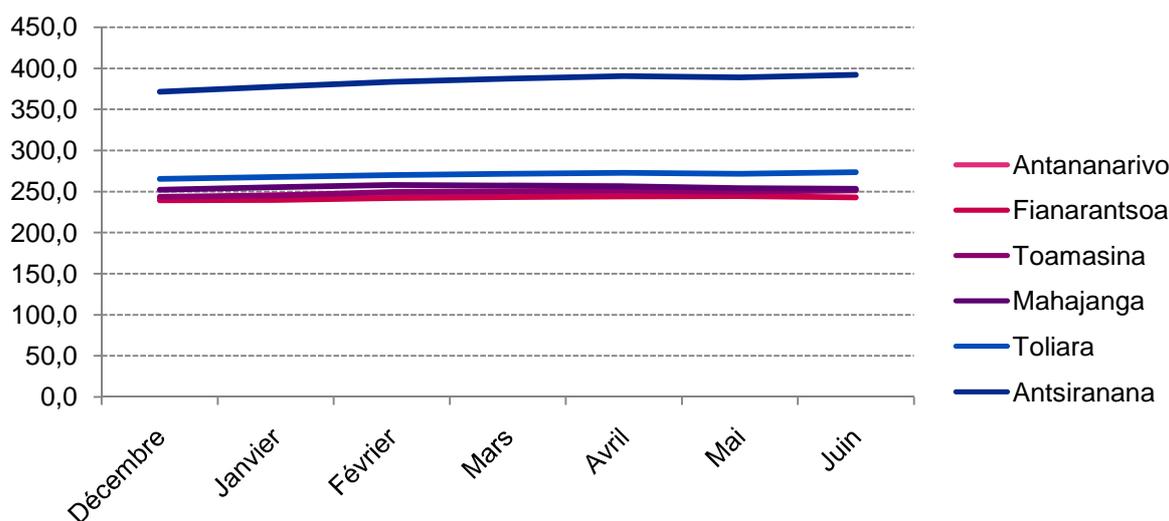
Par rapport à l'année de base pour le calcul de l'IPC, on constate que le coût de la vie est plus élevé dans la province d'Antsiranana, puis Toliara se trouve en deuxième position et Mahajanga après. Quant au coût de la vie le plus faible, il correspond à la province de Fianarantsoa.

Au niveau de la tendance de l'IPC au premier semestre 2010, elle est presque identique pour les six provinces de Madagascar et suit l'allure de l'indice général. On s'aperçoit que la hausse de l'IPC en juin était plus forte dans la province de Toliara et Antsiranana, par contre, la province de Fianarantsoa a connu une baisse de son IPC au cours de ce mois.

Tableau XVII : Evolution de l'IPC par province depuis décembre 2009

	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Antananarivo	241,7	245,5	247,9	249,7	250,2	250,1	251,9
Fianarantsoa	239,1	239,7	242,1	243,0	244,1	244,4	242,8
Toamasina	243,5	245,2	249,4	250,2	251,2	250,0	251,5
Mahajanga	252,0	254,9	257,8	257,2	256,2	254,1	253,3
Toliara	265,4	267,9	269,9	271,7	272,7	271,7	273,6
Antsiranana	371,4	377,6	383,4	387,0	390,1	388,9	391,8

Sources : INSTAT/DSM/SPC, 2010

Graphique XXXI : Evolution de l'IPC par province depuis décembre 2009

Sources : Etabli par nos propres soins sur la base des données du tableau XVII ci-dessus

III-2- PERSPECTIVES DE L'EVOLUTION DE L'INFLATION

III-2-1- LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ACTUELLE¹

II-2-1-1- La conjoncture internationale

Reprise de la croissance économique mondiale grâce à la forte croissance des pays émergents et en développement (Chine -Inde), laquelle est soutenue par la progression de la production industrielle et l'essor du commerce mondial. Ce qui conduit à une révision à la hausse des prévisions du Fonds monétaire international de la croissance mondiale pour l'année 2010, de 4,21% contre 3,9% prévu initialement et contre 0,6% une année auparavant ;

Accroissement du taux d'inflation dans les pays industrialisés au cours du premier trimestre 2010 par rapport à la même période en 2009;

Volatilité des prix des produits de base avec une régression de la plupart des prix des produits alimentaires et une tendance à la hausse des cours de plusieurs matières premières industrielles ; Le taux d'inflation mondial est évalué à 3,67% pour 2010 contre 2,44% un an auparavant.

Tableau XVIII : Evolution de l'inflation mondiale

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Inflation mondiale	4.55	4.26	3.54	3.72	3.58	3.76	3.70	4.01	5.97	2.44	3.67

Source : International Monetary Found, World Economic OutlookDatabase, Avril 2010

En mars 2010, le taux d'inflation a augmenté dans certains pays comme les USA, la Zone Euro et la France. Il a atteint 2,31% aux Etats-Unis contre 2,14% un mois auparavant ; 1,44% dans la Zone Euro contre 0,91% le mois précédent et 1,58% en France contre 1,35% un mois plus tôt. En Inde, il s'est stabilisé à 14,86% sur les deux derniers mois successifs alors qu'en Chine, il a baisse de 0,55 point (5,11% en mars 2010).

Tableau XIX : Evolution de l'inflation mondiale en glissement annuel

	déc-09	janv-10	févr-10	mars-10	T1 09	T2 09	T3 09	T4 09	T1 10
USA	2,72	2,63	2,14	2,31	-0,04	-1,15	-1,62	1,44	2,36
Zone Euro	0,93	0,99	0,91	1,44	0,96	0,18	-0,38	0,43	1,11
France	0,91	1,10	1,35	1,58	0,63	-0,21	-0,42	0,37	1,34
Chine	1,90	1,50	2,10	nd	-0,61	-1,50	-1,34	0,67	nd
Inde	14,97	16,22	14,86	14,86	9,36	8,87	11,75	13,32	15,32
Afrique du Sud	6,33	6,21	5,66	5,11	8,41	7,75	6,41	6,03	5,65

Source : OCDE

¹ Direction Générale de l'Economie, Service des Etudes et de la Modélisation Economique, Conjoncture économique 1^{er} trimestre 2010

Baisse du taux de change de l'euro, notamment vis-à-vis du dollar, en raison de la crise d'endettement public de la Grèce;

II-2-1-2- La conjoncture nationale

Hausse de 3,2% du niveau de l'inflation au cours du premier trimestre de l'année 2010 ; déficit de 36,1 millions de DTS de la balance des paiements expliqué par l'importance du déficit des transactions courantes s'élevant à 321,3 Millions de DTS. Toutefois, ce déficit a connu une réduction de 38,68% par rapport au premier trimestre de l'année 2009,

- Dépréciation de 2,18% par rapport à l'euro et de 10,17% au dollar américain par rapport de décembre 2009 à mars 2010 ; et de 14,78% par rapport à l'euro et de 10,15% par rapport au dollar américain entre mars 2009 et mars 2010.
- Niveaux d'activités bien au-dessous de ceux observés avant la crise :
 - ✓ Baisse simultanée des exportations (-5,5%) et des importations (-5,6%) en glissement annuel,
 - ✓ Faible croissance des crédits à l'économie (2.92%) et élévation de l'endettement de l'Etat auprès du système bancaire (hausse de 8,68 milliards d'Ar par rapport à décembre 2009) ;
- Amélioration des recettes fiscales de 15,6% par rapport à la situation du premier trimestre 2009 et baisse des dépenses de 21% se sont soldées par un excédent budgétaire de 52,2 milliards d'edam
- En ce qui concerne le secteur réel, dynamisme de certaines branches d'activités économiques (reprises des transports de marchandises, bonne tenue des activités minières, bonne performance des industries de boisson et alimentaire) ; stagnation ou fléchissement des autres branches entre autres des secteurs tournés vers les marchés extérieurs (tourisme, textile) et ceux associés au financement extérieur comme la construction des BTP et les services rendus aux entreprises.

III-2-2- LES GRANDS INVESTISSEMENTS

L'objectif de cette sous section est de voir les effets possibles de ces grands projets sur l'inflation. Parmi ces investissements, on peut citer celui du QMM¹ à Fort Dauphin et du Projet Ambatovy² à Toamasina. Prenons ici le cas du Projet Ambatovy.

¹ Extraction d'ilménites

² Extraction de nickel et cobalt par la société Dynatec Madagascar SA qui sera en phase d'exploitation pour l'année 2011 après 4 années de constructions.

L'analyse macroéconomique de l'ensemble du projet fournit la meilleure vue d'ensemble des retombées économiques. Celles-ci proviendront de trois principaux secteurs d'activité :

- les investissements directs du projet
- une consommation accrue de la part des travailleurs ayant des emplois directs et indirects dépendant du projet
- l'affectation, par le gouvernement, des revenus supplémentaires générés par le projet.

Pendant le cycle de vie de 30 ans du projet, 3,2 milliards \$US (plus de 100 millions \$US par an) seront investis à Madagascar en achats locaux.

On prévoit que le projet Ambatovy :

- augmente l'investissement local en capital à Madagascar de plus de 1,3 milliards \$ US (sur 30 ans), ou 45 millions \$ US par an, et crée 1400 à 2000 emplois directs pour la main-d'œuvre locale, au cours de la durée de vie du projet

- génère plus de 80 millions \$US sur 30 ans, ou approximativement 2,8 millions \$US de revenus annuels et 4600 emplois indirects, dans d'autres secteurs, par l'intermédiaire de dépenses locales relatives au projet

- entraîne la création d'environ 2800 emplois dans d'autres secteurs pour satisfaire les demandes connexes aux dépenses accrues de la part des consommateurs.

- contribue, approximativement, pour 25 millions \$ US/an aux recettes du gouvernement, dont quelque 50 % pourrait être utilisé pour créer des emplois indirects supplémentaires.

Bref, ces effets favorisent la croissance économique et réduit le chômage, par contre ils peuvent être inflationnistes à cause de l'excès de liquidités monétaires, de l'augmentation de la demande globale.

III-2-3- LE CLIMAT SOCIOPOLITIQUE

Actuellement, Madagascar ne trouve pas encore la stabilité politique et toujours dans la transition. C'est pendant cette période qu'on doit profiter de mettre en place un environnement sociopolitique stable pour éviter la répétition des événements comme en 1991, 2002 et 2009.

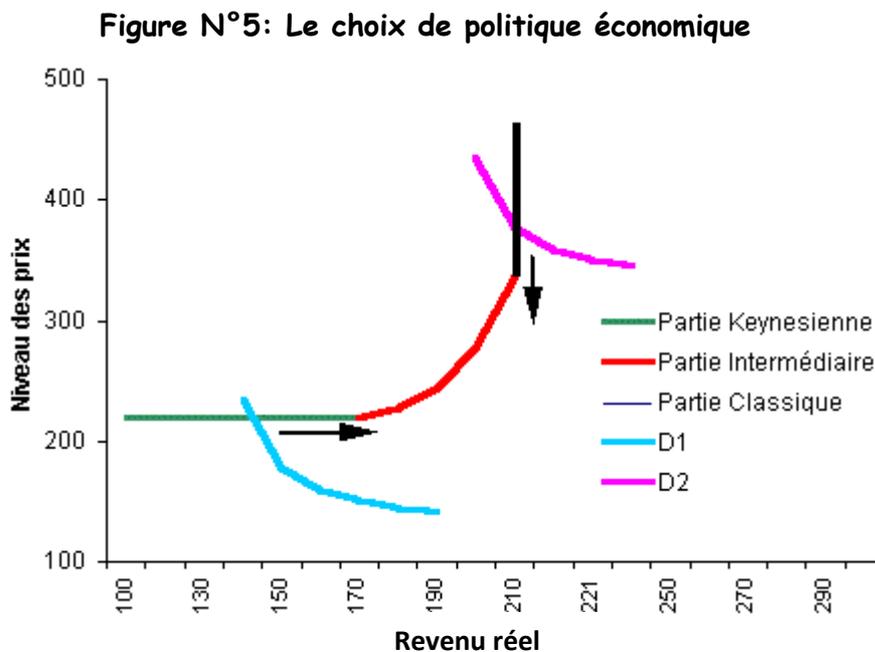
La quatrième république doit être constituée par un climat sociopolitique stable afin de pouvoir relancer l'investissement et accroître la production dans les différents secteurs. La

politique économique qu'on doit appliquer durant cette période sera une politique de relance avec prudence en contrôlant les liquidités monétaires pour éviter une politique inflationniste.

III-3- RECOMMANDATIONS

III-3-1- LE CHOIX DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Quand l'intersection de la demande globale et de l'offre globale se produit dans la partie horizontale Keynésienne, il y a récession et chômage excessif : la politique gouvernementale recommandée consiste à stimuler la demande globale. Quand l'intersection est dans la partie verticale classique, il y a inflation : la politique gouvernementale recommandée consiste à contracter la demande globale



Source : John PETROFF, PRECIS DE MACROECONOMIE, Paris 2002, p-44

III-3-2- AU NIVEAU DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Pour la politique monétaire, on a remarqué que plusieurs efforts ont été déjà effectués par la Banque Centrale de Madagascar. La manipulation du taux directeur respecte bien la conjoncture économique.

III-3-3- AU NIVEAU DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

En ce qui concerne la politique budgétaire, le déficit budgétaire chronique à Madagascar est l'une des causes de l'inflation. C'est au niveau de recouvrement fiscal que

l'Etat doit effectuer beaucoup d'effort pour qu'il puisse financer ses dépenses. Dans ce cas, il n'y a pas de risque de pression inflationniste. Par contre, chaque mesure fiscale doit être prudente pour éviter une répercussion négative sur les prix. Si la pression est trop forte, les prix vont s'envoler.

III-3-3- AUTRES MESURES

III-3-3-1- Augmentation de la production agricole

Pendant la Journée Africaine de la Statistique (JAS) en 2008, la Commission Economique pour l'Afrique a choisi comme thème : « *Défis de la hausse des prix des denrées alimentaires et du développement agricole en Afrique* »¹. Ce qui nous montre que le développement agricole est très motivé actuellement en Afrique pour surmonter la menace de la crise alimentaire mondiale. Comme Madagascar est un pays Africain à vocation agricole, l'insuffisance de la production agricole et le problème d'enclavement de certaines zones rurales sont les principales sources de la hausse des prix des denrées alimentaires. La plupart des producteurs pratiquent encore l'*agriculture de subsistance*². Ce comportement rend insuffisant les produits destinés sur le marché et fait augmenter les prix.

III-3-3-2- Politique de régulation sur le marché

III-3-3-2-1- Au niveau de l'offre

Cette politique vise à réduire l'efficacité du comportement des offreurs et demandeurs sur la hausse des prix à la consommation.

Du côté des offreurs, l'Etat doit intervenir d'une manière permanente en essayant de mettre en place une base des données très importante rassemblant les informations concernant le marché, surtout la disponibilité de quelques produits stratégiques comme le riz, le carburant et les PPN. L'intervention consiste en une suivie permanente de la quantité des produits qui circulent dans chaque marché ainsi que le circuit de chaque produit dès la phase de production.

III-3-3-2-2- Au niveau de la demande

Il ne s'agit pas ici d'une politique monétaire visant la demande globale par l'intermédiaire de la quantité des monnaies en circulation mais une politique d'intervention directe en contrôlant la quantité demandée pour les produits stratégiques comme le riz et les

¹ INSTAT, Journée Africaine de la Statistique 2008, les points saillants, Mars 2009

² Destinée à satisfaire seulement les besoins essentiels mais non pas sur le marché.

carburants. Il est donc nécessaire également d'avoir une base des données sur la demande de ces produits afin de pouvoir suivre son évolution et de prévoir une flambée de leurs prix.

III-3-3-2- Lutter contre l'inflation masquée

A Madagascar, malgré les réglementations en vigueur, nombreux sont les biens et services vendus avec des unités non standard ou sans une norme de qualité.¹ Il en est ainsi des produits vendus en tas ou des services dont la qualité varie selon les conjonctures. Une variation masquée des prix se traduit par un prix affiché fixe mais une variation de la quantité ou de la qualité correspondante. Elle peut aussi bien être une baisse ou une hausse du prix effectif.

Prenons deux exemples pour l'illustration:

- Pour une quelconque raison, les prix d'un tas de feuilles de manioc restent inchangés mais c'est le poids de ce même tas qui varie selon la saison.
- Si une nouvelle réglementation exige que l'on améliore la qualité des services de transport en commun, cela veut dire qu'au même tarif, le prix effectif de ce service a diminué.

L'Etat doit alors redynamiser les réglementations sur le commerce et inciter les commerçants à utiliser des unités standards et doit aussi en même temps contrôler ces unités pour protéger les consommateurs contre les coups de balance par exemple.

III-3-3-3- Renforcement des activités de l'ODR

III-3-3-3-1- Genèse de l'initiative

Système d'information né par suite de la crise du marché du riz en 2004 à Madagascar, après sollicitation du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche auprès des partenaires internationaux (BM, PAM, FAO) sur plusieurs aspects de la problématique rizicole. Observatoire fonctionnel depuis novembre 2005

III-3-3-3-2- Objectifs

- Mise en place d'un Système d'Information sur le Marché du riz au niveau de 116/118 districts et des 22/22 régions.
- Diffusion et publication d'informations
- Élaboration de fiches techniques concernant la filière riz sur des thèmes particuliers.

Collecte d'informations macro-économiques

¹ INSTAT, op. cit, p-3

CHAMP COUVERT: qu'est-ce qui est observé et pourquoi?

- On observe principalement « le riz »
- Raisons : le riz est la base de l'alimentation des Malagasy et est à la fois un produit à fin sociale, économique et politique

Quelles articulations entre les échelles locale/régionale/globale

- Mise en place de 111 informateurs de base au niveau District
- Centralisation des informations au niveau régional, assurée par le GTDR (Groupement de Travail pour le Développement Rural: une structure d'harmonisation et de programmation de toutes interventions en milieu rural)
- Traitement et analyse d'information par l'équipe centrale

Quels produits

- **Information hebdomadaire** sur l'évolution des prix pour tout public, diffusé par un système de mailing-list
- **Information mensuelle** sur l'évolution du marché mondial, fret maritime, taux de change, importation, prévision météo... pour tout public
- **Organisation de différentes réunions de concertation:** ateliers, rencontres pour développer le partenariat public-privé
- **Note de conjoncture pour les décideurs**
- **Émissions radiophoniques**

Quelles difficultés et comment sont-elles résolues

- Interprétations subjectives des informations par les médias (tendances politiques)
 - Déclaration officielle dans des journaux spéciaux
- Informations douteuses:
 - recoupement
- Estimation des productions, des stocks
 - Collaboration avec le Ministère du Commerce et le Ministère de l'Agriculture

CONCLUSION

L'inflation est un sujet très complexe d'où les différents débats entre de nombreux économistes keynésiens et classiques. Nous avons constaté que ce phénomène peut être classé en plusieurs catégories selon l'intensité de la hausse des prix, selon la conjoncture et selon sa source. Cette dernière peut être de l'excès de la demande globale, soit de l'augmentation des coûts de production, soit d'un excès de liquidités monétaires ou enfin des différentes structures économiques, démographiques, environnementales.

L'indice des prix à la consommation est l'instrument le plus adéquat pour suivre l'évolution de ce phénomène car cet indicateur est disponible mensuellement et représente le coût de la vie.

Du point de vue théorique, on peut établir une relation inverse entre le taux d'inflation et le taux de chômage selon l'étude effectuée par l'économiste Alban Phillips en 1958 et cette relation représente la courbe de Phillips qui a été déstabilisée par la politique des pouvoirs publics et se transformant en une droite verticale, ou nuage des points vers le haut ou aussi en une spirale.

Même si elle présente quelques avantages comme la hausse des profits des producteurs et l'allègement des dettes pour les emprunteurs par l'effet de levier, ses effets sont encore plus mauvais sur l'économie nationale ainsi que sur la relation extérieure.

La croissance économique était encore faible à Madagascar depuis l'année 2005 et elle était même négative en 2009 à cause de la crise durant cette année. Au niveau des finances publiques, on a constaté une stagnation des recettes publiques conjuguée avec une augmentation successive des dépenses, d'où l'aggravation du déficit budgétaire qui n'est qu'inflationniste. En ce qui concerne la masse monétaire, sa croissance était plus significative en 2006 et 2007 dépassant la barre de 20%. Quant au commerce extérieur, l'allure des importations et exportations est identique mais l'exportation reste toujours largement inférieure à l'importation, c'est la raison pour laquelle notre balance commerciale reste toujours déficitaire.

De 1988 à 2003, l'inflation à Madagascar a connu deux périodes d'hyperinflation. La première est celle qui a suivi la mise en place du flottement de la monnaie nationale sur le

marché interbancaire des devises. La dévaluation du Fmg qui s'ensuivait a causé une hausse des prix des biens de consommation importés et des intrants importés.

Le riz, les PPN et l'énergie influencent beaucoup l'évolution de l'ensemble des prix depuis l'année 2005 selon l'analyse que nous avons effectué. Selon la fonction des produits, c'est l'IPC des produits alimentaires qui a beaucoup de corrélation avec l'indice général des prix.

Plusieurs facteurs se trouvent à l'origine de l'inflation à Madagascar : le déséquilibre de long terme ; le marché de type monopolistique et oligopolistique (offreurs mieux organisés contre consommateurs éparpillés) ; la dépréciation de la monnaie (causalité dans les 2 sens, année 1994, 2004) ; l'effet cliquet (pas de baisse lorsque l'évolution de la principale cause s'inverse) ; la hausse autoentretenu (par le coût, effet d'annonce, spéculation, anticipation...) ; la forte inflation en cas de crise politique ou économique (1991, 2002) et enfin l'inflation importée (cas du carburant).

Au niveau des impacts de l'inflation à Madagascar, elle freine la croissance économique et chaque période de forte inflation est toujours accompagnée d'une décroissance économique. Aussi, ce phénomène accentue la pauvreté des ménages par la baisse de leur pouvoir d'achat.

Pour la politique monétaire, elle a été appliquée avec prudence depuis 2005 en utilisant exclusivement les instruments indirects. Au cours du mois de juin 2010, le niveau global des prix a tendance à se stabiliser, par contre, le contexte international et national actuel risque de provoquer des tensions inflationnistes comme la tendance de la croissance économique mondiale, la persistance de la crise politique et l'impact des grands projets d'investissement.

C'est pourquoi, nous suggérons plusieurs mesures autres que monétaires comme la politique de régulation sur le marché des biens et services et concernant surtout les produits stratégiques comme le riz, l'énergie. Par conséquent, l'activité de l'ODR doit être bien soutenue afin de pouvoir réduire la fluctuation du prix du riz qui est l'aliment de base à Madagascar.

Enfin, toute politique de lutte contre l'inflation doit être basée sur l'augmentation de la production agricole, surtout le riz et cette politique nous aidera en même temps à lutter contre la menace de la crise alimentaire mondiale. Il est aussi nécessaire de voir de près le

problème de changement climatique qui risque de déstabiliser la production agricole et engendrera enfin à un renchérissement des denrées alimentaires se répercutant sur l'inflation nationale.

BIBLIOGRAPHIES

OUVRAGES GENERAUX

- BARRE (Raymond) et FONTANEL (Jacques), Principe de Politique économique, Ed. Presse Universitaire de Grenoble, 1991, 145 pages.
- BARRE (Raymond), Economie politique, tome 2, Ed. Presse Universitaire de France, Coll. Thémis, Paris 1978, 888 pages.
- BARRO (Robert J.), La macroéconomie, Armand Colin, Paris, 1987, 68 pages.
- BASSONI (Marc) et BEITONE (Alain), Monnaie, théories et politiques, Ed. Dalloz, Sirey 1997, 251 pages.
- BENISSAD (M.E), Essais d'analyse monétaire, avec référence à l'expérience algérienne, Ed. Office des publications universitaires, Alger, 1975, 193 pages.
- BESNARD (Denis) et REDON (Michel), La monnaie, politique et institutions, Ed. Dunod, Coll. Economie « module », France 1987, 230 pages.
- BEZBAKH (Pierre), Inflation et désinflation, Ed. La découverte, Coll. Repères, Paris 1988, 126 pages.
- BEZIADE (Monique), Ed. La monnaie, Masson, 1986, 461 pages.
- BITARD (M) et MALO (B), Economie Générale, Ed. Fernand Nathan, France, Coll. Bernard Martory, 1982, 159 pages.
- BOURSIN (Jean Louis), Indices de prix, Ed. Presses Universitaires de France, Paris 1979, 127 pages.
- BOUVIER (Georges Yves) et GAUBERT (Philippe), Offre de monnaie, politique monétaire, Analyse du cas français depuis 1965, Ed. Presses Universitaires de France, Paris II, 1976, 137 pages.
- BREMOND (Janine) et al, Sciences économiques et sociales, Ed. Hatier, Paris 1988, 543 pages.
- BREMOND (Janine) et GELEDAN (Alain), Dictionnaire des théories et mécanismes économiques, Ed. Hatier, Coll. J.BREMOND, Paris 1984, 475 pages.
- BRUNEEL (Didier), La monnaie, Ed. L'organisation, Paris 1992, 331 pages.
- CADOT (Olivier) Economie du développement, 1999-2000, 16 pages
- CHAINEAU (André), Monnaie et équilibre économique, Armand Colin, Paris 1971.
- CLERC (Denis), Déchiffrer l'économie, Ed Syros, France 1996, 427 pages.
- DE MORGUES (Michelle), Economie monétaire I, Institutions et mécanismes, Ed Dalloz, Paris 1974, 125 pages.
- FISTOUSSI (Jean Paul), Inflation, équilibre et chômage, Ed. Cujas, Paris 1973, 294 pages.

- FLAMANT (Maurice), L'inflation, Ed. Presse Universitaire de France, Paris 1971, 125 pages, Coll. Que sais-je ?
- FLOUZAT (Denise), Economie contemporaine, tome 3, Croissance, crise et stratégies économiques, Ed. Presse Universitaire de France, 1991, 660 pages, Coll. THEMIS.
- GALAVIELLE (Christine), Le rôle des monnaies dans l'économie mondiale, Ed. l'Harmattan, Coll. Logiques Economiques, Paris 1991, 220 pages.
- HAIRAUT (Jean-Olivier) dir, Analyse macroéconomique, Ed. La découverte, Coll. Repère, Paris 2000, 443 pages.
- HENIN (Pierre-Yves), L'équilibre macroéconomique, Ed. Economica, Paris 1995.
- JACOUD (Gilles), La monnaie dans l'économie, Ed. Nathan, Coll. Dirigée par Jean-Marie ALBERTINI et Yves CROZET, Paris 1994, 239 pages.
- KEYNES (John Maynard), Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Ed Payot, 1969, 387 pages.
- MARCHAL (Jean) et LECAILLON (Jacques), Les flux monétaires, histoire des théories monétaires, Ed. Cujas, Coll. Initiation, sl.1967, 409 pages.
- MONTIGNY (Gilles), Analyse économique et historique, Ed. Marketing S.A., Paris 1998, 256 pages.
- MONTOUSSE (Marc), Théories économiques, Ed. Bréal 1999, 253 pages.
- NIKITINE (S) et al, L'inflation, sources, causes, contradictions, Ed du progrès, Mouscou 1984, 268 pages.
- PASCALLON (Pierre), Théorie monétaire, Ed. de l'épargne, Paris 1985, 572 pages
- PATAT (Jean-Pierre), Monnaie, institutions financières et politique monétaire, Ed. Economica, Coll. Economie et statistiques avancées, Paris 1993, 492 pages.
- PERROT (Claude), L'inflation, Ed. Bréal, Coll. Histoire et géographie économique, 1984, 134 pages.
- RUDLOFF (Marcel), Economie monétaire nationale et développement, Ed. Cujas, Paris, sd, 567 pages.
- RYELANDT (Bernard), L'inflation en pays sous développé, Ed Mouton, Paris 1970, 432 pages.
- SALAMA (Pierre) et VALIER (Jacques), L'économie gangrenée, essai sur l'hyperinflation, Ed. La découverte, Paris 1990, 220 pages.
- SILEM (Ahmed) et ALBERTINI (Jean-Marie), Economie, Lexique, Ed. Dalloz, Paris 1995, 574 pages.
- VALIER (Jacques), Inflation rampante dans les pays de capitalisme évolué, Ed. Cujas, Paris 1968, 320 pages.
- VIAU (A) et ALBERTINI (Jean-Marie), L'inflation, Ed. Ouvrières/Seuil, 1975, 159 pages.
- VOLKOV (M), Economie politique, Dictionnaire, Ed du progrès, Mouscou 1983, 468 pages.

REVUES, PERIODIQUES ET SUPPORT DE COURS

- AMADOU (Toure), L'inflation, L'écho universitaire, N° spécial, 16 pages.
- BCM et INSTAT, Economie de Madagascar, Revue N°1, Décembre 1996, 277 pages.
- BCM et INSTAT, Le comportement des ménages face à la pauvreté : consommation, emploi, éducation, santé, Economie de Madagascar, Revue N°4 décembre 1999, 294 pages.
- BCM et INSTAT, Perspectives macroéconomiques et politiques publiques : la question fiscale. Economie de Madagascar, Revue N°3, octobre 1998, 283 pages.
- BCM, Bulletin d'information et de statistiques de 2005 à 2010.
- BCM (Direction des études), Contribution à l'analyse de la formation des prix à Madagascar, 17 pages.
- BCM, Rapport annuel, 2005 – 2009.
- Cours de Mr DIEMER, Economie générale, IUFM AUVERGNE, 20 pages
- Direction Générale de l'Economie, Rapport économique et financier de 2005 à 2009.
- INSTAT, Enquête Démographique et de Santé, 2008-2009, 444 pages
- INSTAT, Journée Africaine de la Statistique 2008, les points saillants, Mars 2009.
- INSTAT, Nouveaux Indices des Prix à la Consommation, 2005 à 2010.
- INSTAT, Recensement Général de la Population et de l'Habitat, volume 2 : Rapport d'analyse tome III (Projections et perspectives démographiques), janvier 1997.
- INSTAT, Tableau de bord social.
- MADIO, L'emploi, le chômage et les conditions de vie des ménages dans les sept grandes villes de Madagascar, second trimestre 2000.
- Omar BELKHEIRI, Support de cours Economie monétaire et financière, UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI, 2006-2007, 29 pages.

MEMOIRES DE MAITRISE

- ANDRIANTIANA (Jacques Ulrich), La mise en œuvre de la politique monétaire par la Banque Centrale de Madagascar, mémoire de maîtrise es sciences économiques, 97 pages.
- HATOZOMILA (Eric Alfred), Analyse macroéconomique de l'inflation à Madagascar entre 1993 et 2002, mémoire de maîtrise es sciences économiques, 113 pages.
- RAFANOMEZANTSOA (Solo), Rôle et attribution de la Banque Centrale de Madagascar à la gestion des instruments de la politique monétaire, mémoire de maîtrise es sciences économiques, 87 pages.

- RAJAMARISON (Lazanoe Nomenjanahary), Analyse de l'économie de Madagascar. Cas de la stagflation, mémoire de maîtrise es sciences économiques, 189 pages.

SITES WEB

www.bcm.mg

www.doingbusiness.org

www.fr.wikipedia.org

www.ladocumentationfrancaise.fr

www.instat.mg

www.mfb.gov

www.peoi.org

ANNEXES

ANNEXE I : EVOLUTION DES IMPORTATIONS

(Valeur en millions de DTS, Volume en milliers de tonnes, Prix en DTS par Kg sauf indication contraire)

Rubriques / Années		2006	2007	2008	2009
ALIMENTATION	Valeur	58,4	84,1	78,8	100,7
	Poids (en tonnes)	222 287,0	288 190,2	174 893,4	293 339,1
	<i>Prix Unitaire</i> (DTS par tonne)	262,5	291,9	450,3	343,4
Dont RIZ	Valeur	27,6	44,6	37,6	30,9
	Poids (en tonnes)	137 018,1	207 792,1	125 398,5	109 469,9
	<i>Prix Unitaire</i> (DTS par tonne)	201,1	214,6	299,6	281,9
Autres	Valeur	30,8	39,5	41,2	69,9
	Poids (en tonnes)	85 268,9	80 398,0	49 494,9	183 869,2
	<i>Prix Unitaire</i> (DTS par tonne)	361,2	491,6	832,3	380,0
ENERGIE	Valeur	228,1	252,9	365,9	202,3
	Poids (en TM)	540 105,9	564 285,9	615 127,7	530 363,6
	<i>Prix Unitaire</i>	422,4	448,2	594,9	381,4
EQUIPEMENT	Valeur	158,3	324,0	665,7	848,4
	Poids	55,7	92,3	212,5	123,8
	<i>Prix Unitaire</i>	Z8	3,5	3,1	6,9
MATIERES PREMIERES	Valeur	191,9	247,2	404,8	280,1
	Poids	704,6	798,7	1 043,2	817,4
	<i>Prix Unitaire</i>	0,3	0,3	0,4	0,3
BIENS DE CONSOMMATION	Valeur	162,6	197,9	223,0	251,5
	Poids	100,5	130,0	171,9	128,9
	<i>Prix Unitaire</i>	1,6	1,5	1,3	2,0
AUTRES REGIMES DOUANIERS	Valeur	149,3	267,3	333,9	94,6
	Poids	206,6	267,1	156,1	39,1
	<i>Prix Unitaire</i>	0,7	1,0	2,1	2,4
ZONE FRANCHE	Valeur	277,1	348,2	320,7	234,4
	Poids	96,3	110,2	143,2	68,1
	<i>Prix Unitaire</i>	2,9	3,2	2,2	3,4
TOTAL CAF	Valeur	1 225,8	1 721,6	2 392,7	2 012,0
TOTAL FOB	Valeur	1 041,9	1 463,3	2 033,8	1 710,2

Source : BCM, rapport annuel 2006 -2009

ANNEXE II : EVOLUTION DES EXPORTATIONS

(Valeur en millions de DTS, Volume en milliers de tonnes, Prix en DTS par Kg sauf indication contraire)

Rubriques / Années		2006	2007	2008	2009
Café vert	Valeur	9,4	11,3	9,1	1,6
Volume		11,8	10,7	7,5	1,9
Prix unitaire		0,8	1,1	1,2	0,8
Vanille	Valeur	32,2	36,1	30,6	28,2
Volume		1,7	3,1	2,1	2
Prix unitaire		19,1	11,8	14,3	13,9
Girofle	Valeur	18,3	24,1	18,8	31,8
Volume		10,5	13,6	8,3	15,7
Prix unitaire		1,7	1,8	2,3	2
Poivre	Valeur	2,6	2,6	2,2	2,5
Volume		2	1,4	1,2	1,6
Prix unitaire		1,3	1,8	1,8	1,5
Crevettes	Valeur	34,5	25,6	17,8	16,9
Volume		6,1	4,6	3,3	3,5
Prix unitaire		5,6	5,5	5,4	4,9
Sucre	Valeur	4	2,4	4,4	12
Volume		10,1	5,5	10,4	32,9
Prix unitaire		0,4	0,4	0,4	0,4
Cacao en fèves	Valeur	9,2	12,7	10,3	9,6
Volume		5,4	5	6,4	9,8
Prix unitaire		1,7	2,6	1,6	1
Tissus de coton	Valeur	0,1	0	0	0
Volume		0	0	0	0
Prix unitaire		3,8	3,8	0,7	2,8
Fibres de sisal	Valeur	4,9	1,9	1,3	0,5
Volume		14,5	5,9	4	1,5
Prix unitaire		0,3	0,3	0,3	0,3
Produits pétroliers	Valeur	27,6	35,8	56,2	31,3
Volume		49,6	55,6	68,8	55,6
Prix unitaire		0,6	0,6	0,8	0,6
Minerai de chrome	Valeur	8,9	7,8	21,1	11
Volume		116,3	77,7	112,6	131,8
Prix unitaire		0,1	0,1	0,2	0,1
Graphite	Valeur	1,9	2	2,2	1,8
Volume		5,5	5,4	4,9	3,4
Prix unitaire		0,4	0,4	0,4	0,5
Essence de girofle	Valeur	5	6,2	4,8	6,5
Volume		1,6	1,8	1,3	1,6
Prix unitaire		3	3,5	3,8	4,1
Autres	Valeur	129,2	144,3	110,6	102,8
Volume		197,8	276,1	218,4	129,7
Prix unitaire		0,7	0,5	0,5	0,8
Autres régimes douaniers	Valeur	45,2	41,1	74,7	61,7
Volume		49,5	9,4	8,8	10,9
Prix unitaire		0,9	4,4	8,5	5,7
Exportations de la zone franche	Valeur	324,7	454,9	464,8	357,9
Volume		50,3	62,3	54,6	42,5
Prix unitaire		6,5	7,3	8,5	8,4
TOTAL		657,7	808,6	828,9	676

Source : BCM, rapport annuel 2006 -2009

ANNEXE III : PRODUCTION, IMPORTATION ET DISPONIBILITE EN RIZ

(En milliers de tonnes sauf indications contraires)

	Population 1/ (milliers d'habitants)	Production de Paddy	Stocks d'années)	Importations		Disponibilités en Riz	Disponibilités en Riz
				(Fin nettes (Exports -)			
			(tonnes métriques)			(Kg/personne)	
1961	5 616	1 263	-	-13	672	120	
1962	5 729	1 330	-	-25	697	122	
1963	5 842	1 377	-	-20	727	124	
1964	5 959	1 520	-	-21	805	135	
1965	6 078	1 445	-	60	844	139	
1966	6 200	1 603	-	-5	864	139	
1967	6 342	1 706	-	-36	891	140	
1968	6 487	1 873	-	-64	952	147	
1969	6 636	1 858	-	-9	999	151	
1970	6 788	1 865	-	-48	965	142	
1971	6 943	1 873	-	25	1 042	150	
1972	7 102	1 687	-	23	938	132	
1973	7 265	1 730	-	90	1 028	142	
1974	7 431	1 844	5	122	1 118	150	
1975	7 604	1 972	-	59	1 135	149	
1976	7 803	2 043	5	68	1 171	150	
1977	8 007	2 067	9	93	1 211	151	
1978	8 216	1 922	7	152	1 196	146	
1979	8 431	2 045	-	155	1 272	151	
1980	8 651	2 109	2	176	1 318	152	
1981	8 877	2 012	8	193	1 278	144	
1982	9 109	1 970	138	351	1 290	142	
1983	9 348	2 147	122	185	1 365	146	
1984	9 592	2 131	47	111	1 343	140	
1985	9 843	2 060	-	107	1 409	143	
1986	10 100	2 116	28	162	1 424	141	
1987	10 364	2 178	37	94	1 433	138	
1988	10 635	2 149	13	37	1 385	130	
1989	10 933	2 380	28	89	1 547	141	
1990	11 239	2 420	28	76	1 574	140	
1991	11 554	2 342	30	39	1 525	132	
1992	11 877	2 450	38	59	1 568	132	
1993	12 210	2 550	40	5	1 581	129	
1994	12 576	2 357	53	159	1 605	128	
1995	12 990	2 450	62	123	1 593	123	
1996	13 393	2 500	56	19	1 519	114	
1997	13 803	2 558	-	56	1 663	121	
1998	14 222	2 447	-	58	1 619	114	
1999	14 650	2 570	-	115	1 647	112	
2000	15 085	2 480	...	207	1 698	112	
2001	15 529	2 662	...	158	1 746	112	

Sources : INSTAT/Ministère de l'agriculture

ANNEXE IV : RESUME DE L'INFLATION DE 1987 A 2003

Regroupement	Taux de variation annuelle moyen de (1987 à 2003)	Glissement annuel moyen de fin de période (décembre 1987 à décembre 2003)
Ensemble	14,6	13,2
Par origine:		
Local	14,8	13,7
Semi importé	14,3	12,8
Importés	13,9	12,1
Produits stratégiques:		
Riz	13,1	11,9
Carburant	15,8	13,6
PPN	14,1	13,0
Déterminants:	Déséquilibre de long terme Marchés de type oligopolistique Dévaluation de la monnaie nationale de 1988 et 1994 Hausse autoentretenu Forte inflation en cas de crise politique et/ou de dépréciation de la monnaie nationale	

Source : INSTAT / DSM

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I : Evolution du PIB réel et ses ressources (en milliards d'ariary)	36
Tableau II : Evolution du prix moyen du riz en Ariary	37
Tableau III : Evolution du taux de croissance économique par secteur et l'épargne intérieure (en %)	38
Tableau IV : Evolution des recettes publiques (en milliards d'ariary)	39
Tableau V : Evolution des dépenses publiques (en milliards d'ariary)	43
Tableau VI : Evolution des importations par catégorie de produits (en millions de DTS)	49
Tableau VII : Evolution des exportations par catégorie de produits (en millions de DTS)	52
Tableau VIII : Evolution des IPC par fonction des produits	66
Tableau IX : Variations annuelles des IPC par fonction des produits	67
Tableau X : Evolution des IPC par origine des produits	67
Tableau XI : Evolution du déficit global du trésor et son financement (en milliards d'ariary)	73
Tableau XII : Evolution de l'inflation et la pauvreté en %	80
Tableau XIII : Evolution de l'IPC depuis janvier 2010 par fonction des produits	92
Tableau XIV : Evolution de l'IPC depuis décembre 2009 par origine des produits	93
Tableau XV : Evolution de l'IPC depuis décembre 2009 par secteur de production	94
Tableau XVI : Evolution de l'IPC de quelques produits depuis janvier 2010	95
Tableau XVII : Evolution de l'IPC par province depuis décembre 2009	96
Tableau XVIII : Evolution de l'inflation mondiale	97
Tableau XIX : Evolution de l'inflation mondiale en glissement annuel	97

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique I : Evolution du PIB réel et ses ressources (<i>en milliards d'ariary</i>)	36
Graphique II : Evolution du taux de croissance économique (en %)	39
Graphique III : Evolution des recettes publiques (<i>en milliards d'ariary</i>)	40
Graphique IV : Evolution des dépenses publiques (<i>en milliards d'ariary</i>)	43
Graphique V : Variation annuelle en % de la masse monétaire M3	47
Graphique VI : Evolution des importations FOB en millions de DTS	49
Graphique VII : Evolution des importations par catégorie de produits (en millions de DTS)	50
Graphique VIII : Evolution des exportations FOB en millions de DTS	53
Graphique IX : Evolution des exportations par catégorie de produits (en millions de DTS)	54
Graphique X : Taux d'inflation de 1989 à 2003	59
Graphique XI : Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2004)	60
Graphique XII : Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2005)	60
Graphique XIII : Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2006)	61
Graphique XIV : Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2007)	62
Graphique XV : Evolution des indices des prix à la consommation (base 100 = décembre 2008)	63
Graphique XVI : Evolution annuelle de l'IPC depuis 2005	64
Graphique XVII : Evolution du taux d'inflation depuis 2005	65
Graphique XVIII : Evolution annuelle de l'IPC par origine des produits	66
Graphique XIX : Evolution annuelle de l'IPC par fonction des produits	67
Graphique XX : Evolution annuelle de la population (en milliers) et la production de paddy (en milliers de tonnes)	72
Graphique XXI : Evolution du déficit global du trésor et son financement (en milliards d'ariary)	73
Graphique XXII : Evolution de l'effectif de la population depuis 2002 (en milliers)	74
Graphique XXIII : Evolution de la croissance économique et du PIB par habitant	77
Graphique XXIV : Evolution de la croissance économique et l'inflation	78
Graphique XXV : Evolution de l'inflation et la pauvreté en %	80
Graphique XXVI : Evolution de l'IPC depuis janvier 2010	91
Graphique XXVII : Evolution de l'IPC par fonction des produits depuis janvier 2010	92
Graphique XXVIII : Evolution de l'IPC par origine des produits depuis décembre 2009	93
Graphique XXIX : Evolution de l'IPC par secteur de production depuis décembre 2009	94
Graphique XXX : Evolution de l'IPC de quelques produits depuis décembre 2009	95
Graphique XXXI : Evolution de l'IPC par province depuis décembre 2009	96

LISTE DES FIGURES

Figure N°1: Augmentation de la demande globale _____	17
Figure N°2: Le concept d'écart inflationniste _____	19
Figure N°3: La courbe de Phillips _____	33
Figure N°4: Mouvement de la courbe de Phillips _____	34
Figure N°5: Le choix de politique économique _____	100

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	2
REMERCIEMENTS	3
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	4
METHODOLOGIE	5
INTRODUCTION	6
PREMIERE PARTIE : THEORIES SUR L'INFLATION ET ETAT DES LIEUX	8
CHAPITRE I : L'INFLATION :	10
APPROCHES THEORIQUES	10
I-1- GENERALITES	10
I-1-1- DEFINITIONS ET HISTORIQUE	10
1-1-1-1- Définitions	10
1-1-1-2- Historique	11
I-1-2- TYPOLOGIE	11
I-1-2-1- L'inflation latente ou larvée	11
I-1-2-2- L'inflation en marche ou déclarée	12
I-1-2-3- L'hyperinflation ou inflation galopante	12
I-1-2-4- L'inflation de croissance	12
I-1-2-5- L'inflation de pénurie	12
I-1-2-6- L'inflation chronique	12
I-1-2-7- L'inflation conjoncturelle	12
I-1-3- INSTRUMENTS DE MESURE	13
I-1-3-1- L'indice des prix à la consommation	13
I-1-3-1-1- Mode de calcul	13
I-1-3-1-2- Méthode de collecte	14
I-1-3-2- Le déflateur du PIB	14
I-2- MECANISMES DE L'INFLATION	15
I-2-1- L'INFLATION PAR LA DEMANDE	15
I-2-1-1- L'augmentation de la consommation des ménages	16
I-2-1-2- L'augmentation des dépenses publiques et l'aggravation du déficit budgétaire	16
I-2-1-3- L'augmentation de la demande d'investissement	16
I-2-1-4- L'augmentation des exportations	17
I-2-1-5- Le mécanisme de l'augmentation des prix	17
I-2-1-6- Causes de la rigidité de l'offre	18
I-2-1-6-1- Baisse de la productivité	18
I-2-1-6-2- Pleine utilisation des capacités techniques de production	18
I-2-1-6-3- Incapacité d'augmenter l'importation	18

I-2-2- L'INFLATION PAR LES COUTS _____	20
I-2-2-1- La hausse des salaires _____	20
I-2-2-2- La hausse des prix des matières premières _____	21
I-2-2-3- La hausse des profits _____	21
I-2-2-4- La hausse des charges financières _____	21
I-2-3- L'INFLATION D'ORIGINE MONETAIRE _____	21
I-2-3-1- La monnaie _____	21
I-2-3-1-1- Définition _____	21
I-2-3-1-2- Fonction de la monnaie _____	22
I-2-3-1- La théorie quantitative de la monnaie _____	22
I-2-3-1-1- Définition _____	22
I-2-3-1-2- Présupposés _____	22
I-2-3-1-2- Formulation de la théorie _____	23
I-2-3-1-3- Implications de la théorie _____	23
I-2-3-1-4- Le monétarisme _____	24
I-2-3-1-5- Les suites du monétarisme _____	24
I-2-4- L'INFLATION D'ORIGINE STRUCTURELLE _____	25
I-2-4-1- Les structures politiques _____	25
I-2-4-1-1- Augmentation des recettes publiques _____	25
I-2-4-1-2- Recours à l'emprunt _____	25
I-2-4-2- Les structures économiques _____	25
I-2-4-2-1- Une croissance économique rapide _____	25
I-2-4-2-2- L'ouverture d'une économie _____	26
I-2-4-2-3- Les structures industrielles _____	28
I-2-4-2-4- Les structures des branches _____	28
I-2-4-3- Structures psychologiques et sociales _____	28
I-2-4-3-1- La lutte pour le partage de la valeur ajoutée _____	28
I-2-4-3-1- La spéculation _____	29
I-2-4-4- Les structures démographiques et environnementales _____	29
I-2-4-4-1- Les structures démographiques _____	29
I-2-4-4-2- L'environnement _____	30
I-3- IMPACTS ET RELATION DE PHILIPS _____	30
I-3-1- LES BONS CÔTES DE L'INFLATION _____	30
I-3-1-1- Stimulant de la croissance économique _____	30
I-3-1-2- Des recettes supplémentaires pour les finances publiques _____	31
I-3-2- LES MAUVAIS CÔTES DE L'INFLATION _____	31
I-3-2-1- La baisse du pouvoir d'achat du revenu fixe _____	32
I-3-2-2- La perte de valeur d'une unité monétaire _____	32

I-3-2-3- La baisse de la production en cas de forte inflation _____	32
I-3-2-4- Une perte pour les créanciers _____	32
I-3-3- LA RELATION DE PHILIPS _____	33
I-3-3-1- Présentation générale _____	33
I-3-3-2- Mouvement de la courbe de Phillips _____	34
CHAPITRE II : BILAN DE LA SITUATION MACROECONOMIQUE : DE 2005 A NOS JOURS _____	36
II-1- PIB ET CROISSANCE ECONOMIQUE _____	36
II-2- FINANCES PUBLIQUES ET MASSE MONETAIRE _____	39
II-2-1- LES FINANCES PUBLIQUES _____	39
II-2-1-1- Les recettes publiques _____	39
II-2-1-2- Les dépenses publiques _____	43
II-2-2- LA MASSE MONETAIRE _____	46
II-3- COMMERCE EXTERIEUR _____	49
II-3-1- EVOLUTION DES IMPORTATIONS _____	49
CHAPITRE III : ETAT DES LIEUX DE L'INFLATION A MADAGASCAR DEPUIS 2005 _____	58
III-1- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DEPUIS 2005 _____	58
III-1-1- TENDANCE ENTRE 1988-2003 _____	58
III-1-2- EVOLUTION MENSUELLE DES INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION DEPUIS 2005 (Indice base 100 : décembre année n-1) _____	59
III-1-3- EVOLUTION ANNUELLE DE L'IPC DEPUIS 2005 (base 100 = moyenne 2000) _____	64
III-1-2- VARIATION ANNUELLE DE L'IPC DEPUIS 2005 (Taux d'inflation) _____	64
III-2- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR FONCTION DES PRODUITS _____	65
III-2-1- EVOLUTION ANNUELLE DE L'IPC PAR FONCTION DES PRODUITS _____	65
III-2-2- VARIATION ANNUELLE DE L'IPC PAR FONCTION DES PRODUITS _____	66
III-3- INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION PAR ORIGINE DES PRODUITS _____	67
DEUXIEME PARTIE : ANALYSE EMPIRIQUE D'UN CAS, CELUI DE MADAGASCAR _____	69
CHAPITRE I : DETERMINANTS DE L'INFLATION ET SES IMPACTS _____	71
I-1- DESEQUILIBRE DE LONG TERME ET STRUCTURE DU MARCHE _____	71
I-1-1- DESEQUILIBRE DE LONG TERME _____	71
I-1-1-1- Faiblesse du secteur agricole _____	71
I-1-1-2- Le déficit budgétaire chronique _____	72
I-1-1-3- Le problème démographique _____	73
I-1-2- STRUCTURE DU MARCHE _____	74
I-1-2-1- Le marché de type monopolistique _____	74
I-1-2-2- Le marché de type oligopolistique _____	74
I-2- DEPRECIATION DE LA MONNAIE NATIONALE, EFFET CLIQUET ET HAUSSE AUTOENTRETENUE _____	75
I-2-1- LA DEPRECIATION DE LA MONNAIE NATIONALE _____	75

I-2-2- L'EFFET CLIQUET _____	75
I-2-3- LA HAUSSE AUTOENTRETENUE _____	76
I-3- CRISE POLITIQUE OU ECONOMIQUE ET INFLATION IMPORTEE _____	76
I-3-1- CRISE POLITIQUE OU ECONOMIQUE _____	76
I-3-2- L'INFLATION IMPORTEE _____	77
I-4- IMPACTS DE L'INFLATION A MADAGASCAR _____	78
I-4-1- IMPACTS DE L'INFLATION SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR ____	78
I-4-2- IMPACTS DE L'INFLATION SUR LA PAUVRETE DES MENAGES A MADAGASCAR ____	79
CHAPITRE II : POLITIQUE DE DESINFLATION A MADAGASCAR _____	81
II-1- INSTRUMENTS _____	83
II-2- INTERVENTIONS ET REFORMES SUR LE MARCHE MONETAIRE _____	86
II-3- OPERATIONS SUR LE MID _____	89
CHAPITRE III : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS _____	91
III-1- TENDANCE DE L'INFLATION EN 2010 _____	91
III-1-1- TENDANCE DE L'INDICE GENERAL DES PRIX EN 2010 _____	91
III-1-2- TENDANCE DE L'IPC EN 2010 PAR FONCTION DES PRODUITS _____	91
III-1-3- TENDANCE DE L'IPC EN 2010 PAR ORIGINE DES PRODUITS _____	93
III-1-4- TENDANCE DE L'IPC EN 2010 PAR SECTEUR DE PRODUCTION _____	93
III-1-5- TENDANCE DE L'IPC DE QUELQUES PRODUITS EN 2010 _____	95
III-1-6- TENDANCE DE L'IPC PAR PROVINCE EN 2010 _____	96
III-2- PERSPECTIVES DE L'EVOLUTION DE L'INFLATION _____	97
III-2-1- LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ACTUELLE _____	97
II-2-1-1- La conjoncture internationale _____	97
II-2-1-2- La conjoncture nationale _____	98
III-2-2- LES GRANDS INVESTISSEMENTS _____	98
III-2-3- LE CLIMAT SOCIOPOLITIQUE _____	99
III-3- RECOMMANDATIONS _____	100
III-3-1- LE CHOIX DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE _____	100
III-3-2- AU NIVEAU DE LA POLITIQUE MONETAIRE _____	100
III-3-3- AU NIVEAU DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE _____	100
III-3-3- AUTRES MESURES _____	101
III-3-3-1- Augmentation de la production agricole _____	101
III-3-3-2- Politique de régulation sur le marché _____	101
III-3-3-2-1- Au niveau de l'offre _____	101
III-3-3-2-2- Au niveau de la demande _____	101
III-3-3-2- Lutter contre l'inflation masquée _____	102
III-3-3-3- Renforcement des activités de l'ODR _____	102
III-3-3-3-1- Genèse de l'initiative _____	102

III-3-3-2- Objectifs _____	102
CONCLUSION _____	104
BIBLIOGRAPHIES _____	107
ANNEXES _____	111
ANNEXE I : EVOLUTION DES IMPORTATIONS _____	112
(Valeur en millions de DTS, Volume en milliers de tonnes, Prix en DTS par Kg sauf indication contraire) _____	112
ANNEXE II : EVOLUTION DES EXPORTATIONS _____	113
(Valeur en millions de DTS, Volume en milliers de tonnes, Prix en DTS par Kg sauf indication contraire) _____	113
ANNEXE III : PRODUCTION, IMPORTATION ET DISPONIBILITE EN RIZ _____	114
ANNEXE IV : RESUME DE L'INFLATION DE 1987 A 2003 _____	115
LISTE DES TABLEAUX _____	116
LISTE DES GRAPHIQUES _____	117
LISTE DES FIGURES _____	118